

CONSEIL COMMUNAL DU 14 SEPTEMBRE 2026
GEMEENTERAAD VAN 14 SEPTEMBER 2026NOTES EXPLICATIVES
TOELICHTINGSNOTA

Ouverture de la séance à 20:00
Opening van de zitting om 20:00

AUDITION PUBLIQUE - OPENBARE HOORZITTING**Secrétariat - Secretariaat****1 Interpellation citoyenne relative à la gestion des épisodes caniculaires dans les écoles communales – Obligation de formuler un Plan Chaleur d'avenir pour garantir la continuité pédagogique.**

À l'attention de Monsieur le Bourgmestre,

Mesdames et Messieurs les Échevins,

Mesdames et Messieurs les Conseillers communaux,

Monsieur le Bourgmestre,

Par la présente, en tant que citoyens et parents d'élèves de la Commune d'Etterbeek, nous sollicitons le droit d'interpeller le Collège des Bourgmestre et Échevins lors de la prochaine séance publique du Conseil communal.

Cette démarche fait suite à la décision récente du pouvoir organisateur de suspendre les cours durant les après-midis concernés par les vagues de chaleur. Cette mesure d'abandon pédagogique nous paraît totalement inacceptable et nous demandons formellement qu'elle ne puisse plus se reproduire à l'avenir.

L'argument avancé selon lequel cette suspension est décidée « pour le bien-être et la santé des élèves » est fondamentalement biaisé. Renvoyer les enfants chez eux ou les confier à des garderies improvisées ne résout en rien le problème thermique : de nombreuses familles vivent dans des appartements surchauffés sous les toits, bien moins ventilés que les espaces communs de nos écoles. De plus, briser arbitrairement le rythme d'apprentissage crée une précarité pédagogique majeure et impose une charge logistique et mentale lourde pour les familles qui travaillent. Le véritable bien-être des élèves réside dans notre capacité collective à leur offrir un cadre adapté et sécurisé, pas dans la capitulation administrative.

Le dérèglement climatique exige de la flexibilité et de l'ingéniosité, pas de l'absentéisme institutionnel. En tant que citoyens et parents d'élèves à Etterbeek, nous attendons du pouvoir organisateur qu'il prenne ses responsabilités et formalise une stratégie claire pour l'avenir. Un véritable plan d'adaptation climatique ne s'improvise pas dans l'urgence d'un pic de chaleur. Il doit se concevoir et se planifier dès maintenant, de manière structurelle, en mobilisant en amont toutes les parties prenantes : directions, enseignants, associations de parents, mais aussi les partenaires extérieurs indispensables (STIB pour les accès frais, clubs sportifs locaux, services communaux de la culture et du patrimoine). Nos enfants ont besoin de solutions de bon sens, anticipées et concertées, pas de portes closes.

Cette responsabilité est d'autant plus cruciale que le calendrier scolaire s'étend dorénavant sur des semaines supplémentaires à cheval sur les mois de juin, juillet et août. Les canicules ne sont plus des anomalies imprévisibles, mais des réalités structurelles. Notre priorité absolue doit être de maximiser les

heures de contact pédagogique avec les élèves. Nous entendons l'argument des budgets restreints et du bâti parfois centenaire, mais le manque de moyens ne peut pas justifier un abandon de responsabilité.

Afin de stimuler la réflexion du Collège, des services communaux et des équipes éducatives, nous soumettons une articulation détaillée de nos propositions concrètes, pragmatiques et à faible coût, réparties en quatre axes opérationnels :

Axe 1 : Gestion thermique des bâtiments

L'objectif est d'abaisser la température intérieure des locaux dès le matin en utilisant des protocoles physiques simples et la participation citoyenne, sans investissements lourds.

- Protocole de ventilation nocturne : Mettre en place une directive pour les équipes de gardiennage ou d'entretien afin de créer des courants d'air massifs durant la nuit et à l'aube (périodes les plus fraîches). Les locaux doivent être entièrement calfeutrés (fenêtres fermées, stores ou tentures baissés) dès 8h30 pour emprisonner l'air frais et retarder l'effet de serre dans les classes.
- Bouclier thermique "DIY" (Do It Yourself) : Pour les classes exposées plein sud ou situées directement sous les toits, équiper temporairement les vitrages de panneaux de carton recouverts de papier aluminium orientés vers l'extérieur. Ces écrans réfléchissent le rayonnement infrarouge avant qu'il ne traverse le verre, évitant ainsi plusieurs degrés d'accumulation thermique.
- Prêt de ventilateurs : Solliciter la solidarité des familles en cas d'alerte canicule pour le prêt de ventilateurs domestiques. Pour maximiser leur efficacité, on peut placer des linges humides ou des bouteilles d'eau congelée juste devant le flux d'air permet de créer un système de refroidissement par évaporation performant à coût zéro.

Axe 2 : Repenser le calendrier scolaire

L'objectif est de réaménager intelligemment le calendrier et l'utilisation spatiale de l'école pour maintenir l'intégralité des heures d'apprentissage.

- Garantie d'occupation jusqu'au dernier jour : Interdiction stricte d'écourter l'année scolaire de manière déguisée. Pour s'assurer du maintien des élèves en classe, les évaluations doivent être maintenues de manière fluide et la remise des diplômes ainsi que les proclamations officielles doivent être fixées au tout dernier jour calendrier de l'année scolaire.
- Planification stratégique des journées pédagogiques : Repenser le calendrier annuel en déplaçant les journées de formation des enseignants lors des semaines de fin juin et début juillet, au moment où les risques climatiques sont les plus élevés. Ce calendrier doit obligatoirement être coordonné entre les sections maternelles et primaires du réseau afin d'éviter d'ingérables cassures logistiques pour les familles ayant des enfants dans chaque filière.
- Allègement du rythme de l'après-midi et "Blocus Frais" : Concentrer l'ensemble des examens et des cours théoriques denses exclusivement en matinée. Dédier les après-midis à des apprentissages à plus faible dépense calorique (ateliers de lecture, quiz éducatifs, projets artistiques, jeux de société pédagogiques). Si certaines classes deviennent invivables, les élèves doivent être évacués vers les grands volumes communs du rez-de-chaussée ou du sous-sol (réfectoires, halls de sport), naturellement plus tempérés, pour y travailler en groupes rassemblés.

Axe 3 : L'école "hors les murs" & partenariats de proximité

L'objectif est d'utiliser le tissu urbain et le patrimoine d'Etterbeek comme infrastructures climatiques alternatives.

- Exploitation pédagogique des infrastructures souterraines : Innover en déplaçant certains cours dans des espaces publics naturellement réfrigérés par leur conception. Par exemple, organiser une leçon d'histoire sur les institutions européennes ou une séquence de géographie urbaine directement au sein de la station de métro Schuman, qui bénéficie d'une fraîcheur constante.
- Utiliser les espaces publics frais et le patrimoine local : Planifier des excursions de proximité gratuites

l'après-midi. Le pouvoir organisateur doit faciliter l'accès aux bibliothèques municipales climatisées ou aux centres culturels. De même, les églises de quartier constituent de parfaits îlots de fraîcheur architecturaux où l'on peut organiser une heure de lecture silencieuse ou d'étude dans le calme.

- Classes vertes urbaines : Transférer l'école à l'extérieur, sous la canopée des grands parcs communaux (Parc du Cinquantenaire, Parc Hap), où la température sous les arbres est nettement inférieure à celle d'une classe bitumée. Des partenariats doivent être noués avec les clubs sportifs de la commune pour exploiter l'après-midi leurs zones ombragées et leurs infrastructures d'accueil souvent mieux ventilées.

Axe 4 : Flexibilité logistique & Pratiques physiologiques

L'objectif est d'adapter le quotidien physique des enfants pour minimiser l'impact métabolique de la chaleur.

- Stratégie de micro-groupes et rotation spatiale : Rompre avec la configuration rigide de 30 élèves assis face au tableau dans un espace restreint. Diviser les classes en deux sous-groupes l'après-midi : pendant qu'une moitié effectue une activité calme dans la pièce la plus préservée de l'école (comme la bibliothèque), l'autre moitié est encadrée à l'extérieur (sous le préau ou dans un espace vert). Les rôles s'inversent à la mi-temps.
- Ritualisation de l'hydratation et collations hydro-rechargeables : Imposer des alertes hydratation systématiques toutes les heures, encadrées par l'utilisation de brumisateurs rechargeables collectifs pour rafraîchir les élèves.

Ces suggestions sont formulées pour enrichir le débat. Si la commune dispose d'autres idées ou de meilleures alternatives issues d'une concertation avec de nouveaux partenaires, nous les saluons. La seule option qui doit être définitivement écartée est la fermeture des classes ou la suspension des apprentissages.

Dès lors, nos questions au Collège sont les suivantes :

- Le Collège s'engage-t-il à ce que la suspension des cours l'après-midi ne soit plus jamais la réponse par défaut lors des prochains pics de chaleur ?
- Le Collège s'engage-t-il à lancer dès aujourd'hui le travail de planification pour mettre en place ce plan d'adaptation climatique obligatoire, en y associant l'ensemble des partenaires et parties prenantes (directions, STIB, clubs locaux) dès la rentrée ?
- Quelles mesures immédiates et à faible coût, parmi celles que nous proposons, le Collège compte-t-il d'ores et déjà valider pour garantir la continuité du service public d'enseignement ?

En vous remerciant pour l'attention que vous porterez à la présente demande, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Bourgmestre, Mesdames et Messieurs les Échevins et Conseillers, l'expression de notre considération distinguée.

Pour le collectif de citoyens / parents d'élèves :

Steven Engels, Boerenstraat 82, 1040 Etterbeek

Burgerinterpellatie – Betreffende het beheer van hittegolven in gemeentelijke scholen – Verplichting om een programma Warmte voor de toekomst op te stellen om de continuïteit van het onderwijs te waarborgen.

Ter attentie van de burgemeester,

Geachte schepenen,

Geachte gemeenteraadsleden,

Geachte burgemeester,

Bij deze vragen wij, als burgers en ouders van leerlingen uit de gemeente Etterbeek, het recht om het college van burgemeester en schepenen te interpellieren tijdens de volgende openbare zitting van de gemeenteraad.

Deze vraag volgt op de recente beslissing van de inrichtende macht om de lessen op te schorten tijdens de namiddagen tijdens de hittegolven. Deze maatregel van pedagogische verwaarlozing lijkt ons totaal onaanvaardbaar en wij vragen formeel dat zij zich in de toekomst niet meer kan herhalen.

Het aangevoerde argument voor deze opschorting “voor het welzijn en de gezondheid van de leerlingen” loopt scheef. Kinderen naar huis sturen of hen toevertrouwen aan geïmproviseerde opvang lost het thermische probleem geenszins op: veel gezinnen wonen in oververhitte dakappartementen, waar veel minder verluchting is dan in de gemeenschappelijke ruimtes van onze scholen.

Bovendien creëert het willekeurig doorbreken van het leerritme een grote pedagogische kwetsbaarheid en legt het een zware logistieke en mentale last op de schouders van werkende gezinnen. Het echte welzijn van de leerlingen ligt in onze collectieve capaciteit om hen een aangepast en veilig kader te bieden, niet in administratieve overgave.

De klimaatontregeling vraagt flexibiliteit en vindingrijkheid, geen institutioneel absentisme. Als burgers en ouders van leerlingen uit Etterbeek verwachten wij van de inrichtende macht dat zij haar verantwoordelijkheid neemt en een duidelijke strategie voor de toekomst formaliseert.

Een echt klimaatadaptatieplan wordt niet in allerijl geïmproviseerd tijdens een hittepiek. Het moet nu al worden ontworpen en gepland, structureel, door alle betrokken partijen vooraf te mobiliseren: directies, leerkrachten, ouderverenigingen, maar ook de noodzakelijke externe partners (MIVB voor koele toegang, lokale sportclubs, gemeentelijke diensten voor cultuur en erfgoed).

Onze kinderen hebben nood aan oplossingen die logisch, doordacht en gezamenlijk voorbereid zijn, niet aan gesloten deuren.

Deze verantwoordelijkheid is des te crucialer omdat de schoolkalender zich voortaan uitstrekt over extra weken die deels in juni, juli en augustus vallen. Hittegolven zijn geen onvoorspelbare anomalieën meer, maar structurele realiteiten. Onze absolute prioriteit moet zijn om de pedagogische contacturen met de leerlingen te maximaliseren. Wij begrijpen het argument van beperkte budgetten en soms eeuwenoude schoolgebouwen, maar een gebrek aan middelen kan geen rechtvaardiging zijn voor het afschuiven van verantwoordelijkheid.

Om de reflectie van het college, de gemeentediensten en de onderwijsteams te stimuleren, dienen wij een gedetailleerde uitwerking in van onze concrete, pragmatische voorstellen met lage kosten, verdeeld over vier operationele pijlers.

Pijler 1: Thermisch beheer van gebouwen

Het doel is om de binnentemperatuur van de ruimtes 's ochtends te verlagen door gebruik te maken van eenvoudige fysische methoden en de inzet van burgers, zonder grote investeringen.

- Protocol voor nachtelijke ventilatie: Een richtlijn opstellen voor beveiligings- of onderhoudsteams om 's nachts en bij zonsopgang (de koelste momenten). De ruimtes moeten vanaf 8.30 uur volledig worden afgedicht (ramen dicht, rolluiken of gordijnen gesloten) om de koele lucht vast te houden en het broeikaseffect in de klaslokalen te vertragen.
- “DIY” (Do It Yourself) hitteschild: Voor klaslokalen die op het zuiden liggen of direct onder het dak zijn gelegen, moeten de ramen tijdelijk worden voorzien van kartonnen panelen die met aluminiumfolie zijn bedekt en naar buiten zijn gericht. Deze schermen reflecteren de infraroodstraling voordat deze door het glas dringt, waardoor een temperatuurstijging van meerdere graden wordt voorkomen.

- Uitlenen van ventilatoren: Doe een beroep op de solidariteit van gezinnen om bij een hittegolfwaarschuwing huishoudelijke ventilatoren uit te lenen. Om de efficiëntie te maximaliseren, kunt u vochtige doeken of bevroren waterflessen vlak voor de luchtstroom plaatsen; zo creëert u een effectief verdampingskoelsysteem zonder kosten.
-

Pijler 2: De schoolkalender herzien

Het doel is om de kalender en het ruimtegebruik op school op een slimme manier te herzien, zodat alle lesuren behouden blijven.

- Gegarandeerde bezetting tot de laatste dag: strikt verbod op het op een verkapte manier inkorten van het schooljaar. Om ervoor te zorgen dat de leerlingen in de klas blijven, moeten de toetsen naadloos worden voortgezet en moeten de diploma-uitreikingen en officiële bekendmakingen worden vastgesteld op de allerlaatste kalenderdag van het schooljaar.
- Strategische planning van pedagogische dagen: De jaarkalender herzien door de bijscholingsdagen voor leerkrachten te verplaatsen naar de weken eind juni en begin juli, wanneer de weersrisico's het grootst zijn. Deze kalender moet verplicht worden afgestemd tussen de kleuter- en basisschoolafdelingen van het netwerk om onbeheersbare logistieke problemen te voorkomen voor gezinnen met kinderen in beide onderwijsvormen.
- Verlichting van het middagritme en „Blocus Frais“ : Alle examens en intensieve theorielessen uitsluitend in de ochtend laten plaatsvinden. De middagen besteden aan leeractiviteiten die minder energie vergen (leesworkshops, educatieve quizen, kunstprojecten, leerzame gezelschapsspellen). Als bepaalde klaslokalen onleefbaar worden, moeten de leerlingen worden geëvacueerd naar de grote gemeenschappelijke ruimtes op de begane grond of in de kelder (eetzaal, sporthallen), waar de temperatuur van nature aangenamer is, om daar in groepen samen te werken.

Pijler 3: De school 'buiten de muren' & lokale partnerschappen

Het doel is om het stedelijk weefsel en het erfgoed van Etterbeek in te zetten als alternatieve klimaatinfrastructuur.

- Pedagogisch gebruik van ondergrondse infrastructuur: innoveren door bepaalde lessen te verplaatsen naar openbare ruimtes die door hun ontwerp van nature koel zijn. Bijvoorbeeld een geschiedenisles over de Europese instellingen of een lesreeks over stadsgeografie organiseren in het metrostation Schuman zelf, waar het altijd aangenaam koel is.
- Gebruik maken van koele openbare ruimtes en het lokale erfgoed: gratis uitstapjes in de buurt organiseren in de namiddag. De onderwijsinstantie moet de toegang tot gemeentelijke bibliotheken met airconditioning of culturele centra vergemakkelijken. Ook de buurtkerken vormen perfecte architecturale koele oases waar een uurtje stil lezen of studeren in alle rust kan worden georganiseerd.
- Stedelijke natuurklassen: Verplaats de school naar buiten, onder het bladerdak van de grote gemeentelijke parken (Jubelpark, Hap-park), waar de temperatuur onder de bomen aanzienlijk lager ligt dan in een klaslokaal met asfaltvloer. Er moeten samenwerkingsverbanden worden aangegaan met de sportclubs van de gemeente om 's middags gebruik te maken van hun schaduwrijke zones en hun vaak beter geventileerde opvangfaciliteiten.

Pijler 4: Logistieke flexibiliteit & Fysiologische praktijken

Het doel is om de dagelijkse fysieke activiteiten van de kinderen aan te passen om de metabolische impact van de hitte tot een minimum te beperken.

- Strategie van microgroepen en ruimtelijke afwisseling: Afstappen van de starre opstelling waarbij 30 leerlingen in een beperkte ruimte met hun gezicht naar het bord zitten. De klassen 's middags in twee subgroepen verdelen: terwijl de ene helft een rustige activiteit uitvoert in de koelste ruimte van de school (zoals de bibliotheek), wordt de andere helft buiten begeleid (onder de overkapping of in

een groene ruimte). Halverwege worden de rollen omgedraaid.

- Het drinken tot een ritueel maken en tussendoortjes die de vochtbalans aanvullen: Zorg ervoor dat er elk uur systematisch wordt aangemaand om te drinken, in combinatie met het gebruik van gezamenlijke, navulbare vernevelaars om de leerlingen af te koelen.

Deze suggesties zijn bedoeld om het debat te verrijken. Mocht de gemeente over andere ideeën of betere alternatieven beschikken die voortkomen uit overleg met nieuwe partners, dan juichen wij die toe. De enige optie die definitief moet worden uitgesloten, is het sluiten van klassen of het opschorten van het onderwijs.

Onze vragen aan het College luiden dan ook als volgt:

- Verplicht het College zich ertoe dat het opschorten van de namiddaglessen nooit meer de standaardoplossing zal zijn bij toekomstige hittegolven?
- Verplicht het College zich ertoe om vandaag nog te beginnen met de planning om dit verplichte klimaataanpassingsplan in te voeren, waarbij alle partners en belanghebbenden (directies, MIVB, lokale verenigingen) vanaf het begin van het nieuwe schooljaar worden betrokken?
- Welke onmiddellijke en goedkope maatregelen, uit de door ons voorgestelde lijst, is het College van plan nu al goed te keuren om de continuïteit van het openbaar onderwijs te waarborgen?

Wij danken u voor de aandacht die u aan dit verzoek zult schenken en verzoeken u, mijnheer de burgemeester, dames en heren schepenen en raadsleden, onze hoogachting te aanvaarden.

Namens de groep burgers / ouders van leerlingen:

Steven Engels, Boerenstraat 82, 1040 Etterbeek

2 annexes / 2 bijlagen

signatures-papier.pdf, signatures-google-forms.pdf

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

2 Procès-verbal de la séance du Conseil communal du 22.06.2026

Le procès-verbal de la séance précitée, mis à disposition des membres du Conseil communal conformément aux dispositions de la Nouvelle loi communale et du Règlement d'ordre intérieur.

Proces-verbaal van de zitting van de Gemeenteraad van 22.06.2026

Het proces-verbaal van de voornoemde zitting, ter beschikking gesteld van de gemeenteraadsleden conform de bepalingen van de nieuwe gemeentewet en van het huishoudelijk reglement.

1 annexe / 1 bijlage

MINUTES_FULL (2).pdf

3 Procès-verbal de la séance du Conseil communal du 06.07.2026

Le procès-verbal de la séance précitée, mis à disposition des membres du Conseil communal conformément aux dispositions de la Nouvelle loi communale et du Règlement d'ordre intérieur.

Proces-verbaal van de zitting van de Gemeenteraad van 06.07.2026

Het proces-verbaal van de voornoemde zitting, ter beschikking gesteld van de gemeenteraadsleden conform de bepalingen van de nieuwe gemeentewet en van het huishoudelijk reglement.

1 annexe / 1 bijlage

MINUTES_FULL (3).pdf

4 **Arrêté du Bourgmestre ordonnant la réquisition temporaire et immédiate du logement sis rue Mont du Chêne 16/11 à Etterbeek au profit du CPAS d'Etterbeek**

Le Bourgmestre,

Vu les articles 133, alinéa 2, et 135, § 2, de la Nouvelle loi communale ;

Vu l'article 28, § 1er, de la loi du 8 juillet 1976 organique des CPAS, aux termes duquel, lorsqu'une personne sans abri sollicite l'aide sociale du centre public d'action sociale de la commune où elle se trouve, le président doit lui accorder l'aide urgente requise ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ;

Vu la requête adressée par le Président du CPAS d'Etterbeek, sollicitant la réquisition temporaire et immédiate d'un logement inoccupé afin de permettre l'hébergement d'urgence d'une personne accompagnée par le CPAS ;

Vu l'urgence ;

Attendu que le CPAS d'Etterbeek atteste que la personne concernée ne dispose d'aucune solution d'hébergement immédiat et adaptée, qu'elle se trouve dans un état de nécessité avéré et que sa situation appelle une réponse sociale urgente ;

Attendu que cet état de nécessité ainsi que la nécessité d'un relogement urgent ont été constatés par le Bureau permanent du CPAS en sa séance du 24 juillet 2026, sur la base des éléments sociaux soumis à son appréciation ;

Attendu que le Bourgmestre fonde la présente mesure sur les éléments communiqués par le CPAS d'Etterbeek, autorité compétente pour apprécier la situation sociale individuelle de la personne secourue, sans qu'il y ait lieu de reproduire dans le présent arrêté des données personnelles ou confidentielles couvertes par le secret professionnel ;

Attendu que l'absence de mise à l'abri immédiate de la personne concernée est de nature à l'exposer à un risque grave pour sa sécurité, sa santé et sa dignité ;

Attendu que cette situation appelle une intervention immédiate de l'autorité communale afin de prévenir l'aggravation d'une situation de détresse sociale et d'assurer, à titre temporaire, une mesure minimale de protection ;

Attendu que le Bourgmestre est chargé de l'exécution des lois, décrets, ordonnances, règlements et arrêtés de police, ainsi que du maintien de l'ordre public sur le territoire communal ;

Attendu que la police administrative communale comprend notamment la sécurité publique et la salubrité publique, et permet à l'autorité communale de prendre les mesures nécessaires lorsqu'une situation concrète et urgente expose une personne à un péril grave et immédiat ;

Attendu que, sollicités à cet effet, les services de Log'Iris ont renseigné que le logement sis rue Mont du Chêne 16/11 à Etterbeek est actuellement inoccupé, qu'il requiert des menus travaux de remise en état et qu'il n'est pas concerné, à court terme, par un projet de rénovation agendé ;

Attendu qu'il n'apparaît pas, au vu des éléments communiqués, que la mobilisation temporaire du logement précité fasse obstacle à une occupation existante, à un chantier en cours ou à un projet de rénovation immédiatement programmé ;

Attendu qu'aucune autre solution d'hébergement immédiate, adaptée et disponible n'a pu être mobilisée à ce stade ;

Considérant qu'il y a lieu, afin de faire cesser l'état de nécessité signalé par le CPAS et de prévenir le risque grave résultant de l'absence de mise à l'abri, d'ordonner la réquisition temporaire et immédiate du logement précité au profit du CPAS d'Etterbeek ;

Considérant que la mesure est limitée à un logement déterminé, actuellement inoccupé, et qu'elle est affectée exclusivement à l'hébergement d'urgence d'une personne secourue par Le CPAS ;

Considérant que la mesure est justifiée par l'urgence, proportionnée à l'objectif poursuivi et limitée au temps nécessaire à l'hébergement d'urgence de la personne secourue, sans préjudice de sa cessation anticipée si une solution alternative adaptée est trouvée ;

ARRETE ET ORDONNE :

Article 1er

Le logement sis rue Mont du Chêne 16/11 à Etterbeek, appartenant à Log'Iris S.A., est réquisitionné temporairement et immédiatement au profit du CPAS d'Etterbeek, aux fins d'hébergement d'urgence de la personne secourue visée par la décision du Bureau permanent du 24 juillet 2026.

Article 2

La réquisition prend effet immédiatement à compter de la notification du présent arrêté. Elle est ordonnée pour une durée de six mois.

Elle est renouvelable, pour autant que l'état de nécessité persiste et qu'aucune solution alternative adaptée n'ait pu être trouvée, jusqu'à la notification par Log'Iris du début effectif des travaux de rénovation du logement, moyennant le respect d'un préavis de trente jours.

Elle prend fin de plein droit si une solution alternative adaptée est trouvée avant son terme.

Article 3

Log'Iris est tenue de permettre sans délai l'accès au logement et de remettre les clés du bien au CPAS d'Etterbeek ou à toute personne désignée par lui.

À défaut de remise volontaire, l'accès au logement pourra être assuré par tout moyen strictement nécessaire et proportionné, avec l'assistance de la police locale et, le cas échéant, d'un serrurier.

Article 4

Le CPAS d'Etterbeek est chargé d'établir avec la personne secourue une convention d'occupation précaire, strictement temporaire et liée à la situation d'urgence ayant justifié la présente réquisition.

Article 5

Le CPAS d'Etterbeek est chargé de convenir avec Log'Iris d'une juste indemnité d'occupation pour la durée effective de la réquisition, et de régler la question des charges forfaitaires.

À défaut d'accord sur cette indemnité, la partie la plus diligente pourra saisir le juge de paix du canton compétent afin qu'il soit statué sur le montant de celle-ci.

Article 6

Le CPAS d'Etterbeek assure d'accompagnement social de la personne secourue et veille au respect des conditions d'occupation temporaire du logement.

Article 7

Le présent arrêté est notifié sans délai à Log'Iris et au CPAS d'Etterbeek. Article 8

Un recours en annulation contre le présent arrêté peut être introduit auprès du Conseil d'État, section du contentieux administratif, dans un délai de soixante jours à dater de sa notification.

Ce recours est introduit par requête adressée au Conseil d'État, rue de la Science 33 à 1040 Bruxelles, par pli recommandé à la poste ou suivant la procédure électronique, via la rubrique « e-Procédure » du site internet du Conseil d'État : www.raadvst-consetat.be.

Une demande de suspension, le cas échéant en extrême urgence, peut également être introduite dans les conditions prévues par les lois coordonnées sur le Conseil d'État et par le règlement de procédure applicable.

Article 9

Le présent arrêté entre en vigueur immédiatement.

Fait à Etterbeek, le 24 juillet 2026.

Besluit van de burgemeester houdende de onmiddellijke en tijdelijke vordering van de woning gelegen aan de Eikenbergstraat 16/11 in Etterbeek ten behoeve van het OCMW van Etterbeek.

De burgemeester,

gelet op artikels 133, alinea 2 en 135, §2 van de Nieuwe Gemeentewet;

gelet op artikel 28, §1 van de organieke wet van 8 juli 1976 op de OCMW's dat bepaalt dat wanneer een dakloze persoon een beroep doet op de maatschappelijke dienstverlening van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn van de gemeente waar hij zich bevindt, de voorzitter hem de vereiste dringende hulpverlening moet toekennen;

gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen;

gelet op het verzoek van de voorzitter van het OCMW van Etterbeek om de tijdelijke en onmiddellijke vordering van een leegstaande woning om noodopvang mogelijk te maken voor een door het OCMW begeleide persoon;

gelet op de dringendheid;

overwegende dat het OCMW van Etterbeek bevestigt dat de betrokken persoon niet beschikt over enige onmiddellijke en aangepaste huisvestingsoplossing, dat zij zich in een bewezen noodtoestand bevindt en dat haar situatie een dringende sociale tussenkomst vereist;

overwegende dat deze noodtoestand en de noodzaak van een dringend herhuisvesting werden vastgesteld door het vast bureau van het OCMW tijdens zijn zitting van 24 juli 2026, op basis van de sociale elementen die aan zijn beoordeling werden voorgelegd;

overwegende dat de burgemeester de deze maatregel baseert op de door het OCMW van Etterbeek

meegedeelde elementen, als bevoegde instantie om de individuele sociale situatie van de geholpen persoon te beoordelen, zonder dat het nodig is in dit besluit persoonlijke of vertrouwelijke gegevens op te nemen die onder het beroepsgeheim vallen;

overwegende dat het uitblijven van onmiddellijke opvang van de betrokken persoon haar kan blootstellen aan een ernstig risico voor haar veiligheid, gezondheid en waardigheid;

overwegende dat deze situatie een onmiddellijke tussenkomst van de gemeentelijke overheid vereist om de verergering van een crisissituatie te voorkomen en om, tijdelijk, een minimale beschermingsmaatregel te verzekeren;

overwegende dat de burgemeester belast is met de uitvoering van de wetten, decreten, ordonnances, reglementen en politiebepalingen en met het handhaven van de openbare orde op het grondgebied van de gemeente;

overwegende dat de gemeentelijke bestuurlijke politie onder meer de openbare veiligheid en de openbare gezondheid omvat en de gemeentelijke overheid toelaat de nodige maatregelen te nemen wanneer een concrete en dringende situatie een persoon blootstelt aan een ernstig en onmiddellijk gevaar;

overwegende dat, op verzoek van de gemeente, de diensten van Log'iris hebben meegedeeld dat de woning gelegen Félix Eikenbergstraat16/11 in Etterbeek momenteel leegstaat, dat er slechts kleine herstellingswerken nodig zijn en dat er op korte termijn geen renovatieproject is gepland voor deze woning;

overwegende dat, gelet op de meegedeelde elementen, niet blijkt dat het tijdelijke gebruik van voornoemde woning een bestaande bewoning, een lopende werf of een onmiddellijk gepland renovatieproject zou hinderen;

overwegende dat tot op heden geen andere onmiddellijke, aangepaste en beschikbare huisvestingsoplossing kon worden gevonden;

overwegende dat het aangewezen is om een einde te maken aan de door het OCMW gemelde noodtoestand en om het ernstige risico voortvloeiend uit het gebrek aan opvang te voorkomen, door de tijdelijke en onmiddellijke vordering van voornoemde woning ten voordele van het OCMW van Etterbeek te bevelen;

overwegende dat de maatregel beperkt is tot één welbepaalde, momenteel onbewoonde woning en uitsluitend wordt bestemd voor de noodopvang van een door het OCMW geholpen persoon;

overwegende dat de maatregel gerechtvaardigd is door de dringendheid, proportioneel is aan het nagestreefde doel en beperkt blijft tot de tijd die strikt noodzakelijk is voor de noodopvang van de geholpen persoon, onverminderd een vroegtijdige beëindiging al een aangepaste alternatieve oplossing wordt gevonden;

VERORDENT EN BESLIST:

Artikel 1

De woning gelegen Eikenbergstraat 16/11 in Etterbeek, eigendom van Log'iris nv, wordt tijdelijk en onmiddellijk gevorderd voor het OCMW van Etterbeek voor de noodopvang van de geholpen persoon zoals bedoeld in de beslissing van het vast bureau van 24 juli 2026.

Artikel 2

De vordering treedt onmiddellijk in werking vanaf de kennisgeving van dit besluit. Zij wordt bevolen voor een duur van zes maanden.

Zij is hernieuwbaar, voor zover de noodsituatie blijft voortbestaan en geen passende alternatieve oplossing kon worden gevonden, tot aan de kennisgeving door Log'iris van de effectieve aanvang van de renovatiewerken aan de woning, met naleving van een opzegtermijn van dertig dagen.

Zij eindigt van rechtswege als voor het verstrijken van de termijn een passende alternatieve oplossing wordt gevonden.

Artikel 3

Log'iris moet onmiddellijk toegang verlenen tot de woning en de sleutels van het goed overdragen aan het OCMW van Etterbeek of aan elke door het OCMW aangewezen persoon.

Bij gebrek aan vrijwillige overdracht kan de toegang tot de woning worden verzekerd met alle strikt noodzakelijke en evenredige middelen, met bijstand van de lokale politie en, in voorkomend geval, een slotenmaker.

Artikel 4

Het OCMW van Etterbeek moet, samen met de geholpen persoon, een overeenkomst voor precair gebruik opstellen, die strikt tijdelijk is en verbonden aan de noodsituatie die deze vordering heeft gerechtvaardigd.

Artikel 5

Het OCMW van Etterbeek moet met Log'iris een billijke gebruiksvergoeding overeenkomen voor de effectieve duur van de vordering en een regeling treffen voor de forfaitaire lasten.

Bij gebrek aan akkoord over deze vergoeding kan de meest gerede partij zich wenden tot de vrederechter van het bevoegde kanton zodat deze uitspraak zou doen over het bedrag ervan.

Artikel 6

Het OCMW van Etterbeek staat in voor de sociale begeleiding van de geholpen persoon en ziet toe op de naleving van de voorwaarden van het tijdelijk gebruik van de woning.

Artikel 7

Dit besluit wordt onverwijld ter kennis gebracht van Log'iris en van het OCMW van Etterbeek. Artikel 8
Tegen dit besluit kan een beroep tot nietigverklaring worden ingesteld bij de Raad van State, afdeling Bestuursrechtspraak, binnen een termijn van zestig dagen vanaf zijn bekendmaking.

Dat verzoek wordt ingediend met een verzoekschrift aan de Raad van State, Wetenschapsstraat 33 in 1040 Brussel, met een aangetekend schrijven of volgens de elektronische procedure, via de rubriek e-Procedure op de website van de Raad van State www.raadvst-consetat.be.

Vordering tot schorsing, in voorkomend geval bij uiterst dringende noodzakelijkheid, kan ook worden ingediend volgens de voorwaarden uit de gecoördineerde wetten op de Raad van State en volgens het toepasselijke procedurereglement.

Artikel 9

Dit besluit treedt onmiddellijk in werking.

Opgemaakt in Etterbeek op 24 juli 2026

1 annexe / 1 bijlage

scan_avanpraet_2026-07-24-13-09-24.pdf

5 **Conseil communal – Délégations et mandats – Agence locale pour l'Emploi – Remplacement –**

Le Conseil communal,

Vu l'article 120 § 2 de la nouvelle loi communale ;

Vu la délibération du conseil communal du 24.03.2025 désignant Monsieur Cyril JEHENSON en tant que membre et candidat administrateur de l'Agence Locale Pour L'emploi d'Etterbeek (ALE) asbl,

Considérant que Monsieur Cyril JEHENSON est démissionnaire de son mandat à l'ALE et qu'il convient dès lors de la remplacer en cette qualité ;

DESIGNE Fabrice Kiza en qualité de membre et de candidat administrateur de l'Agence Locale Pour L'emploi d'Etterbeek (ALE) asbl .

Cette désignation vaut jusqu'à la fin de la présente législature.

Gemeenteraad - Afvaardigingen en mandaten - Plaatselijk Werkgelegenheidsagentschap - Vervanging -

De Gemeenteraad,

gelet op artikel 120 § 2 van de Nieuwe Gemeentewet ;

gelet op de beraadslaging van de gemeenteraad van 24.03.2025 die de heer Monsieur Cyril JEHENSON benoemt als lid en bestuurder van het plaatselijk arbeidsbureau van Etterbeek (PWA) vzw;

overwegende dat de heer Monsieur Cyril JEHENSON ontslag neemt uit haar mandaat bij de vzw "Plaatselijk Werkgelegenheidsagentschap", en dat het bijgevolg aangewezen is om haar in haar functie te vervangen;

BENOEMT Fabrice Kiza als lid en bestuurder van het plaatselijk arbeidsbureau van Etterbeek (PWA) vzw.

Deze benoeming blijft van kracht tot aan het einde van deze legislatuur.

6 **Conseil communal - Délégations et mandats – citydev.brussels**

Le Conseil communal,

Vu les élections communales du 13 octobre 2024 et l'installation du nouveau Conseil communal d'Etterbeek en date du 01 décembre 2024 ;

Considérant qu'à la suite de ces élections et de cette installation il y a lieu de procéder au renouvellement des représentants de la Commune auprès de divers organismes publics ou d'intérêt public;

Vu l'article 120 § 2 de la nouvelle loi communale ;

Considérant l'absence de désignation par le Conseil communal ;

DECIDE de désigner Frank Van Bockstal en qualité de représentant de la commune d'Etterbeek au sein de l'Assemblée générale de city.brussels.

Cette désignation vaut jusqu'à la fin de la présente législature.

Gemeenteraad - Afvaardigingen en mandaten - citydev.brussels

De Gemeenteraad,

Gezien de gemeenteraadsverkiezingen van 13 oktober 2024 en de installatie van de nieuwe gemeenteraad van Etterbeek op 1 december 2024;

Overwegende dat naar aanleiding van deze verkiezingen en deze installatie de vertegenwoordigers van de gemeente bij diverse openbare of openbaar-rechtelijke instellingen moeten worden vernieuwd;

Gezien artikel 120, § 2, van de nieuwe gemeentewet;

Overwegende dat de gemeenteraad geen aanwijzing heeft gedaan;

BESLUIT Frank Van Bockstal aan te wijzen als vertegenwoordiger van de gemeente Etterbeek in de Algemene Vergadering van citydev.brussels

Deze benoeming geldt tot het einde van deze legislatuur.

2 annexes / 2 bijlagen

CA - AG - citydev.pdf, Mandats_Conf Bourg & Region.xlsx

7 Asbl Prix Louis Schmidt - Modification des statuts

Prix Louis Schmidt - Wijziging van de statuten - Vzw

1 annexe / 1 bijlage

PLS 2026 - Statuts mis à jour - 14-01-2026.pdf

Affaires générales - Algemene Zaken

8 Conseil consultatif de la mobilité et de la sécurité routière - Procès-verbal de la quatrième séance

Le Conseil Communal,

Considérant la Note d'orientation politique 2025-2027 prévoyant la mise en place de nouveaux conseils consultatifs ;

Considérant que le Conseil communal, en sa séance du 13 octobre 2025, a approuvé la désignation des membres du conseil consultatif de la mobilité et de la sécurité routière ;

Considérant les documents en annexes listés ci-dessous :

A. Procès-verbal de la 4e séance :

Conseil consultatif de la mobilité et de la sécurité routière_Séance 4_PV

B. Annexes au procès-verbal de la séance :

Présentation générale

Présentation sur les projets
Semaine de la mobilité_Affiche
Rues jardin_Affiche

PREND CONNAISSANCE du procès-verbal de la quatrième séance du conseil consultatif de la mobilité et de la sécurité routière.

Adviesraad voor mobiliteit en verkeersveiligheid - Verslag van de vierde zitting

De gemeenteraad,

Overwegende de beleidsnota 2025-2027 waarin de oprichting van nieuwe adviesraden wordt voorzien;

Overwegende dat de gemeenteraad in zijn zitting van 13 oktober 2025 de aanstelling van de leden van de adviesraad voor mobiliteit en verkeersveiligheid;

Gelet op de documenten in bijlage die hieronder worden opgenoemd:

A. Verslag van de 4de zitting:

Adviesraad voor mobiliteit en verkeersveiligheid_Zitting 4_Verslag

B. Bijlagen bij het verslag van de zitting:

Algemene presentatie

Presentatie over de projecten

Week van de Mobiliteit_Affiche

Tuinstraten_Affiche

NEEMT KENNIS van het verslag van de vierde zitting van de adviesraad voor mobiliteit en verkeersveiligheid.

10 annexes / 10 bijlagen

A1_Présentation générale.pdf, A3_Semaine de la mobilité_Affiche.pdf, Adviesraad voor Mobiliteit en Verkeersveiligheid_Zitting 4_Verslag.pdf, Conseil de la Mobilité et de la Sécurité routière_Séance 4_PV.pdf, B4_Tuinstraten_Affiche.pdf, A2_Présentation sur les projets.pdf, B3_Week van de Mobiliteit_Affiche.pdf, A4_Rues jardin_Affiche.pdf, B2_Presentatie over de projecten.pdf, B1_Algemene presentatie.pdf

9 Conseil consultatif du Climat - Procès-verbal de la cinquième séance

Le Conseil Communal,

Considérant la Note d'orientation politique 2025-2027 prévoyant la mise en place de nouveaux conseils consultatifs ;

Considérant que le Conseil communal, en sa séance du 23 juin 2025, a approuvé la désignation des membres du conseil consultatif du climat ;

Considérant les documents en annexes listés ci-dessous :

A. Procès-verbal de la 5e séance :

Conseil consultatif du Climat_Séance 5_PV

B. Annexes au procès-verbal de la séance :

Présentation générale

Label Broebel+_Proposition finale

Lumière_Proposition finale

Un lieu de vie et d'échange_Proposition finale
Enlèvement des encombrants_Proposition finale
Propositions finales_Retranscription

PREND CONNAISSANCE du procès-verbal de la cinquième séance du conseil consultatif pour le Climat.

Adviesraad voor Klimaat - Verslag van de vijfde zitting

De gemeenteraad,

Overwegende de beleidsnota 2025-2027 waarin de oprichting van nieuwe adviesraden wordt voorzien;

Overwegende dat de gemeenteraad in zijn zitting van 23 juni 2025 de aanstelling van de leden van de adviesraad voor het klimaat heeft goedgekeurd;

Gelet op de documenten in bijlage die hieronder worden opgenoemd:

A. Verslag van de 5de zitting:

Adviesraad voor Klimaat_Zitting 5_Verslag

B. Bijlagen bij het verslag van de zitting:

Algemene presentatie

Label Broebel +_Slotvoorstel

Licht_Slotvoorstel

Een ontmoetings- en leefruimte_Slotvoorstel

Ophaling van grofvuil_Slotvoorstel

Slotvoorstellen_Transcriptie

NEEMT KENNIS van het verslag van de vijfde zitting van de adviesraad voor Klimaat.

14 annexes / 14 bijlagen

A1_Présentation générale.pdf, B6_Slotvoorstellen_Transcriptie.pdf, B4_Een ontmoetings- en leefruimte_Slotvoorstel.pdf, Adviesraad voor Klimaat_Zitting 5_Verslag.pdf, A4_Un lieu de vie et d'échange_Proposition finale.pdf, B3_Licht_Slotvoorstel.pdf, A6_Propositions finales_Retranscription.pdf, B5_Ophaling van grofvuil_Slotvoorstel.pdf, B1_Algemene presentatie.pdf, A2_Label Broebel +_Proposition finale.pdf, A5_Enlèvement des encombrants_Proposition finale.pdf, A3_Lumière_Proposition finale.pdf, CC Climat_Séance 5_PV.pdf, B2_Label Broebel +_Slotvoorstel.pdf

GRH - personnel communal - HRM - gemeentepersoneel

10 Annexe 4 du Règlement de travail : Règlement interne relatif aux congés et absences du personnel communal - Modification de l'article 9 § 1.

Le Conseil communal,

Vu la délibération du Conseil communal du 17 novembre 2003 adoptant le règlement interne relatif aux congés et absences du personnel communal ;

Vu en particulier l'article 9 § 1^{er} de l'Annexe 4 du Règlement de travail, relatif aux congés annuels de vacances ;

Vu l'arrêté royal du 8 février 2023 modifiant plusieurs articles de l'arrêté royal du 30 mars 1967 concernant les vacances annuelles des travailleurs salariés, en introduisant des dispositions sur le report des jours de congé en cas d'incapacité de travail ;

Considérant que ces modifications visent à protéger les droits des travailleurs en matière de congés annuels, en garantissant qu'ils ne perdent pas leurs jours de vacances en cas d'incapacité de travail ;

Considérant que l'arrêté permet désormais aux travailleurs qui sont dans l'impossibilité de prendre leurs jours de vacances avant la fin de l'année de vacances en raison de certaines suspensions de l'exécution du contrat de les reporter et de les prendre au cours des 24 mois qui suivent cette année de vacances ;

Considérant qu'il y a lieu d'adapter l'annexe 4 du Règlement de travail afin d'assurer sa conformité avec les modifications introduites par l'arrêté royal du 8 février 2023 ;

Considérant que le projet de la présente délibération a été soumis à la négociation avec les organisations syndicales représentatives ;

Vu les articles 100, 117 et 145 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

De modifier l'article 9 § 1er de l'Annexe 4 du Règlement de travail comme suit :

Article 9.

§ 1. Les agents nommés définitivement jouissent d'un congé annuel de vacances octroyé en fonction des prestations à effectuer pendant l'année civile en cours. Le personnel contractuel et stagiaire bénéficie de ce congé annuel en fonction des prestations accomplies durant l'année civile antérieure.

La durée est fixée à 20 jours ouvrables. Ces jours devront être pris durant l'année de vacances.

Toutefois, lorsque le membre du personnel n'a pas pu prendre ses jours de vacances annuelles en raison de certaines suspensions ceux-ci seront reportés et doivent être pris au cours des 24 mois qui suivent l'année de vacances.

Il s'agit des suspensions suivantes :

- L'accident ou la maladie,
- Le congé de maternité,
- Le congé de naissance,
- Le congé d'adoption,
- Le congé prophylactique,
- Le congé pour soins d'accueil,
- Le congé parental d'accueil.

Bijlage 4 van het arbeidsreglement : Interne reglement betreffende de verloven en afwezigheden van het gemeentelijk personeel - Wijziging van artikel 9 § 1.

De gemeenteraad,

gelet op de beraadslaging van de gemeenteraad van 17 november 2003 tot goedkeuring van het intern

reglement betreffende de verloven en afwezigheden van het gemeentelijk personeel;

gelet in het bijzonder artikel 9 § 1 van bijlage 4 van het arbeidsreglement, betreffende de jaarlijkse vakantiedagen ;

gezien het koninklijk besluit van 8 februari 2023 tot wijziging van verschillende artikelen van het koninklijk besluit van 30 maart 1967 betreffende de jaarlijkse vakantie van werknemers, waarbij bepalingen worden ingevoerd inzake het uitstellen van vakantiedagen in geval van arbeidsongeschiktheid ;

overwegende dat deze wijzigingen tot doel hebben de rechten van werknemers op het gebied van jaarlijks verlof te beschermen, door te waarborgen dat zij hun vakantiedagen niet verliezen in geval van arbeidsongeschiktheid ;

overwegende dat het besluit voortaan de mogelijkheid biedt, aan de werknemers die hun vakantiedagen niet vóór het einde van het vakantiejaar kunnen opnemen vanwege bepaalde opschortingen van de uitvoering van de arbeidsovereenkomst, om deze dagen uit te stellen en ze op te nemen binnen de 24 maanden die volgen op dat vakantiejaar ;

overwegende dat bijlage 4 van het Arbeidsreglement moet worden aangepast om ervoor te zorgen dat deze in overeenstemming is met de wijzigingen die zijn ingevoerd bij het koninklijk besluit van 8 februari 2023 ;

overwegende dat over het ontwerp van deze beraadslaging werd onderhandeld met de representatieve vakorganisaties;

gelet op artikelen 100, 117 en 145 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST :

Om artikel 9 § 1 van Bijlage 4 van het Arbeidsreglement te wijzigen als volgt :

Artikel 9.

§ 1. Het in vast verband benoemde personeel geniet jaarlijkse verloven toegestaan in functie van de prestaties die verricht moeten worden tijdens het lopende kalenderjaar. Het contractuele en op proef gestelde personeel ontvangt deze jaarlijkse vakantiedagen naargelang de prestaties die geleverd werden tijdens het vorige kalenderjaar.

De duur wordt vastgelegd op 20 werkdagen. Deze dagen moeten opgenomen worden tijdens het jaar van de vakantie. Wanneer het personeelslid zijn jaarlijkse vakantiedagen echter niet heeft kunnen opnemen vanwege bepaalde opschortingen, worden deze overgedragen en moeten ze binnen 24 maanden na het vakantiejaar worden opgenomen.

Het gaat om de volgende opschortingen :

- ongeval of ziekte,
- moederschapsverlof,
- geboorteverlof,
- adoptieverlof,
- profylactisch verlof,
- verlof voor pleegzorg,
- pleegouderverlof.

11 Annexe 4 du Règlement de travail : Règlement interne relatif aux congés et absences du personnel communal - Modification de l'article 16.

Le Conseil communal,

Vu la délibération du Conseil communal du 17 novembre 2003 adoptant le règlement interne relatif aux congés et absences du personnel communal ;

Vu en particulier l'article 16 de l'Annexe 4 du Règlement de travail, relatif aux congés exceptionnels rémunérés ;

Attendu qu'il convient d'actualiser ces dispositions afin de tenir compte des régimes applicables en matière de congé d'aidant, d'accompagnement des personnes malades, en situation de handicap ou en précarité sociale ;

Considérant que les congés exceptionnels rémunérés visés à l'article 16 poursuivent une finalité d'intérêt général, de solidarité, de santé publique, de soutien familial ;

Considérant que le projet de la présente délibération a été soumis à la négociation avec les organisations syndicales représentatives ;

Vu les articles 100, 117 et 145 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

De modifier l'article 16 de l'Annexe 4 du Règlement de travail comme suit :

Section 3 : congés exceptionnels rémunérés.

Article 16.

3. Le membre du personnel obtient un congé d'aidant afin de fournir des soins personnels ou une aide personnelle à un membre de son ménage (*) ou de sa famille (*) qui nécessite des soins ou une aide pour une raison médicale.

La demande est justifiée par une attestation médicale établissant que la personne nécessite des soins ou une aide pour une raison médicale.

La durée du congé ne peut excéder 5 jours ouvrables par année civile. Le congé peut être pris par jour, par jours consécutifs ou par demi-jour.

Ce congé est rémunéré et assimilé à une période d'activité de service.

(*) membre du ménage: toute personne cohabitant avec le travailleur

(*) membre de la famille: le conjoint du travailleur ou la personne avec qui le travailleur cohabite légalement de même que les parents du travailleur jusqu'au

premier degré.

4. Le membre du personnel obtient un congé de cinq jours ouvrables par année civile pour accompagner et assister des personnes malades, des personnes en

situation de handicap ou des personnes en précarité sociale lors de voyages ou de séjours de vacances organisés en Belgique ou à l'étranger par une

association, une institution publique ou une institution privée dont la mission consiste à s'occuper de ces personnes et qui reçoit des subsides publics à cet

effet.

Le même congé peut être accordé pour accompagner des sportifs en situation de handicap participant aux Jeux paralympiques, aux Special Olympics ou à une manifestation assimilée reconnue.

La demande de congé doit être appuyée d'une attestation par laquelle l'association ou l'institution certifie que le voyage ou le séjour de vacances est placé sous sa responsabilité. Le membre du personnel fournit, en outre, la preuve de sa participation à l'activité.

Ce congé est rémunéré et assimilé à une période d'activité de service.

Bijlage 4 van het arbeidsreglement : Intern reglement betreffende de verloven en afwezigheden van het gemeentelijk personeel - Wijziging van artikel 16.

De gemeenteraad,

gelet op de beraadslaging van de gemeenteraad van 17 november 2003 tot goedkeuring van het intern reglement betreffende de verloven en afwezigheden van het gemeentelijk personeel;

gelet in het bijzonder artikel 16 van bijlage 4 van het arbeidsreglement, betreffende het uitzonderlijk bezoldigd verlof ;

overwegende dat deze bepaling dient te worden geactualiseerd om rekening te houden met de toepasselijke regelingen inzake zorgverlof, begeleiding van zieke personen, personen met een handicap of personen in sociale kwetsbaarheid ;

overwegende dat de bezoldigde uitzonderlijke verloven bedoeld in artikel 16 een doelstelling van algemeen belang, solidariteit, volksgezondheid, familiale ondersteuning nastreven ;

overwegende dat over het ontwerp van deze beraadslaging werd onderhandeld met de representatieve vakorganisaties;

gelet op artikelen 100, 117 en 145 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST :

Om artikel 16 van Bijlage 4 van het Arbeidsreglement te wijzigen als volgt :

Afdeling 3 : Uitzonderlijk bezoldigd verlof

Artikel 16.

3. Het personeelslid verkrijgt zorgverlof om persoonlijke zorg of persoonlijke hulp te verlenen aan een lid van zijn gezin (*) of familie (*) dat zorg of hulp nodig heeft

om een medische reden.

De aanvraag wordt verantwoord door een medisch attest waaruit blijkt dat de betrokken persoon zorg of hulp nodig heeft om een medische reden.

De duur van dit verlof mag niet meer bedragen dan vijf werkdagen per kalenderjaar. Het verlof kan

per dag, per opeenvolgende dagen of per halve dag worden

opgenomen.

Dit verlof wordt bezoldigd en gelijkgesteld met een periode van dienstactiviteit.

(*) gezinslid : elke persoon die samenwoont met de werknemer

(*) familielid : de echtgenoot van de werknemer of de persoon met wie de werknemer wettelijk samenwoont, alsook de ouders van de werknemer tot de eerste

graad.

4. Het personeelslid verkrijgt een verlof van vijf werkdagen per kalenderjaar om zieke personen, personen met een handicap of personen in sociale kwetsbaarheid te

begeleiden en bij te staan tijdens reizen of vakantieverblijven die in België of in het buitenland worden georganiseerd door een vereniging, een openbare instelling

of een private instelling waarvan de opdracht erin bestaat zich om deze personen te bekommeren en die hiervoor overheidssubsidies ontvangt.

Hetzelfde verlof kan worden toegekend om sporters met een handicap te begeleiden die deelnemen aan de Paralympische Spelen, de Special Olympics of een

daarmee gelijkgestelde erkende manifestatie.

De verlofaanvraag moet worden gestaafd door een attest waarin de vereniging of instelling bevestigt dat de reis of het vakantieverblijf onder haar

verantwoordelijkheid plaatsvindt. Het personeelslid levert bovendien het bewijs van zijn deelname aan de activiteit.

Dit verlof wordt bezoldigd en gelijkgesteld met een periode van dienstactiviteit.

*1 annexe / 1 bijlage
protocole art 14 et 16.pdf*

12 Annexe 4 : Règlement interne relatif aux congés et absences du personnel communal - Modification des article 17 à 29.

Le Conseil communal,

Vu la délibération du Conseil communal du 17 novembre 2003 adoptant le règlement interne relatif aux congés et absences du personnel communal ;

Vu en particulier le Chapitre IV de l'Annexe 4 du Règlement de travail, intitulé « Protection de la maternité » ;

Attendu que le Chapitre IV de l'Annexe 4 du Règlement de travail organise les règles internes applicables en matière de protection de la maternité, de congé de maternité, de congé de maternité converti, de pauses d'allaitement et de congé d'allaitement prophylactique ;

Considérant qu'il convient d'actualiser ce chapitre afin de le mettre en conformité avec le droit applicable ;

Considérant que l'actualisation du Chapitre IV de l'Annexe 4 contribue à assurer une meilleure lisibilité des droits et obligations applicables en matière de protection de la maternité ;

Considérant que le projet de la présente délibération a été soumis à la négociation avec les organisations syndicales représentatives ;

Vu les articles 100, 117 et 145 de la nouvelle loi communale

DECIDE : de modifier le Chapitre IV de l'Annexe 4 du Règlement de travail comme suit :

CHAPITRE IV : PROTECTION DE LA MATERNITE

Section 1 : Dispositions générales.

Article 17.

§1 Le congé de maternité prévu par l'article 39 de la loi du 16 mars 1971 sur le travail est assimilé à une période d'activité de service.

§2 Le congé de maternité converti en cas de décès ou d'hospitalisation de la mère prévu par l'arrêté royal du 17 octobre 1994 est assimilé à une période d'activité de service.

§3 Les pauses d'allaitement sont accordées conformément au présent règlement et en cohérence avec l'article 33ter de l'arrêté royal du 19 novembre 1998 relatif aux congés et aux absences accordés aux membres du personnel des administrations de l'Etat.

Article 18.

Pour l'application des dispositions du présent chapitre, il y a lieu de distinguer, en matière de rémunération, de traitement et d'indemnisation, les agents statutaires et stagiaires, d'une part, et les membres du personnel contractuels, d'autre part.

Les agents statutaires et stagiaires conservent leur traitement dans les limites prévues par le statut applicable.

Les membres du personnel contractuel ne bénéficient pas du traitement à charge de l'employeur. Ils bénéficient des indemnités prévues par l'assurance soins de santé et indemnités.

Section 2 : Congé de maternité

Article 19.

Le congé de maternité se compose de deux périodes : le congé prénatal qui est pris avant l'accouchement et le congé postnatal qui commence à partir du jour de l'accouchement.

§1. Le congé prénatal obligatoire commence sept jours calendrier avant la date présumée de l'accouchement. En cas d'accouchement prématuré la partie des sept jours que le membre du personnel féminin n'a pas pu prendre est perdue.

Pendant le congé de maternité obligatoire, le membre du personnel féminin ne peut donc pas travailler.

En outre, le membre du personnel féminin peut encore bénéficier de 5 semaines de congé prénatal facultatif. En cas de naissances multiples, le congé prénatal facultatif peut durer 7 semaines au lieu de cinq.

Le membre du personnel féminin remet à l'employeur, au plus tard sept semaines avant la date présumée de l'accouchement, ou neuf semaines avant cette date lorsqu'une naissance multiple est prévue, un certificat médical attestant la date présumée de l'accouchement

§2. Le congé postnatal obligatoire dure 9 semaines après l'accouchement et commence à courir le jour de l'accouchement lui-même. Il peut être prolongé par le congé prénatal facultatif qui n'a pas été pris avant l'accouchement. Le membre du personnel féminin peut encore, en cas de naissance multiple, bénéficier à sa demande, d'une période de 2 semaine supplémentaire de repos.

§3. Dans le cas où le nouveau-né doit rester dans l'établissement hospitalier, après les 7 premiers jours à compter de sa naissance, le congé postnatal peut être prolongé, à la demande du membre du personnel féminin, d'une durée égale à la période d'hospitalisation du nouveau-né. La prolongation ne pourra toutefois pas excéder 24 semaines et devra être couverte par une attestation de l'établissement hospitalier.

Pour les agents statutaires et stagiaires, la rémunération due pour la période pendant laquelle le membre du personnel féminin se trouve en congé de maternité ne peut couvrir plus de quinze semaines ou de dix-neuf semaines en cas de naissance multiple. La rémunération due en cas de prolongation du congé postnatal, accordé en application de l'article 19 § 3, ne peut couvrir plus de 24 semaines.

§4. Pour permettre au membre du personnel féminin de reprendre progressivement, celle-ci aura la possibilité de convertir les deux dernières semaines de son congé de maternité (= report du congé prénatal facultatif) en jours de congé de repos postnatal. Ces jours doivent être pris dans les 8 semaines à dater de la fin de la période ininterrompue du congé de maternité. La demande de conversion doit être introduite au plus tard quatre semaines avant la fin de la période de repos postnatal obligatoire.

§ 5. Synthèse relative à la durée du congé de maternité

Durée des congés prénatal et postnatal	Congé de maternité ordinaire	Congé de maternité « en cas de naissance multiple »
Durée du congé parental	6 semaines	8 semaines
Repos prénatal obligatoire	1 semaine	1 semaine
Repos prénatal facultatif	5 semaines	7 semaines
Durée du congé postnatal	9 semaines	9 semaines + 2 semaines de repos supplémentaire à la demande de la travailleuse
Durée totale minimum du congé de maternité	10 semaines (1 semaine de repos prénatal + 9 semaines repos postnatal)	10 semaines (1 semaine de repos prénatal + 9 semaines repos postnatal)
Durée totale maximum du congé de maternité	15 semaines (6 semaines de repos prénatal + 9 semaines repos postnatal)	19 semaines (8 semaines de repos prénatal + 9 semaines repos postnatal) + 2 semaines de repos supplémentaire à la demande de la travailleuse
Hypothèse de la prolongation du congé postnatal en cas d'hospitalisation du nouveau-né	En cas de maintien de l'hospitalisation du nouveau-né après les 7 premier jours de sa naissance, possibilité, à la demande du membre du personnel féminin, de prolonger le congé postnatal d'une durée égale à la période pendant laquelle l'enfant est resté hospitalisé après les 7 premiers jours, avec un maximum de 24 semaines	

Article 20.

Les périodes d'absences pour maladie ou d'incapacité de travail survenant pendant le congé prénatal facultatif (5 semaines ou 7 semaines en cas de naissance multiple) ne sont pas converties en congé de maternité. Cette période d'incapacité de travail conserve donc bien le « statut » d'incapacité de travail.

Article 21.

Lorsque le membre du personnel féminin a épuisé le congé prénatal et que l'accouchement se produit après la date prévue, le congé prénatal est prolongé jusqu'à la date réelle de l'accouchement. Durant cette période, le membre du personnel féminin se trouve en congé de maternité.

Par dérogation à l'article 19, la rémunération est due.

Article 22.

Sont assimilées à des journées de travail susceptibles d'être reportées au-delà du congé postnatal les absences suivantes se situant pendant les cinq semaines ou, en cas de naissance multiple pendant les sept semaines, qui tombent avant le septième jour qui précède la date réelle de l'accouchement :

1. les congés annuels de vacances
2. les jours fériés visés à l'article 9 § 3
3. les congés visés aux articles 14, 15 et 16
4. le congé pour motifs impérieux d'ordre familial
5. les jours d'incapacité de travail pour cause de maladie ou d'accident
6. les jours d'écartement complet du travail dans le cadre de la protection de la maternité

Article 23.

En période de grossesse ou d'allaitement, les membres du personnel féminin ne peuvent effectuer du travail supplémentaire. Est à considérer comme travail supplémentaire, pour l'application du présent article, tout travail effectué au-delà de 37 heures 30 minutes par semaine.

Article 24.

Le membre du personnel féminin enceinte qui a averti son employeur de son état de grossesse a droit à une absence autorisée, avec maintien de sa rémunération normale, pour le temps nécessaire afin de se rendre aux examens prénataux qui ne peuvent avoir lieu en dehors des heures de service.

Le membre du personnel féminin avertit préalablement son responsable de son absence.

La demande doit être appuyée de toute preuve utile.

L'absence est assimilée à une période d'activité de service.

Article 25.

Le membre du personnel féminin qui, en application des articles 42 et 43 de la loi du 16 mars 1971 sur le travail, est dispensé de travail, est mis d'office en congé pour la durée nécessaire.

Le congé est assimilé à une période d'activité de service.

Article 26.

Les articles 19 à 21 ne s'appliquent pas lorsque la grossesse prend fin avant que celle-ci ait duré au

moins 180 jours à dater de la conception.

En cas d'accouchement d'un enfant sans vie, le congé de maternité est octroyé lorsque la grossesse a duré au moins 180 jours à dater de la conception.

Section 3 : Congé de maternité converti

Article 27.

§ 1. En cas de décès de la mère, le père de l'enfant ou le ou la coparent(e) peut épuiser la partie restante du congé de maternité non prise par la mère.

Le membre du personnel qui souhaite bénéficier de ce congé en informe par écrit le Collège des Bourgmestre et Echevins dans les sept jours à dater du décès de la mère.

Cet écrit mentionne la date du début du congé et sa durée probable. Un extrait de l'acte de décès de la mère est produit dans les meilleurs délais.

§ 2. En cas d'hospitalisation de la mère, le membre du personnel (le père de l'enfant ou le ou la coparent(e)) peut bénéficier du congé de maternité converti aux conditions suivantes :

- . le nouveau-né doit avoir quitté l'hôpital ;
- . l'hospitalisation de la mère doit avoir une durée supérieure à sept jours ;

Le congé de maternité converti ne peut débuter avant le septième jour qui suit le jour de la naissance de l'enfant et se termine au moment où prend fin l'hospitalisation de la mère et au plus tard au terme de la partie du congé de maternité non encore épuisée par la mère.

Le membre du personnel qui souhaite bénéficier du congé en informe par écrit le Collège des Bourgmestre et Echevins. Cet écrit mentionne la date du début du congé et sa durée probable. La demande de congé est appuyée par une attestation certifiant la durée de l'hospitalisation de la mère au-delà des sept jours qui suivent la date de l'accouchement ainsi que la date à laquelle le nouveau-né est sorti de l'hôpital.

Le congé de maternité converti est assimilé à une période d'activité de service.

Section 4 : Pauses d'allaitement

Article 28.

§1. Lors de la reprise des activités après le congé de maternité, le membre du personnel féminin a droit à une dispense de service afin d'allaiter son enfant au lait maternel et/ou de tirer son lait jusqu'à 9 mois après la naissance de l'enfant.

§2. Le membre du personnel féminin qui preste 4 heures ou plus par jour peut prendre une pause d'allaitement de 30 minutes.

Le membre du personnel féminin qui preste au moins 7 heures 30 par jour peut bénéficier de deux pauses d'allaitement de 30 minutes chacune, à prendre en une ou deux fois sur la même journée.

La durée de la ou des pauses est incluse dans la durée des prestations de la journée.

Le(s) moment(s) de la journée au(x)quel(s) le membre du personnel féminin peut prendre la ou les pause(s) d'allaitement est (sont) à convenir entre l'intéressée et son supérieur hiérarchique au début de l'exercice du droit.

A défaut d'accord, les pauses d'allaitement suivent ou précèdent directement les temps de repos prévus au règlement de travail.

§3. Le membre du personnel féminin qui souhaite obtenir le bénéfice des pauses d'allaitement avertit par écrit deux semaines à l'avance son responsable.

Le droit aux pauses d'allaitement est accordé moyennant la preuve de l'allaitement par une attestation d'un centre de consultation des nourrissons compétent ou par certificat médical.

Cette preuve d'allaitement doit être fournie au supérieur hiérarchique au début de l'exercice du droit, puis chaque mois à la date anniversaire de l'exercice du droit.

§ 4. Pour les membres du personnel statutaires et stagiaires le traitement est maintenu durant les pauses d'allaitement. Les membres du personnel contractuels sont indemnisés par l'assurance soins de santé et indemnités.

Section 5 : congé d'allaitement prophylactique

Article 29.

Le membre du personnel féminin allaitant peut être écarté du travail, après évaluation des risques et examen par le conseiller en prévention-médecin du travail, il est constaté que la fonction exercée ou les conditions de travail comportent un risque pour la santé du membre du personnel ou de l'enfant.

Le congé d'allaitement prophylactique ne peut intervenir que lorsqu'un aménagement provisoire des conditions de travail ou du temps de travail, ou l'affectation temporaire à un autre travail compatible avec l'allaitement, n'est pas possible ou ne peut raisonnablement être exigé.

Le congé d'allaitement prophylactique est accordé pour une période de 5 mois maximum à compter du jour de l'accouchement. Pour les membres du personnel statutaires et stagiaires le traitement est maintenu durant le congé d'allaitement prophylactique. Les membres du personnel contractuels sont indemnisés par l'assurance soins de santé et indemnités.

A l'issue du congé d'allaitement prophylactique, la reprise du travail s'effectue conformément aux règles de surveillance de santé prévues au Règlement de travail.

Bijlage 4 : Intern reglement betreffende de verloven en afwezigheden van het gemeentelijk personeel - Wijziging van de artikelen 17 tot 29.

De gemeenteraad,

gelet op de beraadslaging van de gemeenteraad van 17 november 2003 tot goedkeuring van het intern reglement betreffende de verloven en afwezigheden van het gemeentelijk personeel;

gelet in het bijzonder Hoofdstuk IV van Bijlage 4 van het Arbeidsreglement, getiteld « Moederschapsbescherming »

overwegende dat Hoofdstuk IV van Bijlage 4 van het Arbeidsreglement de interne regels organiseert die van toepassing zijn inzake moederschapsbescherming, moederschapsverlof, omgezet moederschapsverlof, borstvoedingspauzes en profylactisch borstvoedingsverlof ;

overwegende dat dit hoofdstuk dient te worden geactualiseerd om het in overeenstemming te brengen met het toepasselijk recht ;

overwegende dat de actualisering van Hoofdstuk IV van Bijlage 4 bijdraagt tot een betere leesbaarheid van de toepasselijke rechten en verplichtingen inzake moederschapsverlof ;

overwegende dat over het ontwerp van deze beraadslaging werd onderhandeld met de representatieve vakorganisaties;

gelet op artikelen 100, 117 en 145 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST : om Hoofdstuk IV van Bijlage 4 van het Arbeidsreglement te wijzigen als volgt :

HOOFDSTUK IV - MOEDERSCHAPSBESCHERMING

Afdeling 1 : Algemene bepalingen.

Artikel 17.

§1 Het moederschapsverlof bedoeld in art. 39 van de arbeidswet van 16 maart 1971 wordt gelijkgesteld met een periode van dienstactiviteit.

§2 Het omgezet moederschapsverlof in geval van overlijden of hospitalisatie van de moeder bedoeld in het koninklijk besluit van 17 oktober 1994 wordt gelijkgesteld met een periode van dienstactiviteit.

§3 De borstvoedingspauzes worden toegekend overeenkomstig met dit reglement en, voor zover nodig, in overeenstemming met artikel 33ter van het koninklijk besluit van 19 november 1998 betreffende de verloven en afwezigheden toegestaan aan de personeelsleden van de rijksbesturen.

Artikel 18.

Voor de toepassing van de bepalingen van dit hoofdstuk moet inzake loon, wedde en uitkeringen een onderscheid worden gemaakt tussen de statutaire en stagedoende personeelsleden, enerzijds, en de contractuele personeelsleden, anderzijds.

De statutaire en stagedoende personeelsleden behouden hun wedde binnen de grenzen bepaald door het toepasselijk statuut.

De contractuele personeelsleden genieten niet van een wedde ten laste van de werkgever. Zij genieten van uitkeringen via de verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen.

Afdeling 2 : Moederschapsverlof

Artikel 19.

Het moederschapsverlof bestaat uit twee périodes : het prenataal verlof dat voor de bevalling wordt opgenomen en het postnataal verlof dat ingaat op de dag van de bevalling.

§ 1. Het verplicht prenataal verlof begint zeven kalenderdagen voor de vermoedelijke datum van de bevalling. In geval van een vroeggeboorte vervalt het deel van de zeven dagen dat het vrouwelijk personeelslid niet heeft kunnen opnemen.

Tijdens het verplicht moederschapsverlof mag het vrouwelijk personeelslid dus niet werken.

Daarnaast kan het vrouwelijk personeelslid nog van vijf weken facultatief prenataal verlof genieten. In geval van een meerlinggeboorte kan het facultatief prenataal verlof zeven weken in plaats van vijf weken duren.

Het vrouwelijk personeelslid bezorgt de werkgever, uiterlijk zeven weken voor de vermoedelijke datum van bevalling, of negen weken voor deze datum wanneer een meerlinggeboorte wordt verwacht, een medisch attest dat de vermoedelijke datum van bevalling bevestigt.

§2. Het verplicht postnataal verlof duurt negen weken na de bevalling en begint te lopen op de dag van de bevalling zelf. Dit verlof kan worden verlengd met het facultatief prenataal verlof dat niet vóór de bevalling is opgenomen. Bij een meerlinggeboorte kan de vrouwelijke medewerkster op eigen verzoek nog een extra rustperiode van twee weken verkrijgen.

§3. Indien het pasgeboren kind langer dan zeven dagen na de geboorte in het ziekenhuis moet blijven,

kan het postnataal verlof verlengd worden, op aanvraag van de vrouwelijke medewerkster, met een période die gelijk is aan de duur van de ziekenhuisopname van de pasgeborene. De verlenging mag echter niet langer duren dan 24 weken en moet gedekt worden door een attest van het ziekenhuis.

Voor de statutaire en stagedoende personeelsleden mag de verschuldigde bezoldiging voor de periode waarin het vrouwelijk personeelslid met moederschapsverlof is, niet langer zijn dan vijftien weken, of negentien weken in geval van een meerlinggeboorte. De verschuldigde bezoldiging in geval van verlenging van het postnataal verlof, toegekend krachtens artikel 19, lid 3, mag niet langer zijn dan 24 weken.

§4. Om vrouwelijke personeelsleden in staat te stellen hun werk geleidelijk weer op te pakken, krijgen zij de mogelijkheid om de laatste twee weken van hun zwangerschapsverlof (= uitstel van het facultatieve prenatale verlof) om te zetten in dagen postnataal verlof. Deze dagen moeten worden opgenomen binnen 8 weken na afloop van de ononderbroken periode van het moederschapsverlof. Het verzoek tot omzetting moet uiterlijk vier weken voor het einde van de verplichte postnatale rustperiode worden ingediend.

§ 5. Samenvatting van de duur van het moederschapsverlof

Duur van het prenataal en postnataal verlof	Gewoon moederschapsverlof	Moederschapsverlof bij meerlinggeboorte
Duur van het prenataal verlof	6 weken	8 weken
- verplicht prenataal verlof	1 week	1 week
- facultatief prenataal verlof	5 weken	7 weken
Duur van het postnataal verlof	9 weken	9 weken + 2 weken extra verlof op verzoek van het vrouwelijk personeelslid.
Totale minimumduur duur van het moederschapsverlof	10 weken (1 week verplicht prenataal verlof + 9 weken postnataal verlof)	10 weken (1 week verplicht prenataal verlof + 9 weken postnataal verlof)
Totale maximumduur duur van het moederschapsverlof	15 weken (6 weken prenataal verlof + 9 weken postnataal verlof)	19 weken (8 weken prenataal verlof + 9 weken postnataal verlof) + 2 weken extra verlof op verzoek van het vrouwelijk personeelslid
Geval van verlenging het postnataal verlof bij hospitalisatie van de pasgeborene	Bij hospitalisatie van de pasgeborene na de eerste 7 dagen te rekenen vanaf de geboorte heeft het vrouwelijk personeelslid de mogelijkheid om haar postanataal verlof te verlengen met een duur die gelijk is aan de période waarin het kind gehospitaliseerd is gebleven na de 7 eerste dagen, met een maximum van 24 weken.	

Artikel 20.

De periodes van afwezigheid wegens ziekte of arbeidsongeschiktheid die zich voordoen tijdens het facultatief prenataal verlof (5 weken of 7 weken in geval van meerlinggeboorte) worden niet omgezet in moederschapsverlof. Deze periode van arbeidsongeschiktheid behoudt dus wel degelijk de „status” van arbeidsongeschiktheid.

Artikel 21.

Wanneer het vrouwelijk personeelslid het prenataal verlof heeft uitgeput en de bevalling plaatsvindt na de voorziene datum, wordt het prenataal verlof verlengd tot de werkelijke datum van de bevalling. Tijdens deze periode bevindt het vrouwelijk personeelslid zich in moederschapsverlof.

In afwijking van artikel 19, is de bezoldiging verschuldigd.

Artikel 22.

Worden gelijkgesteld met werkdagen die na het postnataal verlof kunnen worden overgedragen, de volgende afwezigheden die zich situeren tijdens de vijf weken of, in geval van een meerlinggeboorte, tijdens de zeven weken die vallen voor de zevende dag voorafgaand aan de werkelijke datum van de bevalling :

1. de jaarlijkse vakantiedagen
2. de feestdagen bedoeld in artikel 9 § 3
3. de verloven bedoeld in artikelen 14, 15 en 16
4. het verlof wegens dwingende redenen van familiale aard
5. de dagen van arbeidsongeschiktheid wegens ziekte of ongeval
6. de dagen van volledige werkverwijdering in het kader van de moederschapsbescherming.

Artikel 23.

Tijdens de zwangerschap of borstvoedingsperiode mogen vrouwelijke personeelsleden geen overwerk verrichten. Voor de toepassing van dit artikel wordt als overwerk beschouwd : elk werk dat wordt verricht boven 37 uur en 30 minuten per week.

Artikel 24.

Het zwangere vrouwelijk personeelslid dat de werkgever van haar zwangerschap op de hoogte heeft gebracht, heeft recht op een toegestane afwezigheid, met behoud van haar normale bezoldiging, voor de tijd die nodig is om prenatale medische onderzoeken te ondergaan die niet buiten de diensturen kunnen plaatsvinden.

Het vrouwelijk personeelslid verwittigt haar hiërarchische meerder van haar afwezigheid.

De aanvraag wordt gestaafd met elk nuttig bewijs.

De afwezigheid wordt gelijkgesteld met een période van dienstactiviteit.

Artikel 25.

Het vrouwelijk personeelslid die, in toepassing van de artikelen 42 en 43 van de arbeidswet van 16 maart 1971, vrijgesteld is van arbeid, wordt ambtshalve met verlof geplaatst voor de nodige duur.

Dit verlof wordt gelijkgesteld met een periode van dienstactiviteit.

Artikel 26.

De artikelen 19 tot 21 zijn niet van toepassing wanneer de zwangerschap eindigt voordat zij minstens honderdtachtig dagen vanaf de bevruchting heeft geduurd.

In geval van bevalling van een levensloos kind wordt het moederschapsverlof toegekend wanneer de

zwangerschap minstens honderdtachtig dagen vanaf de bevruchting heeft geduurd.

Afdeling 3 : Omgezet moederschapsverlof

Artikel 27.

§ 1. In geval van overlijden van de moeder kan de vader van het kind of de meemouder het resterende deel van het zwangerschapsverlof dat de moeder niet heeft opgenomen, opnemen.

Het personeelslid dat wenst te genieten van dit verlof brengt schriftelijk het College van Burgemeester en Schepenen op de hoogte binnen de zeven dagen vanaf het overlijden van de moeder.

Dit schrijven vermeldt de begindatum van het verlof en de vermoedelijke duur ervan. Een uittreksel uit de overlijdingsakte van de moeder wordt zo spoedig mogelijk voorgelegd.

§ 2. In geval van hospitalisatie van de moeder, kan het personeelslid (de vader van het kind of de meemouder) genieten van het omgezet moederschapsverlof onder de volgende voorwaarden :

- de pasgeborene heeft het ziekenhuis verlaten ;
- de hospitalisatie van de moeder duurt langer dan de zeven dagen die volgen op de datum van de bevalling.

Het omgezet moederschapsverlof kan niet aanvangen voor de zevende dag volgend op de dag van de geboorte van het kind en eindigt op het ogenblik waarop de hospitalisatie van de moeder ten einde loopt en in elk geval op het einde van het gedeelte van het bevallingsverlof dat door de moeder nog niet was opgebruikt.

Het personeelslid dat wenst te genieten van dit verlof stelt het College van Burgemeester en Schepenen hiervan schriftelijk op de hoogte. Het schrijven vermeldt de begindatum en de vermoedelijke duur van het verlof. De verlofaanvraag wordt gestaafd door een attest dat de duur van de hospitalisatie van de moeder bevestigt na de zeven dagen volgend op de datum van de bevalling, alsook de datum waarop de pasgeborene het ziekenhuis heeft verlaten.

Het omgezet moederschapsverlof wordt gelijkgesteld met een période van dienstactiviteit.

Afdeling 4 : Borstvoedingspauzes.

Artikel 28.

§1. Bij het hernemen van de activiteiten na het moederschapsverlof heeft het vrouwelijk personeelslid recht op dienstvriestelling om haar kind te voeden met moedermelk en/of melk af te kolven tot 9 maanden na de geboorte van het kind.

§2. Het vrouwelijk personeelslid dat vier uur of meer per dag presteert, kan een borstvoedingspauze van dertig minuten nemen.

Het vrouwelijk personeelslid dat minstens zeven uur dertig per dag presteert, kan twee borstvoedingspauzes van telkens dertig minuten genieten, op te nemen in één of twee keer op dezelfde dag.

De duur van de pauze of pauzes wordt inbegrepen in de duur van de dagprestaties.

Het(de) moment(en) van de dag waarop het vrouwelijk personeelslid de borstvoedingspauze(s)) kan nemen worden bij het begin van de uitoefening van het recht overeengekomen tussen de betrokkene en haar hiërarchische meerdere.

Bij gebrek aan akkoord sluiten de borstvoedingspauzes onmiddellijk aan op of gaan zij onmiddellijk vooraf aan de rusttijden die in het arbeidsreglement zijn bepaald.

§ 3. Het vrouwelijk personeelslid dat wenst te genieten van de borstvoedingspauzes verwittigt schriftelijk zijn hiërarchische meerder twee weken vooraf.

Het recht op borstvoedingspauzes wordt toegekend mits het afleveren van een attest door een bevoegd centrum voor zuigelingenraadplegingen of door een medisch attest.

Dit bewijs van borstvoeding moet aan de hiërarchische meerder worden bezorgd bij het begin van de uitoefening van het recht, en vervolgens elke maand op de verjaardag van de uitoefening van het recht.

§ 4. De statutaire en stagedoende personeelsleden behouden hun wedde tijdens de borstvoedingspauzes.

De contractuele personeelsleden genieten niet van een wedde ten laste van de werkgever. Zij genieten van uitkeringen via de verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen.

Afdeling 5 : Profylactisch borstvoedingsverlof.

Artikel 29.

Het vrouwelijk personeelslid dat borstvoeding geeft, kan van het werk worden verwijderd wanneer, na risico-evaluatie en onderzoek door de preventieadviseur-arbeidsarts, wordt vastgesteld dat de uitgeoefende functie of de arbeidsomstandigheden een risico inhouden voor de gezondheid van het personeelslid of van het kind.

Het profylactisch borstvoedingsverlof kan slechts plaatsvinden wanneer een voorlopige aanpassing van de arbeidsomstandigheden of van de arbeidstijd, of een tijdelijke toewijzing aan ander werk dat verenigbaar is met de borstvoeding, niet mogelijk is of redelijkerwijs niet kan worden vereist.

Het profylactisch borstvoedingsverlof wordt toegekend voor een maximumperiode van 5 maanden vanaf de dag van de bevalling. De statutaire en stagedoende personeelsleden behouden hun wedde tijdens het profylactisch borstvoedingsverlof. De contractuele personeelsleden genieten van uitkeringen via de verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen.

Na afloop van het profylactisch borstvoedingsverlof gebeurt de werkhervatting overeenkomstig met de regels inzake gezondheidstoezicht voorzien in het Arbeidsreglement.

1 annexe / 1 bijlage

Protocole art 17 à 29 .pdf

13 Personnel – Règlement de travail pour le personnel communal – Modifications.

Le Conseil communal,

Vu la délibération du Conseil communal, en sa séance du 22 mai 2006, adoptant le Règlement de travail pour le personnel communal, rendu exécutoire par la lettre du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale (Réf. : 005-2006/5324-iv) ;

Vu en particulier le Chapitre III – Mesures sanitaires ;

Vu le code du bien-être au travail et en particulier son Titre 4 : Mesures relatives à la surveillance de la santé des travailleurs ;

Considérant que l'employeur est tenu d'informer les travailleurs concernés par la surveillance de santé, de l'objet et de la nature des examens médicaux de prévention, des vaccinations et des tests tuberculiniques auxquels ils sont soumis, et de la procédure à suivre pour s'y soumettre ;

Considérant que l'employeur est également tenu d'informer les travailleurs, soumis ou non à la surveillance de la santé, de la possibilité de demander une consultation spontanée ;

Vu l'arrêté royal du 17 décembre 2025 modifiant le code du bien-être au travail en y insérant une section 3/1 – Prévention des absences ;

Considérant qu'il convient, dès lors, de revoir cette partie du règlement de travail afin de mieux informer les travailleurs des mesures relatives à la surveillance de la santé ;

Considérant que le projet de la présente délibération a été soumis à la négociation avec les organisations syndicales représentatives ;

Vu les articles 100, 117 et 145 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

de modifier le Règlement du travail pour le personnel communal comme suit :

Ancienne version

VII. Mesures sanitaires.

Article 10.

Tous les travailleurs ont l'obligation de se soumettre aux différentes mesures sanitaires qui leur sont applicables : examen médical d'embauche, examens médicaux périodiques de dépistage des maladies professionnelles, examens médicaux périodiques pour le personnel affecté à des écrans de visualisation, examens périodiques pour les personnes transportant d'autres travailleurs, examens périodiques pour les travailleurs affectés à des postes de sécurité, vaccination périodique.

Ils ont, en outre, le droit de demander à bénéficier d'une visite médicale spontanée ou d'une visite médicale de pré-reprise.

Tous les travailleurs ont l'obligation, dans le respect d'autrui, d'avoir une hygiène corporelle stricte.

Nouvelle version

VII. Surveillance de la santé des travailleurs

Article 10.

La surveillance de la santé des travailleurs a pour objectif de promouvoir et de maintenir la santé des travailleurs par la prévention des risques liés au travail, conformément aux dispositions applicables du Code du bien-être au travail.

Elle vise notamment à prévenir les maladies professionnelles, à détecter précocement les atteintes à la santé liées au travail et à vérifier l'aptitude du travailleur à occuper son poste en toute sécurité pour lui-même et pour autrui.

Travailleurs soumis obligatoirement à la surveillance de santé

L'employeur prend les mesures nécessaires pour que soient soumis obligatoirement à la surveillance de la santé les travailleurs qui occupent notamment :

- un poste de sécurité ;
- un poste de vigilance ;
- une activité comportant un risque défini pour la santé ou la sécurité ;
- toute autre fonction pour laquelle la législation impose une surveillance médicale.

L'organisation et l'exécution de cette surveillance se déroulent conformément aux prescriptions du Code du bien-être au travail et sous la responsabilité du conseiller en prévention-médecin du travail.

Mesures de prévention médicale

Les pratiques de prévention mises en œuvre dans le cadre de la surveillance de la santé comprennent notamment : les examens médicaux de prévention, les vaccinations requises ou recommandées en fonction des risques professionnels, les tests de dépistage nécessaires, y compris les tests tuberculiniques lorsque la réglementation ou l'analyse des risques le prévoit.

Les examens médicaux de prévention comprennent :

1. l'évaluation de santé préalable, réalisée avant l'affectation à un poste soumis à surveillance ;
2. l'évaluation de santé périodique, réalisée à intervalles déterminés en fonction de la nature des risques ;
3. l'examen de reprise du travail, lorsque celui-ci est requis par la réglementation ou par la situation médicale du travailleur ou à la demande du travailleur;
4. tout autre examen prévu par la législation ou jugé nécessaire par le conseiller en prévention-médecin du travail.

Ces examens sont organisés pendant le temps de travail et sont à charge de l'employeur.

Obligation de collaboration du travailleur

Le travailleur a l'obligation de se soumettre à la surveillance de la santé et de collaborer aux examens médicaux et aux mesures de prévention prescrites.

Peuvent être considérés comme des motifs d'empêchement justifié à la surveillance médicale (liste non exhaustive) :

- Une incapacité médicale attestée par un certificat médical valable ;
- Un rendez-vous médical urgent et non reportable, uniquement s'il concerne la santé du travailleur ou d'un proche, et sur base d'une attestation ;
- Un événement familial grave, ouvrant droit à un congé de circonstance reconnu ;
- Une obligation légale ou judiciaire ;
- Une grève des transports en commun, si aucune solution alternative raisonnable n'est disponible, et sur base d'une attestation ou preuve de perturbation majeure.

Conformément à l'article 29 du règlement de travail et aux règles de droit du travail en vigueur, **le non-respect des obligations liées à la surveillance médicale constitue un manquement** pouvant entraîner les conséquences suivantes :

- L'interdiction temporaire d'exercer ses fonctions pouvant être prononcée dès la constatation de ce manquement et jusqu'à régularisation de la situation ;
- L'application de sanctions (avertissement écrit ou amende) ;
- L'engagement de mesures disciplinaires supplémentaires en fonction de la gravité ou de la répétition des faits.

Il appartient à chaque travailleur de justifier spontanément et de manière probante les motifs d'absence. Le travailleur a le droit d'être entendu à cet effet.

Décisions d'aptitude

Sur la base des examens réalisés, le conseiller en prévention-médecin du travail rend une décision d'aptitude qui peut notamment conclure :

- à l'aptitude sans restriction ;
- à l'aptitude avec conditions ou adaptations ;
- à l'inaptitude temporaire ou définitive au poste.

L'employeur prend les mesures nécessaires pour respecter ces décisions, notamment en adaptant le poste de travail ou en recherchant un travail adapté lorsque cela est requis.

Consultation spontanée

Tout travailleur, qu'il soit ou non soumis à la surveillance de la santé, peut demander une consultation spontanée auprès du conseiller en prévention-médecin du travail :

1. pour des plaintes liées à sa santé qu'il estime, ou que son médecin traitant estime, en relation avec le travail ;
2. s'il estime que tout ou partie des mesures du plan de réintégration ne sont plus adaptées à son état de santé.

Le médecin traitant peut également demander une telle consultation avec l'accord du travailleur.

Prévention des absences pour raisons de santé

Le travailleur qui risque de tomber en incapacité de travail en raison de problèmes de santé peut demander à l'employeur d'examiner la possibilité :

- d'un aménagement de son poste de travail ;
- d'un travail adapté ;
- d'un autre travail compatible avec son état de santé.

L'employeur peut solliciter l'avis du conseiller en prévention-médecin du travail et, le cas échéant, d'autres conseillers en prévention compétents (ergonomie, aspects psychosociaux, sécurité du travail, hygiène du travail).

L'employeur informe le travailleur dans les meilleurs délais de la suite donnée à sa demande ou des raisons pour lesquelles celle-ci ne peut être acceptée.

Confidentialité et respect de la vie privée

Les données médicales du travailleur sont strictement confidentielles et traitées conformément aux règles relatives au secret professionnel et à la protection des données à caractère personnel.

Seules les décisions d'aptitude sont communiquées à l'employeur, sans mention du diagnostic médical.

Personeel - Arbeidsreglement voor het gemeentepersoneel - Wijzigingen.

De gemeenteraad,

gelet op de beraadslaging van de gemeenteraad, in zijn zitting van 22 mei 2006, tot goedkeuring van het arbeidsreglement voor het gemeentepersoneel, uitvoerbaar verklaard door de brief van het ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (Ref.: 005-2006/5324-iv);

gelet in het bijzonder op Hoofdstuk III – Gezondheidsmaatregelen;

gelet op de Codex over het welzijn op het werk en in het bijzonder Titel 4: Maatregelen in verband met het gezondheidstoezicht op de werknemers;

overwegende dat de werkgever de werknemers die aan het gezondheidstoezicht onderworpen worden vooraf op de hoogte moet brengen van het doel en de aard van de preventieve medische onderzoeken, inentingen en tuberculinetests die zij moeten ondergaan, alsook van de procedure die zij moeten volgen om deze te ondergaan.

overwegende dat de werkgever alle werknemers, al dan niet onderworpen aan het gezondheidstoezicht, ook jaarlijks moet herinneren aan de mogelijkheid om een spontane raadpleging te vragen;

gelet op het koninklijk besluit van 17 december 2025 tot wijziging van de Codex over het welzijn op het werk dat er een sectie 3/1 – Preventie van afwezigheden aan toevoegt;

overwegende dat dit deel van het arbeidsreglement bijgevolg moet worden herzien om de werknemers beter te informeren over de maatregelen in verband met het gezondheidstoezicht;

overwegende dat over het ontwerp van deze beraadslaging werd onderhandeld met de representatieve vakorganisaties;

gelet op artikels 100, 117 en 145 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST

om het arbeidsreglement voor het gemeentepersoneel als volgt te wijzigen:

Oude versie

VII. Gezondheidsmaatregelen.

Artikel 10.

Al de werknemers zijn verplicht om zich te onderwerpen aan de verschillende gezondheidsmaatregelen die voor hun van toepassing zijn: medische aanwervingsexamen, periodieke medische examens om beroepsziekten op te sporen, periodieke medische examens voor het personeel die op visualisatieschermen werken, periodieke examens voor personen die anderen werknemers vervoeren, periodieke examens voor de werknemers met een veiligheidspost, periodieke inenting.

Ze hebben alsook het recht om een aanvraag te doen voor een spontaan medisch onderzoek of voor een medisch onderzoek voorafgaande de werkhervatting.

Al de werknemers zijn verplicht, uit respect voor de anderen, om een strikte lichamelijke hygiëne te hebben.

Nieuwe versie

VII. Gezondheidstoezicht op de werknemers

Artikel 10.

Het gezondheidstoezicht op de werknemers heeft tot doel de gezondheid van de werknemers te bevorderen en te behouden door risico's die verbonden zijn aan het werk te voorkomen, in overeenstemming met de bepalingen van de Codex over het welzijn op het werk.

Het heeft onder meer tot doel beroepsziekten te voorkomen, werkgerelateerde gezondheidsproblemen vroegtijdig op te sporen en na te gaan of de werknemer zijn functie veilig kan uitoefenen, zowel voor zichzelf als voor anderen.

Werknemers die verplicht onder gezondheidstoezicht staan

De werkgever neemt de nodige maatregelen opdat de werknemers die een van de volgende functies uitoefenen verplicht onder gezondheidstoezicht staan:

- een veiligheidsfunctie;
- een functie met verhoogde waakzaamheid;
- een activiteit met welbepaald risico voor de gezondheid of de veiligheid;
- elke andere functie waarvoor de wetgeving medisch toezicht verplicht.

De organisatie en de uitvoering van dit toezicht verlopen overeenkomstig de voorschriften uit de Codex over het welzijn op het werk en onder verantwoordelijkheid van de preventieadviseur-arbeidsarts.

Maatregelen voor medische preventie

De preventieve handelingen die worden uitgevoerd in het kader van het gezondheidstoezicht omvatten onder andere: preventieve medische onderzoeken, de vereiste of aanbevolen inentingen in functie van de beroepsrisico's, de nodige opsporingstest, met inbegrip van de tuberculinetest wanneer de regelgeving of de risicoanalyse dat voorziet.

De preventieve medische onderzoeken omvatten:

1. de voorafgaande gezondheidsbeoordeling, uitgevoerd vóór de toewijzing aan een functie die aan toezicht is onderworpen;
2. de periodieke gezondheidsbeoordeling, uitgevoerd op vastgestelde tijdsintervallen in functie van de aard van de risico's;
3. het onderzoek bij werkhervatting, wanneer dit is vereist door de regelgeving of door de medische toestand van de werknemer of op vraag van de werknemer;
4. elk ander onderzoek dat de wetgeving voorziet of dat de preventieadviseur-arbeidsarts nodig acht.

Deze onderzoeken vinden plaats tijdens de arbeidstijd en zijn ten laste van de werkgever.

Verplichting tot medewerking van de werknemer

De werknemer is verplicht zich te onderwerpen aan het gezondheidstoezicht en mee te werken aan de voorgeschreven medische onderzoeken en preventiemaatregelen.

De volgende redenen worden als geldige redenen beschouwd om verhinderd te zijn voor het medisch toezicht (onvolledige lijst):

- Een medische ongeschiktheid aangetoond met een geldig medisch attest;
- Een dringend medische afspraak die niet kan worden verplaatst, enkel voor de gezondheid van de werknemer of een familielid en op basis van een attest;
- Een ernstig familiale gebeurtenis die recht geeft op erkend omstandigheidsverlof;

- Een wettelijke of gerechtelijke verplichting;
- Een staking van het openbaar vervoer, als er geen redelijke alternatieve oplossing is en op basis van een attest of bewijs van ernstige verstoring.

Overeenkomstig artikel 29 van het arbeidsreglement en de geldende arbeidswetgeving vormt **het niet-naleven van verplichtingen van het medisch toezicht een tekortkoming** die de volgende gevolgen kan hebben:

- Tijdelijk verbod op het uitoefenen van de functie, dat kan worden uitgesproken vanaf de vaststelling van de tekortkoming totdat de situatie in orde is gebracht;
- De toepassing van sancties (schriftelijke waarschuwing of geldboete);
- Bijkomende tuchtmaatregelen, afhankelijk van de ernst of herhaling van de feiten.

Elke werknemer moet spontaan en op overtuigende wijze de redenen van zijn afwezigheid rechtvaardigen. De werknemer heeft het recht om hierover te worden gehoord.

Beslissingen over geschiktheid

Op basis van de uitgevoerde onderzoeken neemt de preventieadviseur-arbeidsarts een beslissing over de geschiktheid:

- geschikt zonder beperkingen;
- geschikt onder voorwaarden of met aanpassingen;
- tijdelijk of definitief ongeschikt voor de functie.

De werkgever neemt de nodige maatregelen om deze beslissingen na te leven, onder meer door de werkpost aan te passen of door passend werk te zoeken wanneer dit vereist is.

Spontane raadpleging

Elke werknemer, al dan niet onderworpen aan het gezondheidstoezicht, heeft de mogelijkheid om een spontane raadpleging te vragen bij de preventieadviseur-arbeidsarts:

1. naar aanleiding van gezondheidsklachten waarvan hij of de behandelende arts meent dat deze werkgerelateerd zijn;
2. als hij van mening is dat alle of een deel van de maatregelen in het re-integratieplan niet meer zijn aangepast aan zijn gezondheidstoestand.

Ook de behandelend arts kan, met akkoord van de werknemer, een spontane raadpleging vragen.

Preventie van afwezigheden om gezondheidsredenen

De werknemer die dreigt arbeidsongeschikt te worden door gezondheidsproblemen kan aan de werkgever vragen om de mogelijkheid te onderzoeken van:

- een aanpassing van de werkpost;
- aangepast werk;
- ander werk dat bij zijn gezondheidstoestand past.

De werkgever kan hierover advies vragen van de preventieadviseur-arbeidsarts en, indien nodig, van andere bevoegde preventieadviseurs (ergonomie, psychosociale aspecten, arbeidsveiligheid, arbeidshygiëne).

De werkgever informeert de werknemer zo snel mogelijk over het gevolg dat hij aan deze vraag geeft of over de redenen waarom hij niet kan ingaan op deze vraag.

Vertrouwelijkheid en bescherming van de persoonlijke levenssfeer

De medische gegevens van de werknemer zijn strikt vertrouwelijk en worden verwerkt volgens de regels over het beroepsgeheim en de bescherming van persoonsgegevens.

Alleen de beslissingen over de geschiktheid worden meegedeeld aan de werkgever, zonder vermelding van medische diagnoses.

Service de prévention - Preventiedienst

14 Convention de subventionnement entre l'Etat représenté par le Ministre de la Justice et la Commune d'Etterbeek concernant l'engagement de personnel chargé de l'accompagnement de mesures judiciaires pour la période 2025/Approbation

Le Conseil communal,

Vu l'arrêté royal du 12 août 1994 du Ministère de la Justice modifié par l'arrêté royal du 26 décembre 2015, déterminant les conditions auxquelles les communes doivent satisfaire pour bénéficier d'une aide financière pour le recrutement de personnel civil supplémentaire chargé de l'accompagnement de mesures judiciaires alternatives et de la prévention de la criminalité ;

Vu l'arrêté royal du 19 décembre 2025 accordant une allocation financière aux organismes pour le recrutement de personnel chargé de l'accompagnement de mesures judiciaires pour l'année 2025 ;

Attendu qu'aux termes de ces arrêtés notre commune a procédé à l'engagement d'un travailleur universitaire à temps plein chargé de l'encadrement des personnes qui font l'objet de décisions des instances judiciaires ;

Attendu qu'à cet effet une convention est établie chaque année entre l'Etat représenté par le Ministre de la Justice et notre Commune ;

Vu la convention de subventionnement 2025 transmise le 30 juillet 2026,

DECIDE

D'approuver la conclusion de la convention de subventionnement entre l'Etat représenté par le Ministre de la Justice et la Commune d'Etterbeek concernant l'engagement de personnel chargé de l'accompagnement de mesures judiciaires pour la période 2025, ci-dessous.

La présente délibération sera soumise aux autorités de tutelle conformément aux dispositions légales.

Convention 2025 relative au subventionnement d'un organisme agissant en tant que

Service d'accompagnement

Vu la loi du 30 mars 1994 portant des dispositions sociales, article 69, alinéa 1er, 4°, alinéas 6 et 7, modifié par les lois des 27 décembre 2006, 12 mai 2014 et 25 décembre 2016, et article 69bis, inséré par la loi du 25 décembre 2016 ;

Vu l'arrêté royal du 26 décembre 2015 déterminant les conditions auxquelles des organismes peuvent bénéficier d'une aide financière pour l'exercice d'une mission ou le recrutement de personnel chargé de l'accompagnement de mesures judiciaires, visée à l'article 69, alinéa 1er, 4°, alinéas 6 et 7 et de l'article 69 bis de la loi du 30 mars 1994 portant des dispositions sociales, modifié par l'arrêté royal du 16 juin 2022, ci-après dénommé « l'AR » ;

Vu l'arrêté ministériel du 15 juillet 2022 en exécution de l'arrêté royal du 26 décembre 2015 déterminant les conditions auxquelles des organismes peuvent bénéficier d'une allocation financière pour l'exercice d'une mission ou pour le recrutement de personnel chargé de l'accompagnement de mesures judiciaires mentionné à l'article 69, 1er alinéa, 4°, sixième et septième alinéas et l'article 69bis de la loi du 30 mars 1994 portant des dispositions sociales, ci-après dénommé « l'AM » ;

Entre

L'État fédéral, représenté par la Ministre de la Justice, Madame Annelies VERLINDEN, établie Boulevard du Jardin Botanique 50/65 – 6ème étage 1000 Bruxelles, ci-après dénommé « le Ministre » ;

Et

La commune d'Etterbeek représentée par le conseil communal, pour lequel intervient Monsieur Vincent DE WOLF, Bourgmestre, ci-après dénommée « l'organisme » ;

Il est convenu ce qui suit :

Chapitre 1er. Définitions

Article 1er. Dans la présente convention, on entend par :

1° Organisme : Commune, province, structure de coopération intercommunale, association sans but lucratif ou fondation d'utilité publique ;

2° Service d'accompagnement : un service d'accompagnement tel que visé à l'article 1er, 3°, de l'AR, c'est-à-dire l'ensemble des travailleurs dans un organisme, ayant pour mission l'accompagnement d'un travail d'intérêt général, d'une peine de travail, d'une formation ou d'un traitement dans le cadre d'une mesure judiciaire;

3° Service d'accompagnement simple : le service d'accompagnement qui suit les peines de travail/travaux d'intérêt général en fournissant pour chaque justiciable un endroit approprié à la prestation et suit de près le déroulement de la prestation ;

4° Service d'accompagnement de terrain : le service d'accompagnement qui suit les peines de travail/travaux d'intérêt général en travaillant avec un groupe de justiciables.

Chapitre 2. Généralités

Article 2. Conformément aux dispositions de la présente convention, le Ministre octroie annuellement une subvention de 59.547,28 € maximum à l'organisme.

La présente convention est conclue pour une durée de 1 an à dater du 1^{er} janvier 2025 et peut être renouvelée conformément à l'article 6 de l'AM.

Les parties peuvent résilier unilatéralement la convention par lettre recommandée moyennant un délai de préavis de 6 mois.

La reconduction de la convention, visée à l'alinéa 2, dépend notamment de l'évaluation du fonctionnement du service d'accompagnement (via le rapport d'activités) et du contrôle des justifications financières (via le dossier financier) visées aux articles 10 et 11 de la présente convention.

Chapitre 3. Objet de la subvention

Art. 3. La subvention visée à l'article 2 de la présente convention concerne le soutien financier à un organisme pour la mise en place d'un service d'accompagnement.

Art. 4. L'organisme, visé à l'article 2 de la présente convention, se charge de l'accompagnement simple d'une peine de travail ou d'un travail d'intérêt général. Le service d'accompagnement propose à chaque justiciable un lieu de prestation adéquat et assure le suivi du bon déroulement de l'exécution de la peine/mesure.

L'organisme répond du respect des obligations visées à l'article 8 de l'AM :

- *d'engager le personnel destiné à l'accompagnement d'un travail d'intérêt général, d'une peine de travail, d'une formation ou d'un traitement dans le cadre d'une mesure judiciaire. Ce personnel est désigné comme le ou les travailleur(s) du service d'accompagnement;*
- *d'agir en tant qu'employeur conformément aux dispositions légales et réglementaires prévues par le droit de la protection du travail;*
- *d'assumer les moyens d'action associés au recrutement et les frais de fonctionnement;*
- *de veiller à offrir au personnel une formation appropriée à la mission du service d'accompagnement et un encadrement spécialisé;*
- *de soutenir le service d'accompagnement quant au développement de son contenu par son expertise spécifique.*

L'organisme mobilise 1 équivalent temps plein (ci-après : ETP). Chaque membre du personnel du service possède au minimum un diplôme de bachelier ou un diplôme équivalent dans le domaine psycho social ou juridique pour réaliser les objectifs visés au chapitre II, section 3 de de l'AM.

Art. 5. Conformément à l'article 16 de l'AM, l'organisme accomplit sa mission en respectant les critères suivants, qui sont évalués sur la base des indicateurs objectifs indiqués en regard :

Critère	Indicateur objectif
---------	---------------------

1° L'offre répond à la demande des partenaires de la chaîne pénale.	Tout justiciable envoyé vers le service d'accompagnement pour effectuer une peine de travail ou un travail d'intérêt général doit être pris en charge. Si à titre tout à fait exceptionnel la mise en œuvre de la peine ou de la mesure n'est pas possible, le service motive son refus à l'égard de l'assistant de justice ; Par Maison de Justice, le service d'accompagnement développe une offre large et variée de lieux de prestation répondant à la demande des Maisons de Justice et de autorités judiciaires. Cette offre est actualisée régulièrement et le service entretient des contacts réguliers avec les lieux de prestation et leur assure un soutien afin de faciliter l'exécution des peines. Le territoire d'action sur lequel travaille le service d'accompagnement est celui défini en collaboration avec la Maison de justice compétente et précisé dans le rapport d'activité. Chaque ETP subventionné est mobilisé. En cas d'absence prolongée d'un membre du personnel, l'organisme s'engage à remplacer celui-ci le plus rapidement possible dans un délai maximum de 4 mois. Le remplaçant est affecté à la réalisation de l'objectif de la convention de subvention.
2° Le justiciable bénéficie d'un soutien maximal dans l'accomplissement de sa peine de travail ou de son travail d'intérêt général.	La peine/mesure doit être exécutée dans le délai légal d'exécution. Le choix du lieu de prestation tient compte des horaires du justiciable, de ses aptitudes, et de l'accessibilité géographique.

3° L'organisme rend compte de ses activités.	Le service d'accompagnement rend compte à l'assistant de justice, pour chaque justiciable, du déroulement de la peine de travail ou du travail d'intérêt général et transmet à cet effet les documents nécessaires tels que « l'aperçu des heures prestés » permettant la clôture du dossier. Le service d'accompagnement informe la Maison de justice de l'offre de lieux de prestation et des modifications de cette offre. Le service d'accompagnement rend compte de ses activités sur une base annuelle (et à la demande exceptionnelle de l'administration sur une base trimestrielle) des prestations fournies. Le service d'accompagnement collabore aux actions de sensibilisation et aux sessions d'information organisées par la Maison de justice compétente.
4 ° Chaque membre du personnel engagé dans un service d'accompagnement simple, doit, sur base annuelle, avoir clôturé l'encadrement d'au moins 67 dossiers ou des dossiers portant sur au moins 6075 heures prononcées de peines de travail et de travaux d'intérêt général ou avoir rempli 90% des deux critères précédents cumulés.	Sur la base du rapport d'activité annuel, visé à l'article 10, §1 de la présente convention, le service d'accompagnement démontre que chaque ETP subventionné pour l'accompagnement simple des TIG et des PTA a encadré au moins 67 dossiers clôturés ou des dossiers portant sur au moins 6075 heures prononcées de peines de travail et de travaux d'intérêt général ou avoir rempli 90% des deux critères précédents cumulés. Le critère visé au point 1°, selon lequel un lieu de prestation est fourni pour chaque justiciable, demeure cependant toujours applicable en priorité.

Chapitre 4. Dispositions financières

Art. 6. Conformément à l'article 10 de l'AR, la subvention annuelle visée à l'article 2 de la présente convention, est payée comme suit :

1° une première tranche de 80 % du montant de la subvention est payée immédiatement après la décision d'octroi de la subvention annuelle ;

2° une deuxième tranche de 20 % du montant de la subvention est payée après contrôle et approbation des justifications de fond et financière visées aux articles 10 et 11.

Art. 7. La subvention peut être utilisée pour les frais suivants dans la mesure où ils ont été exposés

entre le 1er janvier et le 31 décembre de l'année à laquelle la subvention se rapporte :

1° les frais de personnel : Les frais de personnel désignent les coûts salariaux ou tous autres frais supportés par l'employeur pour la mise en service du personnel engagé dans la convention, en ce compris les primes et les cotisations sociales, dans les limites du forfait octroyé.

2° les moyens d'action et les frais de fonctionnement : Les moyens d'actions recouvrent les frais administratifs[1], les frais de déplacement[2] et les investissements[3] et les frais de fonctionnement sont les frais qui ont pour but de soutenir la mise en œuvre des mesures judiciaires.

Les frais éligibles visés au 2° sont des frais en lien avec la mission et couvrent par exemple : les frais de poste, de téléphone, les frais d'entretien des locaux, l'achat d'une photocopieuse, la participation à un colloque. Cette liste n'est pas exhaustive.

Conformément à l'article 8 de l'AR, au moins 70 % de la subvention sont utilisés pour les frais de personnel qu'implique l'affectation des ETP visés à l'article 4, alinéa 3, de la présente convention.

Art. 8. Le montant de la subvention annuelle ne peut pas être majoré des soldes disponibles établis à l'occasion des décomptes annuels visés à l'article 12 de la présente convention.

Chapitre 5. Justification et contrôle

Art. 9. En cas de modification dans le personnel, l'organisation soumet, par voie électronique, le formulaire "PG 1 changement de personnel" auprès de la Direction du Partenariat (justificatifs.partenariats@cfwb.be) dépendant de l'administration générale des Maisons de Justice, qui figure en annexe 1 de la présente convention.

Art.10. § 1er. L'organisme introduit annuellement un rapport d'activités du fonctionnement du service d'accompagnement tel que visé à l'article 2 de la présente convention, démontrant que ou dans quelle mesure l'activité pour laquelle la subvention est octroyée a été réalisée.

Ce rapport d'activité comporte à minima :

- L'aperçu des ETP déployés sur une base annuelle
- Le relevé des prestations sous la forme d'un volet quantitatif et qualitatif.

§ 2. Le rapport d'activités visé au paragraphe 1er est introduit par voie électronique, au plus tard le **31 janvier** de l'année qui suit l'octroi de la subvention, auprès de la Direction du Partenariat (direction.partenariats@cfwb.be) dépendant de l'administration générale des Maisons de Justice.

Art.11. § 1er. L'organisme introduit annuellement une justification financière de la subvention visée à l'article 2 de la présente convention, attestant des frais exposés pour la réalisation de l'activité pour laquelle la subvention a été octroyée, qu'ils soient issus de l'activité ou d'autres sources. Cette justification financière (dossier financier) se compose du formulaire « 25_FORM_PG_Rapport financier » joint en **annexe 2** à la présente convention.

§ 2. La justification financière visée au paragraphe 1er est introduite par voie électronique, au plus tard le **31 mars** de l'année qui suit l'octroi de la subvention, auprès de la direction du Partenariat (justificatifs.partenariats@cfwb.be) dépendant de l'administration générale des Maisons de Justice.

Art. 12. À l'issue du contrôle, tel que décrit à l'article 11, § 1^{er} de la présente convention, chaque organisme reçoit un décompte annuel provisoire et dispose de 20 jours ouvrables pour marquer son accord ou pour soumettre des arguments, motivations ou justificatifs additionnels éventuels. Sur cette base, la Direction du Partenariat dépendant de l'administration générale des Maisons de Justice établit le décompte annuel définitif.

Art. 13. Le Ministre récupère la subvention en tout ou en partie en cas :

1° de non-respect des conditions, telles que mentionnées aux chapitres 2 à 5 de la présente convention ;

2° d'absence de justification ou d'insuffisance de justification des frais, tels que mentionnés à l'article 11 de la présente convention, pour lesquels la subvention a été utilisée.

Chapitre 6. Dispositions finales

Art. 14. La présente convention entre en vigueur le 01 janvier 2025.

Établie par voie électronique conformément à l'article 8.1, 1°, du Code civil. Chacune des parties déclare avoir reçu le document signé électroniquement.

La Ministre de la Justice

Annelies VERLINDEN

Le Bourgmestre de la commune d'Etterbeek,

Vincent DE WOLF

Ainsi délibéré en séance publique du Conseil communal, à Etterbeek le 14 septembre 2026.

[1] Les frais administratifs couvrent à la fois les frais habituels occasionnés par le fonctionnement d'un service d'accompagnement ainsi que les frais de formation et de mission ou dépenses connexes.

[2] Les frais de déplacement du domicile au lieu de travail ne peuvent entrer en ligne de compte, ceux-ci sont à imputer sur les frais de personnel.

[3] Les investissements sont les dépenses qui ont une valeur unitaire d'au moins 500 euros et dont l'objet a une durée d'utilisation estimable de plus d'un an.

Subsidie overeenkomst tussen de federale Staat, vertegenwoordigd door de minister van Justitie en de gemeente Etterbeek betreffende de aanwerving van personeel belast met de begeleiding van gerechtelijke maatregelen voor de periode 2025 /Goedkeuring

De Gemeenteraad,

gelet op het koninklijk besluit van 12 augustus 1994 van het ministerie van Justitie, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 26 december 2015 tot vaststelling van de voorwaarden waaraan de gemeenten moeten voldoen om een financiële hulp te genieten voor de aanwerving van bijkomend burgerpersoneel belast met de begeleiding van alternatieve strafrechtelijke maatregelen en de criminaliteitspreventie;

gelet op het koninklijk besluit van 19 december 2025 tot toekenning van een financiële toelage aan organisaties voor de aanwerving van personeel belast met de begeleiding van gerechtelijke maatregelen voor het jaar 2025;

overwegende dat onze gemeente krachtens dat besluit overgegaan is tot de aanwerving van een voltijdse universitaire medewerker belast met de begeleiding van personen die het voorwerp uitmaken van beslissingen van gerechtelijke instanties;

overwegende dat daartoe hierop een overeenkomst is jaarlijks opgesteld tussen de federale Staat, vertegenwoordigd door de minister van Justitie en onze gemeente;

gezien de subsidie overeenkomst 2025 die op 30 juli 2026 werd doorgestuurd,

BESLIST

De conclusie van de subsidie overeenkomst tussen de federale Staat, vertegenwoordigd door de minister van Justitie en de gemeente Etterbeek betreffende de aanwerving van personeel belast met de begeleiding van gerechtelijke maatregelen voor de periode 2025 goed te keuren.

Deze beraadslaging zal in overstemming met de wettelijke voorschriften aan de overheidstoezicht onderworpen worden.

Overeenkomst 2025 betreffende de subsidiëring van een organisatie die optreedt als begeleidingsdienst

Gelet op de wet van 30 maart 1994 houdende sociale bepalingen, artikel 69, eerste lid, 4°, zesde en zevende lid, gewijzigd bij de wetten van 27 december 2006, 12 mei 2014 en 25 december 2016, en artikel 69bis, ingevoegd bij de wet van 25 december 2016;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 december 2015 houdende de voorwaarden waaronder organisaties een financiële toelage kunnen genieten voor de uitvoering van een opdracht of voor de aanwerving van personeel belast met de begeleiding van gerechtelijke maatregelen, bedoeld in artikel 69bis, eerste lid, 4°, zesde en zevende lid, van de wet van 30 maart 1994 houdende sociale bepalingen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 juni 2022 ; hierna "het KB" genoemd;

Gelet op het ministerieel besluit van 15 juli 2022 tot uitvoering van het koninklijk besluit van 26 december 2015 houdende de voorwaarden waaronder organisaties een financiële toelage kunnen genieten voor de uitvoering van een opdracht of voor de aanwerving van personeel belast met de begeleiding van gerechtelijke maatregelen, bedoeld in artikel 69, eerste lid, 4°, zesde en zevende lid en artikel 69bis van de wet van 30 maart 1994 houdende sociale bepalingen; hierna "het MB" genoemd;

tussen

De federale Staat, vertegenwoordigd door de minister van Justitie, Mevrouw Annelies VERLINDEN;

Hierna “de minister” genoemd,

en

De gemeente Etterbeek, vertegenwoordigd door de gemeenteraad, waarvoor Meneer Vincent DE WOLF, burgemeester, tussenbeide komt;

Hierna “de organisatie” genoemd,

wordt overeengekomen wat volgt:

Hoofdstuk 1. Definities

Artikel 1. In deze overeenkomst wordt verstaan onder:

1° Organisatie: gemeente, provincie, intergemeentelijk samenwerkingsverband, vereniging zonder winstoogmerk en stichting van openbaar nut;

2° Begeleidingsdienst: een begeleidingsdienst als vermeld in het artikel 1, 3°, van het KB, i.e. het geheel van medewerkers binnen een organisatie die instaan voor de begeleiding van een dienstverlening, een werkstraf, een opleiding of voor een behandeling in het kader van een gerechtelijke maatregel;

3° Dispatchingsdienst: de begeleidingsdienst verzorgt de opvolging van de werkstraffen/dienstverleningen door voor iedere justitiabele een geschikte prestatieplaats te voorzien en de werkzaamheden van nabij op te volgen;

4° Dienst werkvloer: de begeleidingsdienst verzorgt de opvolging van de werkstraffen/dienstverleningen door op de werkvloer samen met de justitiabelen te werken;

Hoofdstuk 2. Algemeen

Art. 2. De minister kent, conform de bepalingen van deze overeenkomst, jaarlijks een subsidie van maximaal 59.547,28 € toe aan de organisatie.

Deze overeenkomst heeft een looptijd van een jaar vanaf 1 januari 2025, en kan conform artikel 6 van het MB herhaaldelijk worden verlengd.

De partijen kunnen de overeenkomst eenzijdig opzeggen per aangetekend schrijven, mits een opzegtermijn van 6 maanden in acht te nemen.

De verlenging van de overeenkomst, vermeld in het tweede lid, is onder meer afhankelijk van de evaluatie van de werking van de dispatchingsdienst en de controle van de functionele en financiële verantwoording, vermeld in artikel 10 en 11 van deze overeenkomst.

Hoofdstuk 3. Voorwerp van de subsidie

Art. 3. De subsidie, vermeld in artikel 2 van deze overeenkomst, betreft de financiële ondersteuning van een begeleidingsdienst.

Art. 4. De organisatie, die optreedt als begeleidingsdienst, als vermeld in artikel 2 van deze overeenkomst, fungeert als een dispatchingsdienst en staat in voor de begeleiding van een gerechtelijke maatregel, met name het voorzien in de opvolging van werkstraffen en dienstverleningen door voor iedere justitiabele in een geschikte prestatieplaats te voorzien en de werkzaamheden van nabij op te volgen.

De organisatie staat in voor de naleving van de verplichtingen, vermeld in artikel 8 van het MB.

- personeel in te zetten bestemd voor de begeleiding van een dienstverlening, een werkstraf, een opleiding of een behandeling in het kader van een gerechtelijke maatregel. Dit personeel wordt als de medewerker(s) van de begeleidingsdienst aangeduid;

- te handelen als werkgever conform de wettelijke en reglementaire bepalingen voorzien in het arbeidsbeschermingsrecht;

- de actiemiddelen op zich te nemen die verbonden zijn aan de aanwerving en de werkingsmiddelen;
- voor het personeel te voorzien in een opleiding aangepast aan de missie van de begeleidingsdienst en een gespecialiseerde omkadering;
- Zijn specifieke expertise in te zetten ter ondersteuning van de begeleidingsdienst bij de inhoudelijke uitwerking.

De organisatie zet 1 voltijdsequivalent (verder: VTE) met minimum een bachelor diploma of een daarmee gelijkgesteld diploma op psychosociaal of juridisch gebied om de doelstellingen, vermeld in hoofdstuk II afdeling 3, van het MB te realiseren.

Art. 5. Conform artikel 16 van het MB vervult de organisatie haar missie met respect voor volgende criteria, die beoordeeld worden op basis van de daarbij vermelde objectieve indicatoren:

Criterium	Objectieve indicator
1° Het aanbod is afgestemd op de vraag van de partners in de strafrechtsketen.	Iedere justitiabele die conform de gemaakte afspraken naar de begeleidingsdienst wordt doorverwezen, kan een werkstraf of dienstverlening uitvoeren. Indien er voor de justitiabele uitzonderlijk niet in een omkadering kan worden voorzien, motiveert de begeleidingsdienst de weigering ten aanzien van de justitie assistent. Per justitiehuis wordt een ruim en gevarieerd aanbod aan prestatieplaatsen voorzien. Dit aanbod wordt nauwgezet opgevolgd en bij problemen worden door de begeleidingsdienst verbetervoorstellen geformuleerd. Het werkingsgebied waarin de begeleidingsdienst actief is, is het werkingsgebied dat in samenwerking met het bevoegde justitiehuis is vastgesteld en in het activiteitenrapport is gespecificeerd. Iedere gesubsidieerde VTE wordt ingezet. Een personeelslid dat gedurende vier maanden afwezig is, wordt vervangen en ingezet voor de realisatie van de doelstelling van de subsidieovereenkomst.
2° De justitiabele wordt maximaal ondersteund in het vervullen van zijn voorwaarden.	De omkadering wordt conform de gemaakte afspraken binnen de voorziene uitvoeringstermijn van het mandaat op een voor de justitiabele geschikte locatie en tijdstip aangeboden zodat de toegankelijkheid maximaal wordt verzekerd.

3° De organisatie brengt verslag uit over haar werkzaamheden.	De begeleidingsdienst brengt per justitiabele verslag uit aan de justitie assistent over het verloop van de werkstraf of dienstverlening en bezorgt daartoe de vooropgestelde documenten. De begeleidingsdienst informeert het justitiehuis over het aanbod van prestatieplaatsen en van wijzigingen in dit aanbod. De begeleidingsdienst brengt jaarlijks (en bij uitzondering op verzoek van de administratie op kwartaalbasisverslag) uit over zijn activiteiten. De begeleidingsdienst werkt mee aan sensibiliseringsactiviteiten en informatiesessies, door het bevoegde justitiehuis georganiseerd.
4° Elke gesubsidieerde VTE-personeelslid tewerkgesteld in een dispatchingsdienst moet op jaarbasis minimum 67 afgesloten dossiers hebben omkaderd, of afgesloten dossiers hebben omkaderd gebaseerd op minimum 6075 uitgesproken uren werkstraf en dienstverlening of 90% van de twee voorgaande criteria cumulatief vervuld hebben.	Op basis van het jaarlijks activiteitenrapport vermeld in artikel 10, §1 van deze overeenkomst, toont de begeleidingsdienst aan dat elke gesubsidieerde VTE ten minste 67 afgesloten dossiers heeft omkaderd of afgesloten dossiers hebben omkaderd gebaseerd op minimum 6075 uitgesproken uren werkstraf en dienstverlening of 90% van de twee voorgaande criteria cumulatief vervuld hebben. Het criterium zoals vermeld in punt 1°, dat inhoudt dat voor elke justitiabele een prestatieplaats voorzien wordt, blijft echter steeds prioritair van toepassing.

Hoofdstuk 4. Financiële bepalingen

Art. 6. De jaarlijkse subsidie, vermeld in artikel 2 van deze overeenkomst, wordt, conform artikel 10 van het KB als volgt uitbetaald:

1° een eerste schijf van 80% van het subsidiebedrag wordt uitbetaald onmiddellijk na de beslissing tot toekenning van de jaarlijkse subsidie;

2° een tweede schijf van 20% van het subsidiebedrag wordt uitbetaald nadat de inhoudelijke en financiële verantwoording, vermeld in artikel 10 en 11 van deze overeenkomst, is gecontroleerd en

goedgekeurd.

Art. 7. De subsidie kan worden aangewend voor volgende kosten, voor zover deze gerealiseerd zijn tussen 1 januari en 31 december van het jaar waarop de subsidie betrekking heeft:

1° personeelskosten: De personeelskosten verwijzen naar de loonkosten of elke andere kost die door de werkgever worden gedragen voor de indienststelling van het in het kader van de overeenkomst aangeworven personeel. Hierin zijn inbegrepen: de premies en de sociale bijdragen en dat rekening houdend met het toegekende forfaitair bedrag.

2° actiemiddelen en werkingskosten: De actiemiddelen omvatten de administratieve kosten[1], de reiskosten[2] en de investeringen[3] en de werkingskosten zijn de kosten die tot doel hebben de uitvoering van gerechtelijke maatregelen te ondersteunen.

De in aanmerking komende kosten, vermeld 2°, zijn kosten in verband met de missie en betreffen bijvoorbeeld: porto, telefoon, onderhoud van lokalen, aankoop van een fotokopieerapparaat, deelname aan een conferentie. Deze lijst is niet volledig.

Conform artikel 8 van het KB wordt ten minste 70% van de subsidie aangewend voor personeelskosten, waarmee de VTE, vermeld in artikel 4, derde lid van deze overeenkomst, worden ingezet.

Art. 8. Het bedrag van de jaarlijkse subsidie kan niet verhoogd worden met het beschikbare saldo die vastgesteld worden naar aanleiding van de jaarlijkse afrekeningen, vermeld in artikel 12 van deze overeenkomst.

Hoofdstuk 5. Verantwoording en controle

Art. 9. De organisatie dient bij een wijziging van het personeelsbestand het formulier 'PG 1 Changement de personnel' op elektronische wijze in bij de Direction du Partenariat (justificatifs.partenariats@cfwb.be) die van de Administration générale des Maisons de Justice afhangen, dat als bijlage 1 bij deze overeenkomst is gevoegd.

Art. 10. §1. De organisatie dient jaarlijks een functionele verantwoording in van de subsidie, vermeld in artikel 2 van deze overeenkomst, waarbij wordt aangetoond dat, of in welke mate, de activiteit waarvoor de subsidie is toegekend, gerealiseerd is.

Deze activiteitenrapport bevat ten minste:

- een overzicht van de op jaarbasis ingezette VTE's
- een opgave van de geleverde diensten in de vorm van een kwantitatief en kwalitatief gedeelte

§2. Het activiteitenrapport vermeld in paragraaf 1, wordt uiterlijk op 31 januari van het jaar dat volgt op de toekenning van de subsidie op elektronische wijze ingediend bij de Direction du Partenariat (direction.partenariats@cfwb.be) die van de Administration générale des Maisons de Justice afhangen.

Art. 11 §1. De organisatie dient jaarlijks een financiële verantwoording in van de subsidie vermeld in artikel 2 van deze overeenkomst, waarbij wordt aangetoond welke kosten zijn gemaakt voor de uitvoering van de activiteit waarvoor de subsidie is toegekend, ongeacht of deze afkomstig zijn van de activiteit zelf of andere bronnen. Deze financiële verantwoording (financieel dossier) bestaat uit het formulier « 25_FORM_PG_Rapport Financier » dat als **bijlage 2** bij deze overeenkomst is gevoegd.

§2. De financiële verantwoording, vermeld in paragraaf 1, wordt uiterlijk **op 31 maart** van het jaar da volgt op de toekenning van de subsidie op elektronische wijze worden ingediend bij de Direction du Partenariat (justificatifs.partenariats@cfwb.be) die van de Administration générale des Maisons de Justice afhangen.

Art. 12. Na afloop van de controle van de financiële verantwoording vermeld in artikel 11, paragraaf 1 van deze overeenkomst, ontvangt elke organisatie een voorlopige jaarlijkse afrekening en beschikt ze over 20 werkdagen om ofwel haar akkoord, ofwel eventuele argumenten, motiveringen en bijkomende bewijsstukken voor te leggen. Op basis daarvan maakt, de Direction du Partenariat die van de Administration générale des Maisons de Justice afhangen, de definitieve jaarlijkse afrekening op.

Art. 13. De minister vordert de subsidie gedeeltelijk of volledig terug in geval van:

1° niet-naleving van de voorwaarden, zoals vermeld in hoofdstuk 2 tot en met 5 van deze overeenkomst;

2° het niet of onvoldoende verantwoorden van de kosten zoals vermeld in artikel 11 van deze overeenkomst, waarvoor de subsidie is aangewend.

Hoofdstuk 6. Slotbepalingen

Art. 14. Deze overeenkomst heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2025.

Elektronisch opgemaakt conform artikel 8.1, 1°, van het Burgerlijk Wetboek. Elke partij verklaart het elektronisch ondertekend document te hebben ontvangen.

De Minister van Justitie,

Annelies VERLINDEN

De burgemeester van de gemeente Etterbeek

Vincent DE WOLF

Aldus beslist in openbare zitting van de Gemeenteraad te Etterbeek op 14 september 2026.

[1] De administratiekosten dekken tegelijk de gewone kosten die veroorzaakt worden door de werking van een begeleidingsdienst evenals de opleidings- of zendingskosten en de uitgaven die er verband mee houden.

[2] De reiskosten voor het woon-werkverkeer komen niet in aanmerking. Zij dienen op de loonkosten ingebracht te worden.

[3] De investeringen zijn de uitgaven die een eenheidswaarde hebben van minstens 500 euro en waarvan het voorwerp een vermoedelijke gebruiksduur van meer dan één jaar heeft.

Climat - Klimaat

15 Projet Renov'Ett - Règlement de participation aux groupes pilotes - Lancement de l'appel à projets - Approbation.

Le Conseil Communal,

Vu la décision du Conseil Communal du 22/09/2025 de signer la convention d'adhésion au projet Renov'Ett « La Commune d'Etterbeek au service de la rénovation énergétique collective / groupée de logements privés, en ce compris le partage et les communautés d'énergie » ;

Considérant qu'un avenant à cette convention a été signé le 20/11/2025 et que cet avenant modifie la durée du projet comme suit : 15/01/2025 (date de démarrage) ; 31/12/2028 (date de fin) ;

Considérant que le projet est financé par la Région de Bruxelles Capitale via le programme Renolab.ID 2024 de Bruxelles Environnement à hauteur de 200 000 € ;

Considérant que le projet vise, entre autres, à :

- tester le rôle de la Commune en soutien des citoyens souhaitant rénover énergétiquement leur logement ;
- accompagner des groupes pilotes de candidats rénovateurs, se trouvant à différentes étapes du processus de rénovation énergétique, afin de leur fournir une assistance technique, de leur permettre de bénéficier d'une dynamique de groupe, ainsi que de permettre aux services communaux de monter en compétence ;

Considérant que le projet comporterait également un volet grand public, visant à :

- organiser des événements autour de la rénovation énergétique et du partage d'énergie ;
- tester le rôle de la Commune dans le soutien à la rénovation du bâti privé, ainsi que les limites et potentialités de l'action communale en ce sens et faciliter l'accès à l'information (fédérer les acteurs du territoire qui accompagnent déjà les candidats rénovateurs, fournir des conseils et ressources au plus proche des besoins des habitants, etc.) ;

Considérant qu'une chargée de projets climat-environnement a été recrutée, au sein du service Programme d'Actions Climat, pour contribuer à l'exécution du projet et qu'elle a pris ses fonctions le 12/05/2026 ;

Considérant qu'un prestataire externe fournira une assistance technique et une expertise dans le cadre de l'accompagnement de groupes pilotes de rénovation énergétique, uniquement pour assurer les compétences non mobilisables en interne ;

Considérant que, pour ce faire, le cahier des charges d'un marché public a été approuvé par le Collège lors de sa séance du 16/07/2026 et que les offres sont attendues pour le 7/09/2026 ;

Considérant que, lors de cette même séance du Collège, la stratégie du projet a été approuvée et qu'elle prévoit de constituer au moins deux groupes pilotes, l'un composé de propriétaires d'immeubles de rapport, l'autre de syndics gérant des copropriétés, et ce afin de faciliter la massification de la rénovation énergétique ;

Considérant que, dans la limite des moyens disponibles et en fonction des besoins du projet, la Commune pourra proposer aux participants, à titre indicatif et non exhaustif, les formes d'accompagnement suivantes :

- La mise à disposition d'informations techniques ;
- La consultation ou l'intervention d'experts ;
- L'organisation de visites de bâtiments ;
- L'analyse de devis ;
- L'élaboration de plans pluriannuels de travaux de rénovation énergétique ;
- Un accompagnement méthodologique ;
- La rédaction de rapports, de fiches techniques et de procès-verbaux ;
- La mise à disposition de services et outils, y compris en ligne, tels que des groupes de discussion, des simulateurs, des calculateurs ou des enquêtes.

Considérant que les travaux des groupes pilotes seraient coordonnés par la chargée de projets climat-

environnement engagée, sous la supervision du coordinateur du Plan Climat d'Etterbeek ;

Considérant qu'il convient, afin de sélectionner les participants auxdits groupes pilotes, d'organiser un appel à candidatures et d'approuver un règlement l'encadrant ;

Considérant que cet appel à candidature prend la forme d'un formulaire qui serait publié sur le site de la Commune en vue de collecter les informations nécessaires à la sélection des participants, selon les critères et modalités définis dans le règlement ;

Considérant que ce dernier serait diffusé via les canaux de communication communaux (journal communal, site web, réseaux sociaux, etc.) et relayé par les acteurs de la rénovation actifs sur le territoire (Homegrade et les autres acteurs du Réseau Habitat, Bruxelles Environnement, FEDERIA – Fédération des agents immobiliers francophones de Belgique, etc.) ;

Considérant que, dans ce cadre, un règlement (ci-dessous) a été rédigé par le service Programme d'Actions Climat, avec la contribution de fonctionnaires des services : Développement et financement de projets, Logement et du Secrétariat communal pour les aspects juridiques et de la fonctionnaire DPO pour les aspects de protection des données à caractère personnel ;

Considérant que les participants qui auront manifesté leur intérêt à participer aux groupes pilotes formaliseraient leur participation et engagement à travers la signature d'une charte (ci-dessous) ;

Considérant que la participation aux groupes serait volontaire, collaborative et fondée sur la confiance ;

Considérant que chaque groupe pilote comporterait 15 participants actifs au maximum, mais que la commune veillerait à préserver une dynamique de groupe propice aux échanges et à l'entraide, en évitant des groupes trop restreints, qui limiteraient les interactions, comme des groupes trop larges, qui risqueraient d'en alourdir le fonctionnement ;

Considérant que les groupes pilotes se réuniraient environ quatre fois par an, soit environ huit fois entre la première réunion, prévue au premier trimestre 2027, et la fin du projet ;

Considérant que les dépenses éventuelles liées aux activités ci-dessus seraient imputées aux articles budgétaires de recettes et de dépenses du projet Renov'Ett et, si nécessaire, à l'article budgétaire du service Climat ;

DECIDE

D'approuver le règlement ci-dessous, ainsi que le charte d'engagement ;

D'approuver le lancement de l'appel à candidatures, basé sur le règlement approuvé.

Règlement de participation aux groupes pilotes constitués dans le cadre du projet Renov'Ett

Préambule

Le projet Renov'Ett vise à accompagner des groupes pilotes de candidat•e•s rénovateurs de biens immobiliers situés sur le territoire de la Commune d'Etterbeek, se trouvant à différentes étapes du processus de rénovation énergétique, en vue de leur fournir une assistance technique et de leur permettre de bénéficier d'une dynamique de groupe facilitée par la Commune.

Le présent règlement a pour objectif d'établir la procédure de sélection, par la Commune, des candidat•e•s rénovateurs qui composeront les groupes pilotes susmentionnés et de définir leurs modalités de fonctionnement.

Article 1 – Définitions

- Administration : le service communal Programme d'Actions Climat, chargé de la mise en œuvre du projet Renov'Ett. Dans l'exécution du présent règlement et, plus généralement, dans la conduite du projet, il privilégie le recours à ses propres ressources, puis, selon les besoins, à celles des autres services communaux, à celles d'autres organismes publics ou assimilés dont la mission est pertinente et, en dernier recours, à des prestataires externes désignés dans le respect de la réglementation relative aux marchés publics et dans la limite des crédits budgétaires disponibles ;
- Commune : les différents organes et représentants de la Commune d'Etterbeek indistinctement, dont notamment l'Administration, les membres du personnel, le Collège des Bourgmestre et Échevins ainsi que ses membres individuels, le Conseil communal ainsi que ses membres individuels ;
- Groupe pilote : un groupe de participant•e•s volontaires dûment éligibles et sélectionnés par la Commune pour participer à une dynamique de rénovation énergétique collective/groupée de logements privés ;
- Participant•e•s : membre d'un groupe pilote au sens du paragraphe précédent ;
- Propriétaire : personne physique ou morale qui détient, sur un bien immobilier, le droit de propriété lui conférant la plénitude des prérogatives sur celui-ci ;
- Droit réel : pouvoir direct qu'une personne exerce sur une chose. Les droits réels sont le droit de propriété, la copropriété, les droits réels d'usage et les sûretés réelles. Les droits réels d'usage sont les servitudes, le droit d'usufruit, le droit d'emphytéose et le droit de superficie ;
- Droit personnel : Lien juridique entre deux personnes qui permet au créancier d'exiger du débiteur une prestation (donner, faire ou ne pas faire) ;
- Indivision : situation juridique dans laquelle plusieurs personnes exercent des droits de même nature sur un même bien sans que ce bien ne soit matériellement divisé entre elles ;
- Immeuble de rapport : vise, dans le présent règlement, un bâtiment unique composé de plusieurs logements ou locaux, non divisé en lots privatifs, dont la propriété appartient à une ou plusieurs personnes ;
- Copropriété : régime de propriété dans lequel un immeuble appartient à plusieurs copropriétaires, chacun étant propriétaire d'une ou plusieurs parties privatives et d'une quote-part des parties communes de l'immeuble ;
- Syndic : personne physique ou morale (professionnelle ou bénévole) mandatée par l'assemblée générale des copropriétaires pour représenter la copropriété et administrer et gérer les parties communes de l'immeuble.

Article 2 – Objet

Le présent règlement définit les modalités de création et de fonctionnement des groupes pilotes constitués dans le cadre du projet Renov'Ett.

Il précise les droits et obligations des participants ainsi que le rôle de la Commune et, le cas échéant, d'autres intervenants, dans le cadre de cette démarche d'accompagnement à la rénovation énergétique collective/groupée de logements privés.

Article 3 – Finalité

En vue de tester des dynamiques de rénovation énergétique collective/groupée de logements privés situés sur le territoire communal, la commune d'Etterbeek entend constituer et encadrer au moins deux groupes pilotes dans le cadre du projet Renov'Ett.

Le projet Renov'Ett repose sur une démarche volontaire et collaborative.

La participation aux groupes pilotes est libre et implique un engagement actif des participants.

La dynamique repose sur l'implication de chacun et sur le respect mutuel entre les participant•e•s.

Les groupes pilotes ne constituent pas une instance décisionnelle.

Ces groupes ont pour finalité de :

- Regrouper et accompagner des propriétaires d'immeubles de rapport et des syndics (gestionnaires d'une copropriété) dans leurs projets de rénovation énergétique ;
- Soutenir la maturation des projets de rénovation énergétique et faciliter leur mise en œuvre ;
- Favoriser les échanges d'expériences et, lorsque cela est pertinent, encourager les démarches de rénovation groupée ;
- Faciliter l'accès à une expertise indépendante afin de faire face aux défis rencontrés.

Article 4 – Recrutement des groupes pilotes

Les participants aux groupes pilotes sont recrutés sur base d'appels à candidatures.

Ces appels consistent en une série de question portant notamment sur :

- l'identité du/de la candidat•e ;
- la situation juridique du/de la candidat•e par rapport à l'immeuble ;
- l'adresse et les caractéristiques générales de l'immeuble concerné par le projet de rénovation énergétique ;
- la situation actuelle de l'immeuble, y compris les principales problématiques qui constituent un frein à la rénovation ;
- l'état d'avancement de la réflexion du/de la candidat•e en matière de rénovation énergétique, y compris l'existence d'éléments de diagnostics énergétiques et d'éventuels travaux déjà réalisés ou envisagés ;
- la motivation du/de la candidat•e, ses besoins, ses attentes.

Un appel à candidatures est lancé au début du projet Renov'Ett et, le cas échéant par la suite, si le Collège des Bourgmestre et Echevin•e•s le juge nécessaire, notamment en cas de liste des participants actifs et / ou de réserve insuffisante.

L'Administration organise la publicité et la logistique des appels à candidatures.

L'Administration présélectionne les candidat•e•s éligibles conformément aux articles 5 à 7 du présent règlement, en vue de proposer, au Collège des Bourgmestre et Echevin•e•s, la composition des groupes pilotes.

Article 5 – Critères d'éligibilité

- Être une personne physique ou morale ; ET
- Être titulaire en pleine propriété ou en indivision d'un droit réel ou d'un droit personnel, permettant de réaliser ou faire réaliser des travaux de rénovation sur un immeuble de rapport privé non divisé en lots, à rénover et situé sur le territoire de la Commune d'Etterbeek, majoritairement destiné au logement ; OU être un syndic agissant au nom et pour le compte de l'association des copropriétaires (ACP) d'une copropriété privée située sur le territoire de la Commune d'Etterbeek, majoritairement destiné au logement ; ET
- Pouvoir démontrer disposer des droits ou autorisations nécessaires pour engager les travaux de rénovation énergétique envisagés sur les logements concernés ; ET
- Avoir introduit, dans les délais impartis et conformément aux modalités et conditions fixées dans l'appel à candidatures, une candidature complète et recevable.

Les critères d'éligibilité doivent être remplis pendant toute la durée de participation au groupe pilote. Le non-respect de l'un de ces critères entraîne l'exclusion du participant du groupe pilote.

Article 6 – Critères de sélection

- La pertinence et la complétude des réponses apportées aux questions figurant dans l'appel à candidatures, portant notamment sur la situation actuelle de l'immeuble, l'état d'avancement de la réflexion du/de la candidat•e en matière de rénovation énergétique et sa motivation ; ET
- La capacité du/de la candidat•e à participer activement et de manière constructive à la démarche collective ; ET
- La cohérence des groupes constitués par rapport notamment à la typologie des immeubles concernés.
- La Commune se réserve le droit de demander toute clarification ou complément d'information aux candidats ayant répondu à un appel à candidatures d'intérêt.

Article 7 - Procédure de composition des groupes

Les appel à candidatures sont examinées par un comité de sélection composé de :

- Le•a chargé.e du projet Renov'Ett ;
- Un•e membre du Service Programme d'Actions Climat, autre que le•a chargé•e du projet Renov'Ett ;
- Un•e membre du Service Logement ;
- Un•e membre du Service Aménagement du Territoire ;
- Un•e membre du Service Développement et Financement de Projets ;

Un quorum de 3 membres sur 5 est suffisant pour se réunir et prendre des décisions. Est temporairement exclu•e tout•e membre du comité de sélection présentant une incompatibilité ou un conflit d'intérêt dans le cadre d'une candidature.

Au moins deux groupes pilotes sont constitués :

- L'un rassemblant des syndics de copropriétés privées ;
- L'autre rassemblant les propriétaires en pleine propriété ou en indivision ou titulaires d'un droit réel ou personnel permettant de réaliser ou faire réaliser des travaux de rénovation d'un immeuble de rapport privé ;

La commune veille à préserver une dynamique de groupe propice aux échanges et à l'entraide, en évitant des groupes trop restreints, qui limiteraient les interactions, comme des groupes trop larges, qui risqueraient d'en alourdir le fonctionnement. C'est pourquoi, chaque groupe pilote comporte 15 participants actifs au maximum.

Pour chacun des deux groupes pilote, une liste de participants de réserve composée des candidatures retenues outrepassant le nombre de 15 est, le cas échéant, également arrêtée.

Le comité de sélection soumet ses propositions motivées de composition des deux groupes pilotes et de leurs éventuelles listes de réserve au Collège des Bourgmestre et Echevin•e•s.

Le Collège des Bourgmestre et Echevin•e•s se positionne sur la composition qu'il valide, amende ou refuse, sur la base de l'avis transmis par le comité de sélection.

La décision du Collège des Bourgmestre et Echevin•e•s est notifiée par courrier électronique individuel par le service Programme d'Actions Climat aux candidat•e•s retenu•e•s ou non.

L'Administration ou le Collège des Bourgmestre et Echevin•e•s peut, à tout moment au cours de la durée de

vie du groupe pilote, inviter toute personne physique ou morale à rejoindre certaines réunions en tant qu'expert, lorsqu'il estime, par décision motivée, que sa participation présente un intérêt pour la réalisation des objectifs du projet Renov'Ett.

Article 8 – Réunions des groupes pilotes

L'Administration organise les réunions des groupes pilotes.

Les réunions peuvent prendre différentes formes, notamment :

- séances collectives ;
- ateliers ;
- visites de terrain ;
- permanences ;
- accompagnements individuels.

À titre indicatif, chaque groupe pilote se réunit environ quatre fois par an, soit environ huit fois entre la première réunion et la fin du projet, fixée au 31 décembre 2028. La Commune se réserve le droit d'adapter le nombre de réunions en fonction des besoins du projet, du retour des participants, ainsi que de ses contraintes organisationnelles ou budgétaires.

Les réunions se tiennent en présentiel dans les locaux de l'Administration communale d'Etterbeek ou dans tout autre lieu déterminé par celle-ci, si elle l'estime nécessaire. Elles se tiennent de préférence en soirée ou exceptionnellement le week-end, afin de faciliter la participation des personnes exerçant une activité professionnelle. Certaines réunions, notamment lorsqu'elles impliquent des visites de bâtiments ou de chantiers, pourront se tenir sur site.

La convocation ainsi que l'ordre du jour seront envoyés par mail au moins quinze jours avant la date de la réunion, sauf en cas d'urgence. Les groupes pilotes se réunissent valablement quel que soit le nombre de participants présents. Toutefois, en cas d'anticipation d'une faible participation, l'Administration se réserve le droit de reporter la réunion et de convoquer une nouvelle réunion dans un délai raisonnable, afin de favoriser la participation du plus grand nombre.

Sans préjudice des paragraphes précédents, l'Administration pourra, à son entière discrétion, décider que certaines réunions se tiennent en ligne lorsque cette modalité est jugée opportune ou plus appropriée.

Article 9 - Prestations

Dans le respect des réglementations en vigueur, portant notamment sur les marchés publics, la Commune propose des prestations, internes ou externes, en exécution du présent règlement. Leur nature, étendue et modalités d'exécution sont déterminées par la Commune en fonction des besoins du projet.

Dans la limite des moyens disponibles et en fonction des besoins du projet, la Commune propose aux participants, à titre indicatif et non exhaustif, les formes d'accompagnement suivantes :

- la mise à disposition d'informations techniques ;
- la consultation ou l'intervention d'experts ;
- l'organisation de visites de bâtiments ;
- l'analyse de devis ;
- l'élaboration de plans pluriannuels de travaux de rénovation énergétique ;
- un accompagnement méthodologique ;
- la rédaction de rapports, de fiches techniques et de procès-verbaux ;
- la mise à disposition de services et outils, y compris en ligne, tels que des groupes de discussion, des

simulateurs, des calculateurs ou des enquêtes.

Article 10 - Assiduité et engagement des participants

La participation aux groupes pilotes implique un engagement actif et régulier tout au long de la durée de l'accompagnement.

Afin de garantir la qualité de la démarche collective, chaque participant•e s'engage notamment à participer à au moins 80 % des réunions et activités organisées dans le cadre du groupe pilote auquel il/elle est inscrit•e.

En cas d'empêchement, le/la participant•e en informe la personne de contact du projet au sein de l'Administration dans les meilleurs délais.

À la suite de la sélection de leur candidature, les participants aux groupes pilotes formalisent leur participation et leurs engagements par la signature d'une Charte d'engagement.

Les participant•e•s ayant quitté le groupe conformément à l'article 12 du présent règlement ou qui ne respectent pas les conditions d'assiduité et d'engagement visées au présent article peuvent être remplacé•e•s par un•e réserviste, sur proposition de l'Administration.

Article 11 – Confidentialité et protection des données

La Commune et les participant•e•s s'engagent à respecter la confidentialité des informations, notamment à caractère personnel ou technique, échangées au sein des groupes pilotes lorsque leur divulgation n'a pas été expressément autorisée.

Les données à caractère personnel sont traitées conformément au Règlement général sur la protection des données (Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016), ainsi qu'aux règles applicables à la Commune.

Les données traitées sont les suivantes : nom, prénom, adresse du bien concerné, langue parlée, numéro de téléphone, adresse mail, statut de la propriété.

Elles sont utilisées pour : la constitution des groupes pilotes, la mise en contact des sous-traitants avec les participant•e•s aux groupes pilotes dans le cadre de projet(s) de rénovation(s) de logement, recontacter les candidat•e•s dans le cadre de l'évaluation du projet.

Les données ne seront transmises qu'aux sous-traitants et uniquement pour les participant•e•s sélectionné•e•s.

Les données sont conservées pendant une durée de cinq ans à partir de la sélection des candidat•e•s. A défaut, elles ne sont conservées que deux ans dans le cadre de l'établissement d'une réserve de participant•e•s.

La loi autorise la personne concernée à :

- Recevoir une information claire au sujet du traitement de ses données ;
- Demander une rectification de ses données ;
- Obtenir une copie des données ;
- Demander l'effacement des données, dans la mesure où il n'existe pas une obligation de conserver ces données ;
- Demander la suspension du traitement de ses données (sans effacement) ;
- Retirer son consentement à traiter ses données dans le futur.

La personne concernée peut introduire toute demande concernant le traitement de données personnelles à l'adresse suivante : dpo@etterbeek.brussels

Si la personne concernée n'est toujours pas satisfaite, elle peut introduire une réclamation auprès de l'APD sur le site suivant : www.autoriteprotectionsdonnees.be

Article 12 – Début et fin de la participation

La participation effective aux groupes pilotes débute à la signature de la Charte d'engagement et peut prendre fin :

- À tout moment à la demande écrite du/de la participant•e ;
- À la clôture du projet Renov'Ett (31 décembre 2028) ;
- En cas de non-respect du présent règlement (notamment son Article 10) ou de la Charte d'engagement, sur décision du Collège des Bourgmestre et Echevin•e•s.

Article 13 – Recours à des prestataires externes

L'Administration peut confier tout ou partie de la préparation, de l'animation et du suivi des réunions des groupes pilotes à un prestataire spécialisé, sélectionné conformément aux règles applicables en matière de marchés publics.

Les prestataires intervenant dans le cadre du projet exercent leur mission avec objectivité, impartialité et dans le respect du principe d'absence de conflit d'intérêts.

Ils s'engagent à signaler à la Commune toute situation susceptible de constituer ou de faire naître un conflit d'intérêts dans le cadre de leur mission.

Les prestataires ne peuvent utiliser leur intervention dans le cadre du projet, ni les informations ou coordonnées obtenues à cette occasion, à des fins de prospection commerciale ou de promotion de leurs propres services, sauf lorsque cette intervention commerciale est expressément prévue dans le cadre du projet, portée à la connaissance des participant•e•s et acceptée.

Article 14 – Utilisation des enseignements du projet

Dans le cadre du projet Renov'Ett, la Commune peut capitaliser sur les enseignements, retours d'expérience et résultats issus des groupes pilotes afin de contribuer à l'élaboration, à l'évaluation et à la diffusion des livrables du projet.

Ces éléments peuvent notamment être utilisés à des fins de retour d'expérience, de communication, de sensibilisation ou de réplique de la démarche, dans le respect des droits des participant•e•s et des règles applicables en matière de protection des données à caractère personnel.

Lorsque les informations concernent directement les participant•e•s ou leur situation personnelle, elles sont utilisées sous une forme anonymisée ou agrégée lorsque cela est nécessaire.

La participation au projet n'emporte pas cession à la Commune des droits de propriété intellectuelle détenus par les participant•e•s ou par des tiers sur les documents, études, plans ou autres contenus qu'ils auraient eux-mêmes produits ou transmis dans le cadre du projet.

Article 15 – Rôle et responsabilités

La Commune intervient dans le cadre du projet Renov'Ett en qualité de coordinatrice, facilitatrice et accompagnatrice de la démarche collective et des projets individuels des participant•e•s.

Elle n'intervient pas en qualité de maître d'ouvrage, d'architecte, d'entrepreneur, de bureau d'études, de conseiller financier ou de tout autre professionnel chargé de la conception, du financement, de l'exécution ou du suivi des travaux.

Les informations, conseils ou orientations fournis dans le cadre du projet ont pour objectif d'accompagner les participant•e•s dans leur réflexion et leurs démarches. Ils ne se substituent pas, le cas échéant, aux études, diagnostics, autorisations, avis ou prestations devant être réalisés par des professionnels compétents.

Les participant•e•s restent seuls responsables des décisions relatives à leur projet individuel, notamment en ce qui concerne la nature et l'opportunité des travaux, le choix des professionnels et prestataires, les modalités de financement ainsi que la réalisation et le suivi des travaux.

La Commune ne saurait être tenue responsable des dommages, pertes ou préjudices résultant des décisions prises par les participant•e•s suite aux divers accompagnements mis à leur disposition ou de prestations, travaux ou interventions réalisées ultérieurement et dans leur projet individuel, par des prestataires tiers ou rencontrés dans le cadre de Renov'Ett.

La participation au projet ne constitue dès lors ni une garantie de réalisation des travaux, ni une garantie quant à leur coût, leur financement, leur performance ou leur résultat.

Article 16 – Modifications

Le Conseil communal se réserve le droit de modifier le présent règlement lorsque cela s'avère utile ou nécessaire, afin de tenir compte des enseignements du projet pilote.

Article 17 – Conflit d'interprétation et litige

Tout conflit d'interprétation des présentes dispositions ou toute situation non prévue par le présent règlement est du ressort du Collège des Bourgmestre et Echevin•e•s.

Article 18 – Communication et contact

Tout candidat ou membre d'un groupe pilote, qu'il soit participant effectif ou réserviste, est tenu d'informer sans délai l'Administration de tout changement de situation susceptible d'affecter son éligibilité ou sa participation au projet, notamment en cas de changement d'adresse, de statut, de droits sur le bien concerné ou d'évolution significative de son projet de rénovation énergétique.

Pour toute question, vous pouvez contacter la personne de contact pour le projet Renov'Ett à l'adresse renovett@etterbeek.brussels

Article 19 – Entrée en vigueur

Le présent règlement entre en vigueur le cinquième jour qui suit le jour de sa publication par la voie de l'affichage.

Charte d'engagement des participants – Projet Renov'Ett

La présente Charte d'engagement traduit les engagements des participants afin de garantir le bon fonctionnement des groupes pilotes du projet Renov'Ett. Elle complète le « Règlement de participation aux groupes pilotes constitués dans le cadre du projet Renov'Ett » (ci-après, le « Règlement »).

Je soussigné.e (Prénom / Nom) : _____

(Cocher ci-dessous pour indiquer sa situation)

☐ Propriétaire ou titulaire d'un droit réel, au sens de l'article 1 du Règlement, d'un immeuble de rapport sur le territoire de la Commune d'Etterbeek, situé à l'adresse : _____

☐ Syndic, au sens de l'article 1 du Règlement, agissant au nom et pour le compte de l'association des copropriétaires (ACP) d'une copropriété située sur le territoire de la Commune d'Etterbeek à l'adresse :

- Déclare avoir pris connaissance du Règlement et en accepter les dispositions ;
- Reconnais que le projet Renov'Ett et ses groupes pilotes reposent sur une démarche volontaire, collaborative et fondée sur la confiance ;
- M'engage à contribuer activement au bon déroulement du groupe pilote auquel je participe ;
- Comprends et reconnais que la Commune intervient exclusivement comme facilitateur et accompagnateur des projets individuels des participants. Elle n'agit ni en qualité de maître d'ouvrage, ni comme architecte, entrepreneur, bureau d'études ou conseiller financier. Les décisions relatives aux travaux, au choix des prestataires, au financement et à leur exécution relèvent exclusivement des participant•e•s ;
- Comprends et reconnais qu'en aucun cas, la Commune ne peut être tenue responsable de tout dommage, préjudice ou désagrément subi par les participants dans le cadre du projet Renov'Ett ;
- Comprends que ma participation au groupe pilote ne donne droit à aucun honoraire, indemnité ou autre compensation financière, sans préjudice des éventuelles mesures de soutien qui pourraient être mises en place ultérieurement par la Commune.

En rejoignant un groupe pilote, je m'engage à :

- Partager mon expérience avec les autres membres du groupe ;
- Contribuer aux échanges dans un esprit constructif de respect et de réciprocité ;
- Transmettre à la demande de la Commune les documents utiles à la mise en œuvre du projet Renov'Ett (certificat PEB, quick-scan, plans, devis, photographies, etc.) ;
- Informer immédiatement la Commune lorsque des changements susceptibles d'affecter ma participation interviennent, notamment lorsque mes données personnelles sont modifiées, lorsque mes droits sur l'immeuble concerné sont modifiés ou encore lorsque mon projet de rénovation évolue de manière significative ;
- Respecter la confidentialité des situations présentées par les autres participants ;
- Participer à au moins 80 % des réunions et activités organisées dans le cadre de mon groupe pilote ;
- Prévenir la personne de contact du projet au sein de l'Administration dans les meilleurs délais en cas d'absence.
- Contribuer aux échanges avec la Commune en vue du suivi et de l'évaluation du projet Renov'Ett ou en vue de m'informer d'autres potentiels dispositifs d'accompagnement.

☐ (Cocher pour marquer son autorisation) J'autorise la Commune d'Etterbeek à prendre des photographies sur lesquelles je pourrais apparaître dans le cadre des activités du projet Renov'Ett.

☐ (Cocher pour marquer son autorisation) J'autorise la Commune d'Etterbeek utiliser et diffuser ces photographies à des fins d'information, de communication et de valorisation du projet, notamment sur ses supports de communication ou son site internet.

Ces autorisations sont accordées à titre gratuit, pour la durée du projet et pour une durée raisonnable après son terme, dans le respect de ma dignité et de ma vie privée. Je reconnais avoir été informé•e de cette utilisation et pouvoir retirer mon consentement à tout moment pour les utilisations futures, sans que cela ne remette en cause les utilisations déjà effectuées.

Fait à _____, le ____/____/____

Signature précédée de la mention « Lu et approuvé ».

Renov'Ett-project – Reglement voor deelname aan de proefgroepen – Lancering van de projectoproep – Goedkeuring.

De gemeenteraad,

gelet op de beslissing van de gemeenteraad van 22/09/2025 om de overeenkomst voor de toetreding tot het project Renov'Ett te ondertekenen "De gemeente Etterbeek ten dienste van de collectieve/gegroepeerde energierenovatie van privéwoningen, inclusief energiedelen en energiegemeenschappen";

overwegende dat een aanhangsel bij die overeenkomst werd ondertekend op 20/11/2025 en dat dit aanhangsel de duur van het project als volgt wijzigt: 15/01/2025 (startdatum); 31/12/2028 (einddatum);

overwegende dat het project wordt gefinancierd door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest via het programma Renolab.ID 2024 van Leefmilieu Brussel voor 200.000 euro;

overwegende dat het project onder ander tot deel heeft:

De gemeenteraad,

gelet op de beslissing van de gemeenteraad van 22/09/2025 om de overeenkomst voor de toetreding tot het project Renov'Ett te ondertekenen "De gemeente Etterbeek ten dienste van de collectieve/gegroepeerde energierenovatie van privéwoningen, inclusief energiedelen en energiegemeenschappen";

overwegende dat een aanhangsel bij die overeenkomst werd ondertekend op 20/11/2025 en dat dit aanhangsel de duur van het project als volgt wijzigt: 15/01/2025 (startdatum); 31/12/2028 (einddatum);

overwegende dat het project wordt gefinancierd door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest via het programma Renolab.ID 2024 van Leefmilieu Brussel voor 200.000 euro;

overwegende dat het project onder ander tot deel heeft:

- de rol van de gemeente te testen in het ondersteunen van inwoners die hun woning energetisch willen renoveren;
- pilootgroepen van kandidaat-renoveerders te begeleiden die zich in verschillende fasen van het

proces van energierenovatie bevinden. Het project wil deze personen technische ondersteuning bieden en hen laten genieten van een groepsdynamiek en de gemeentediensten in staat te stellen hun expertise verder te ontwikkelen;

overwegende dat het project eveneens een luik voor het brede publiek zou omvatten, met als doel:

- evenementen te organiseren rond energierenovatie en energiedelen;
- de rol van de gemeente te testen in de ondersteuning van renovatie van het private gebouwenbestand evenals de grenzen en mogelijkheden van gemeentelijke actie op dit vlak en de toegang tot informatie te vergemakkelijken (het samenbrengen van actoren op het grondgebied die reeds kandidaat-renoveerders begeleiden, het verstrekken van advies en middelen die zo goed mogelijk aansluiten bij de noden van de inwoners, enz.);

overwegende dat een projectmedewerker klimaat-milieu werd aangeworven binnen de dienst Klimaatactieprogramma om bij te dragen aan de uitvoering van het project en dat zij in haar functie is gestart op 12/05/2026;

overwegende dat een externe dienstverlener technische ondersteuning en expertise zal bieden in het kader van de begeleiding van pilootgroepen voor energierenovatie, uitsluitend voor de competenties die intern niet kunnen worden ingezet;

overwegende dat, met het oog hierop, het bestek van een overheidsopdracht werd goedgekeurd door het college tijdens zijn zitting van 16/07/2026 en dat de offertes worden verwacht tegen 7 september 2026;

overwegende dat tijdens diezelfde zitting van het college de projectstrategie werd goedgekeurd, waarin wordt voorzien dat minstens twee pilootgroepen worden opgericht: één samengesteld uit eigenaars van opbrengstgebouwen en één uit syndici die mede-eigendommen beheren met als doel de opschaling van energierenovatie te bevorderen;

overwegende dat, binnen de grenzen van de beschikbare middelen en afhankelijk van de noden van het project, de gemeente de deelnemers, indicatief en niet-uitputtend, de volgende vormen van begeleiding zal aanbieden:

- Terbeschikkingstelling van technische informatie,
- Raadpleging of tussenkomst van deskundigen,
- Organisatie van bezoeken aan gebouwen,
- Analyse van offertes,
- Uitwerking van een meerjarenplan voor energierenovatiewerken,
- Methodologische begeleiding,
- Opstellen van rapporten, technische fiches en verslagen,
- Ter beschikkingstelling van diensten en tools, waaronder online hulpmiddelen zoals discussiegroepen, simulators, calculators of enquêtes.

overwegende dat de werkzaamheden van de pilootgroepen zouden worden gecoördineerd door de aangestelde projectmedewerker klimaat-milieu, onder toezicht van de coördinator van het Klimaatplan van Etterbeek;

overwegende dat, om de deelnemers aan de pilootgroepen te selecteren, een oproep tot kandidaatstelling moet worden georganiseerd en een reglement moet worden goedgekeurd dat deze oproep omkadert;

overwegende dat deze oproep tot kandidaatstelling de vorm aanneemt van een formulier dat op de website van de gemeente zou worden gepubliceerd om de informatie te verzamelen die nodig is voor de selectie van de deelnemers, volgens de criteria en regels die in het reglement zijn vastgelegd;

overwegende dat die oproep zou worden verspreid via de communicatiekanalen van de gemeente (gemeentebblad, website, sociale media, enz.) en zou worden gedeeld door de actoren die actief zijn op het vlak van renovatie op het grondgebied (Homegrade en de andere actoren van het Réseau Habitat, Leefmilieu Brussel, FEDERIA (federatie van Franstalige vastgoedmakelaars in België), enz.);

overwegende dat in dit kader een reglement (zie hieronder) werd opgesteld door de dienst Klimaatactieprogramma, met de medewerking van medewerkers van de diensten: Ontwikkeling en financiering van projecten, Huisvesting en het Gemeentesecretariaat voor de juridische aspecten en de functionaris DPO voor de aspecten van de persoonsgegevensbescherming;

overwegende dat de deelnemers die belangstelling hebben getoond om deel te nemen aan de pilootgroepen hun deelname en engagement zouden formaliseren met de ondertekening van een charter (zie hieronder);

overwegende dat de deelname aan de groep steunt op een vrijwillige, samenwerkingsgerichte en op vertrouwen gebaseerde aanpak;

overwegende dat elke pilootgroep zou bestaan uit maximaal 15 actieve deelnemers, maar dat de Gemeente erop toeziet dat een groepsdynamiek behouden blijft die bevorderlijk is voor uitwisseling en wederzijdse ondersteuning. Daarom wordt vermeden dat groepen te klein worden, wat de interacties zou beperken, of te groot, wat de werking zou bemoeilijken;

overwegende dat de pilootgroepen ongeveer vier keer per jaar zullen samenkomen, wat neerkomt op ongeveer acht bijeenkomsten tussen de eerste vergadering in het eerste trimester van 2027 en het einde van het project;

overwegende dat de eventuele uitgaven voor de hierboven vermelde activiteiten zouden worden ingeschreven op de begrotingsartikelen van inkomsten en uitgaven van het project Renov'Ett en, indien nodig, op het begrotingsartikel van de dienst Klimaat;

BESLIST

Om het onderstaande reglement en het verbintenischarter goed te keuren;

Om de lancering van de oproep tot kandidaatstelling, gebaseerd op het goedgekeurde reglement, goed te keuren.

Reglement over de deelname aan de pilootgroepen in het kader van het project Renov'Ett

Preambule

Het project Renov'Ett heeft tot doel pilootgroepen van kandidaat-renoveerders te begeleiden die eigenaar zijn van een onroerend goed gelegen op het grondgebied van de gemeente Etterbeek en die zich in verschillende fasen van het proces van energierenovatie bevinden. Het project wil deze personen technische ondersteuning bieden en hen laten genieten van een groepsdynamiek die door de gemeente wordt gefaciliteerd.

Dit reglement heeft tot doel de procedure vast te leggen waarmee de gemeente de kandidaat-renoveerders selecteert die deel zullen uitmaken van de hierboven genoemde pilootgroepen en hun werkingsmodaliteiten te bepalen.

Artikel 1 – Definities

- **Bestuur:** de gemeentedienst Klimaatactieprogramma, belast met de uitvoering van het project Renov'Ett. Bij de toepassing van dit reglement en, meer algemeen, bij de uitvoering van het project, doet het Bestuur in de eerste plaats een beroep op haar eigen middelen, vervolgens, naargelang de behoeften, op die van andere gemeentediensten, op die van andere openbare of daarmee gelijkgestelde instellingen met een relevante opdracht en ten slotte, indien nodig, op externe dienstverleners die worden aangesteld met inachtneming van de regelgeving over overheidsopdrachten en binnen de grenzen van de beschikbare begrotingskredieten.
- **Gemeente:** de verschillende organen en vertegenwoordigers van de Gemeente Etterbeek, zonder onderscheid. Hieronder vallen onder meer het Bestuur, de personeelsleden, het college van burgemeester en schepenen en zijn individuele leden, de gemeenteraad en zijn individuele leden.
- **Pilootgroep:** een groep vrijwillige deelnemers die volledig voldoen aan de voorwaarden en door de Gemeente worden geselecteerd om deel te nemen aan een collectieve of gegroepeerde dynamiek voor de energierenovatie van particuliere woningen.
- **Deelnemers:** leden van een pilootgroep zoals omschreven in het voorgaande punt.
- **Eigenaar:** een natuurlijk persoon of een rechtspersoon die van een onroerend goed het eigendomsrecht bezit dat hem de volledige bevoegdheden over dat goed verleent.
- **Zakelijk recht:** een rechtstreeks recht dat een persoon op een zaak uitoefent. Een zakelijk recht kan zijn het eigendomsrecht, de mede-eigendom, de zakelijke gebruiksrechten en de zakelijke zekerheden. De zakelijke gebruiksrechten zijn de erfdienstbaarheden, het recht van vruchtgebruik, het recht van erfpacht en het recht van opstal.
- **Persoonlijk recht:** een juridische band tussen twee personen die de schuldeiser in staat stelt van de schuldenaar een prestatie te eisen (geven, doen of nalaten).
- **Onverdeeldheid:** een juridische situatie waarin meerdere personen rechten van dezelfde aard uitoefenen op éénzelfde goed, zonder dat dit goed materieel tussen hen is verdeeld.
- **Opbrengsteigendom:** wordt in dit reglement verstaan als een afzonderlijk gebouw dat uit meerdere woningen of lokalen bestaat, dat niet is opgedeeld in privatieve kavels en waarvan de eigendom toebehoort aan één of meerdere personen;
- **Mede-eigendom:** een eigendomsstelsel waarbij een gebouw toebehoort aan meerdere mede-eigenaars, van wie ieder eigenaar is van één of meerdere privatieve delen en van een aandeel in de gemeenschappelijke delen van het gebouw.
- **Syndicus:** een natuurlijk persoon of een rechtspersoon (professioneel of vrijwillig) die door de algemene vergadering van mede-eigenaars wordt aangesteld om de mede-eigendom te vertegenwoordigen en de gemeenschappelijke delen van het gebouw te beheren en te besturen.

Artikel 2 – Voorwerp

Dit reglement bepaalt de werkingsregels voor de oprichting en de werking van de pilootgroepen die worden samengesteld in het kader van het project Renov'Ett.

Het verduidelijkt de rechten en verplichtingen van de deelnemers en de rol van de Gemeente en, indien van toepassing, van andere betrokken actoren, binnen deze begeleidingsaanpak voor collectieve/gegroepeerde energierenovatie van particuliere woningen.

Artikel 3 – Doel

Om dynamieken van collectieve/gegroepeerde energierenovatie van particuliere woningen op het grondgebied van de gemeente te testen, wil de Gemeente Etterbeek in het kader van het project Renov'Ett minstens twee pilootgroepen oprichten en begeleiden.

Het project Renov'Ett steunt op een vrijwillige en samenwerkingsgerichte aanpak.

De deelname aan de pilootgroepen is vrij en veronderstelt een actieve inzet van de deelnemers.

De groepsdynamiek berust op de betrokkenheid van iedereen en op wederzijds respect tussen de deelnemers.

De pilootgroepen vormen geen besluitvormend orgaan.

Deze groepen hebben als doel:

- Eigenaars van opbrengsteigendommen en syndici (beheerders van een mede-eigendom) samenbrengen en begeleiden bij hun projecten voor energierenovatie.
- De ontwikkeling van de energierenovatieprojecten ondersteunen en hun uitvoering vergemakkelijken.
- De uitwisseling van ervaringen stimuleren en, wanneer relevant, gegroepeerde renovatie-acties aanmoedigen.
- De toegang tot onafhankelijke expertise vergemakkelijken om het hoofd te kunnen bieden aan de uitdagingen die zich voordoen.

Artikel 4 – Werving van de pilootgroepen

De deelnemers aan de pilootgroepen worden aangeworven op basis van oproepen tot kandidaatstelling.

Deze oproepen bestaan uit een reeks vragen over:

- de identiteit van de kandidaat;
- de juridische situatie van de kandidaat ten aanzien van het gebouw;
- het adres en de algemene kenmerken van het gebouw dat in aanmerking komt voor de energierenovatie;
- de huidige toestand van het gebouw, inclusief de belangrijkste problemen die een belemmering vormen voor renovatie;
- de mate waarin de kandidaat al heeft nagedacht over de energierenovatie, inclusief het bestaan van energiediagnoses en eventuele werken die al werden uitgevoerd of gepland;
- de motivatie, de noden en de verwachtingen van de kandidaat.

Een oproep tot kandidaatstelling wordt gelanceerd bij de start van het project Renov'Ett en, indien nodig, later opnieuw, wanneer het college van burgemeester en schepenen dit noodzakelijk acht, met name in geval van een onvoldoende actieve deelnemerslijst en/of een ontoereikende reserve.

Het Bestuur staat in voor de bekendmaking en de logistieke organisatie van de oproepen tot kandidaatstelling.

Het Bestuur voorselecteert de kandidaten die in aanmerking komen, overeenkomstig de artikelen 5 tot 7 van dit reglement, om de samenstelling van de pilootgroepen aan het college van burgemeester en

schepen voor te leggen.

Artikel 5 – Criteria om in aanmerking te komen

- Een natuurlijk persoon of een rechtspersoon zijn; EN
- Houder zijn, in volle eigendom of in onverdeeldheid, van een zakelijk recht of een persoonlijk recht dat toelaat om renovatiewerken uit te voeren of te laten uitvoeren aan een privaat opbrengsteigendom dat niet is opgedeeld in kavels, dat moet worden gerenoveerd, gelegen is op het grondgebied van de Gemeente Etterbeek en hoofdzakelijk bestemd is voor bewoning; OF syndicus zijn die optreedt in naam en voor rekening van de vereniging van mede-eigenaars (VME) van een private mede-eigendom gelegen op het grondgebied van de Gemeente Etterbeek en hoofdzakelijk bestemd voor bewoning; EN
- Kunnen aantonen dat men beschikt over de nodige rechten of toelatingen om de geplande energierenovatiewerken aan de betrokken woningen te kunnen uitvoeren; EN
- Een volledige en ontvankelijke kandidatuur hebben ingediend, binnen de opgelegde termijnen en overeenkomstig de procedures en voorwaarden vermeld in de oproep tot kandidaatstelling.

De criteria moeten gedurende de volledige deelnameperiode aan de pilootgroep vervuld blijven. Het niet-naleven van één van deze criteria leidt tot uitsluiting van de deelnemer uit de pilootgroep.

Artikel 6 – Selectiecriteria

- De relevantie en volledigheid van de antwoorden die werden gegeven op de vragen in de oproep tot kandidaatstelling, met name over de huidige toestand van het gebouw, de mate waarin de kandidaat al heeft nagedacht over energierenovatie en zijn motivatie; EN
- Het vermogen van de kandidaat om actief en op een constructieve manier deel te nemen aan de collectieve aanpak; EN
- De samenhang van de gevormde groepen, onder meer in relatie tot de typologie van de betrokken gebouwen.
- De Gemeente behoudt zich het recht voor om alle verduidelijkingen of bijkomende informatie te vragen aan kandidaten die hebben gereageerd op een oproep tot kandidaatstelling.

Artikel 7 – Procedure voor de samenstelling van de groepen

De oproepen tot kandidaatstelling worden onderzocht door een selectiecomité dat bestaat uit:

- De projectverantwoordelijke Renov'Ett;
- Een lid van de dienst Klimaatactieprogramma, anders dan de projectverantwoordelijke Renov'Ett;
- Een lid van de dienst Huisvesting;
- Een lid van de dienst Ruimtelijke Ordening;
- Een lid van de dienst Ontwikkeling en financiering van projecten;

Een quorum van 3 van de 5 leden is voldoende om te vergaderen en beslissingen te nemen. Elk lid van het

selectiecomité dat een onverenigbaarheid of belangenconflict heeft in het kader van een kandidatuur wordt tijdelijk uitgesloten.

Er worden minstens twee pilootgroepen samengesteld.

- Een groep die de syndici van private mede-eigendommen samenbrengt;
- Een groep die de eigenaars in volle eigendom of in onverdeeldheid of houders van een zakelijk recht of persoonlijk recht dat hen toelaat renovatiewerken uit te voeren of te laten uitvoeren aan een privaat opbrengsteigendom samenbrengt.

De Gemeente ziet erop toe dat een groepsdynamiek behouden blijft die bevorderlijk is voor uitwisseling en wederzijdse ondersteuning. Daarom wordt vermeden dat groepen te klein worden, wat de interacties zou beperken, of te groot, wat de werking zou bemoeilijken. Elke pilootgroep telt daarom maximaal 15 actieve deelnemers.

Voor elk van de twee pilootgroepen wordt, indien van toepassing, een reservelijst opgesteld, bestaande uit de geselecteerde kandidaturen die het aantal van 15 overschrijden.

Het selectiecomité legt zijn gemotiveerde voorstellen voor de samenstelling van de twee pilootgroepen en hun eventuele reservelijsten voor aan het college van burgemeester en schepenen.

Het college van burgemeester en schepenen neemt een beslissing over de samenstelling, die het bekrachtigt, wijzigt of weigert, op basis van het advies van het selectiecomité.

De beslissing van het college van burgemeester en schepenen wordt door de dienst Klimaatactieprogramma individueel via e-mail meegedeeld aan de geselecteerde en niet-geselecteerde kandidaten.

Het Bestuur of het college van burgemeester en schepenen kan, op elk moment tijdens de werking van de pilootgroep, elke natuurlijke persoon of rechtspersoon uitnodigen om bepaalde vergaderingen bij te wonen als expert, wanneer het op gemotiveerde wijze oordeelt dat diens deelname relevant is voor het bereiken van de doelstellingen van het project Renov'Ett.

Artikel 8 – Vergaderingen van de pilootgroepen

Het Bestuur organiseert de vergaderingen van de pilootgroepen.

De vergaderingen kunnen verschillende vormen aannemen, waaronder:

- gezamenlijke sessies,
- workshops,
- terreinbezoeken,
- permanenties,
- individuele begeleiding.

Ter indicatie: elke pilootgroep komt ongeveer vier keer per jaar samen, wat neerkomt op ongeveer acht bijeenkomsten tussen de eerste vergadering en het einde van het project, vastgelegd op 31 december 2028. De Gemeente behoudt zich het recht voor het aantal vergaderingen aan te passen in functie van de noden van het project, de feedback van de deelnemers en haar organisatorische of budgettaire beperkingen.

De vergaderingen vinden fysiek plaats in de lokalen van het gemeentebestuur van Etterbeek of op een andere locatie die door het Bestuur wordt bepaald wanneer dit nodig wordt geacht. Ze worden bij voorkeur 's avonds georganiseerd, of uitzonderlijk in het weekend, om de deelname van personen met een

beroepsactiviteit te vergemakkelijken. Sommige vergaderingen, vooral wanneer ze gebouw- of werkbezoeken omvatten, kunnen op locatie plaatsvinden.

De uitnodiging en de agenda worden minstens veertien dagen voor de vergadering via e-mail verstuurd, behalve in dringende gevallen. De pilootgroepen komen geldig samen ongeacht het aantal aanwezige deelnemers. Wanneer echter een lage opkomst wordt verwacht, behoudt het Bestuur zich het recht voor de vergadering uit te stellen en binnen een redelijke termijn een nieuwe vergadering te organiseren, om de deelname van zoveel mogelijk personen te bevorderen.

Onverminderd bovenstaande bepalingen kan het Bestuur, volledig naar eigen inzicht, beslissen dat bepaalde vergaderingen online plaatsvinden wanneer deze vorm passend of meer aangewezen wordt geacht.

Artikel 9 – Prestaties

Met inachtneming van de geldende regelgeving, met name inzake overheidsopdrachten, biedt de gemeente in het kader van dit reglement interne of externe diensten aan. De aard, omvang en uitvoeringsmodaliteiten ervan worden door de gemeente bepaald in functie van de behoeften van het project.

Binnen de grenzen van de beschikbare middelen en afhankelijk van de noden van het project, biedt de Gemeente de deelnemers, indicatief en niet-uitputtend, de volgende vormen van begeleiding aan:

- terbeschikkingstelling van technische informatie,
- raadpleging of tussenkomst van deskundigen,
- organisatie van bezoeken aan gebouwen,
- analyse van offertes,
- uitwerking van een meerjarenplan voor energierenovatiwerken,
- methodologische begeleiding,
- opstellen van rapporten, technische fiches en verslagen,
- ter beschikkingstelling van diensten en tools, waaronder online hulpmiddelen zoals discussiegroepen, simulators, calculators of enquêtes.

Artikel 10 – Aanwezigheid en engagement van de deelnemers

De deelname aan de pilootgroepen veronderstelt een actieve en regelmatig inzet gedurende de volledige begeleidingsperiode.

Om de kwaliteit van de collectieve aanpak te waarborgen, verbindt elke deelnemer zich ertoe minstens 70% van de vergaderingen en activiteiten bij te wonen die worden georganiseerd binnen de pilootgroep waarbij hij is ingeschreven.

Bij verhindering brengt de deelnemer de contactpersoon van het project binnen het Bestuur zo snel mogelijk op de hoogte.

Na de selectie van hun kandidatuur formaliseren de deelnemers hun deelname en engagement door het ondertekenen van een Verbintenischarter.

De deelnemers die de groep verlaten overeenkomstig artikel 12 van dit reglement of die de voorwaarden

van aanwezigheid en engagement zoals bepaald in dit artikel niet naleven kunnen worden vervangen door een reservedeelnemer, op voorstel van het Bestuur.

Artikel 11 – Vertrouwelijkheid en bescherming van gegevens

De Gemeente en de deelnemers verbinden zich ertoe de vertrouwelijkheid te respecteren van alle informatie, met name persoonsgegevens of technische gegevens, die binnen de pilootgroepen wordt uitgewisseld, wanneer de openbaarmaking ervan niet uitdrukkelijk werd toegestaan.

Persoonsgegevens worden verwerkt in overeenstemming met de Algemene Verordening Gegevensbescherming (AVG) (Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016) en met de regels die van toepassing zijn binnen de Gemeente.

De volgende gegevens worden verwerkt: naam, voornaam, adres van het betrokken goed, gesproken taal, telefoonnummer, e-mailadres, eigendomsstatuut.

De gegevens worden gebruikt voor: de samenstelling van de pilootgroepen, het in contact brengen van onderaannemers met de deelnemers van de pilootgroepen in het kader van renovatieprojecten, het opnieuw contacteren van kandidaten in het kader van de evaluatie van het project.

De gegevens worden uitsluitend doorgegeven aan onderaannemers en enkel voor de geselecteerde deelnemers.

De gegevens worden bewaard gedurende vijf jaar vanaf de selectie van de kandidaten. Indien de gegevens enkel worden verwerkt in het kader van het opstellen van een reservelijst, worden ze maximaal twee jaar bewaard.

De wet geeft de betrokken persoon het recht om:

- Duidelijke informatie te ontvangen over de verwerking van zijn gegevens;
- Een aanpassing van zijn gegevens te vragen;
- Een kopie van de gegevens te verkrijgen;
- De schrapping van de gegevens te vragen, voor zover er geen verplichting bestaat om deze gegevens te bewaren;
- De opschorting van de verwerking te vragen (zonder verwijdering);
- Zijn toestemming voor toekomstige verwerking in te trekken.

De betrokken persoon kan alle vragen over de verwerking van persoonsgegevens indienen via het volgende adres: dpo@etterbeek.brussels

Als de betrokken persoon nog altijd niet tevreden is, kan hij een klacht indienen bij de Gegevensbeschermingsautoriteit op de volgende website: www.gegevensbeschermingsautoriteit.be

Artikel 12 – Begin en einde van de deelname

De effectieve deelname aan de pilootgroepen begint bij de ondertekening van het Verbintenischarter en kan eindigen:

- Op elk moment op schriftelijk verzoek van de deelnemer;

- Bij de afsluiting van het project Renov'Ett (31 december 2028);
- Bij niet-naleving van dit reglement (met name artikel 10) of van het Verbintenischarter, op beslissing van het college van burgemeester en schepenen.

Artikel 13 – Inschakeling van externe dienstverleners

Het Bestuur kan de voorbereiding, de organisatie en de opvolging van de vergaderingen van de pilootgroepen geheel of gedeeltelijk toevertrouwen aan een gespecialiseerde dienstverlener, geselecteerd overeenkomstig de toepasselijke regels over overheidsopdrachten.

De dienstverleners die binnen het project optreden voeren hun opdracht uit met objectiviteit, onpartijdigheid en met respect voor het principe van afwezigheid van belangenconflicten.

Zij verbinden zich ertoe om aan de Gemeente elke situatie te melden die een belangenconflict vormt of zou kunnen doen ontstaan in het kader van hun opdracht.

De dienstverleners mogen hun tussenkomst in het project, noch de informatie of contactgegevens die zij daarbij verkrijgen, gebruiken voor commerciële prospectie of promotie van hun eigen diensten, behalve wanneer deze commerciële tussenkomst uitdrukkelijk is voorzien binnen het project, aan de deelnemers is meegedeeld en door hen is aanvaard.

Artikel 14 – Gebruik van de lessen uit het project

In het kader van het project Renov'Ett kan de Gemeente de lessen, ervaringen en resultaten die voortkomen uit de pilootgroepen benutten om bij te dragen aan de ontwikkeling, evaluatie en verspreiding van de projectresultaten.

Deze elementen kunnen onder meer worden gebruikt voor ervaringsterugkoppeling, communicatie, sensibilisering of replicatie van de aanpak, met respect voor de rechten van de deelnemers en de toepasselijke regels over de bescherming van persoonsgegevens.

Wanneer de informatie rechtstreeks betrekking heeft op de deelnemers of hun persoonlijke situatie, wordt deze informatie, wanneer nodig, geanonimiseerd of geaggregeerd gebruikt.

De deelname aan het project houdt geen overdracht in aan de Gemeente van de intellectuele eigendomsrechten die deelnemers of derden bezitten op documenten, studies, plannen of andere inhoud die zij zelf hebben geproduceerd of bezorgd in het kader van het project.

Artikel 15 – Rol en verantwoordelijkheden

De Gemeente treedt in het kader van het project Renov'Ett op als coördinator, facilitator en begeleider van zowel de collectieve aanpak als de individuele projecten van de deelnemers.

Zij treedt niet op als bouwheer, architect, aannemer, studiebureau, financieel adviseur of enige andere professional die belast is met het ontwerp, de financiering, de uitvoering of de opvolging van de werken.

De informatie, adviezen of richtlijnen die in het kader van het project worden verstrekt hebben tot doel de deelnemers te ondersteunen in hun denkproces en stappen. Ze zijn geen vervanging voor, in voorkomend geval, de studies, diagnoses, vergunningen, adviezen of prestaties die moeten worden uitgevoerd door bevoegde professionals.

De deelnemers blijven zelf volledig verantwoordelijk voor alle beslissingen over hun individuele project, onder meer de aard en opportuniteit van de werken, de keuze van professionals en dienstverleners, de financieringsmodaliteiten en de uitvoering en opvolging van de werken.

De Gemeente kan niet aansprakelijk worden gesteld voor schade, verlies of nadeel dat voortvloeit uit beslissingen die door de deelnemers worden genomen naar aanleiding van de aangeboden begeleiding, noch voor prestaties, werken of interventies die later worden uitgevoerd in hun individuele project door derde dienstverleners of dienstverleners die zij hebben ontmoet in het kader van Renov'Ett.

De deelname aan het project vormt geen garantie voor de uitvoering van de werken, noch voor hun kostprijs, financiering, prestaties of resultaten.

Artikel 16 – Wijzigingen

De gemeenteraad behoudt zich het recht voor om dit reglement te wijzigen wanneer dat nuttig of noodzakelijk blijkt om rekening te houden met de lessen die uit het pilootproject worden getrokken.

Artikel 17 – Interpretatieconflict en geschil

Alle interpretatieconflicten over deze bepalingen of alle situaties die niet zijn voorzien in dit reglement vallen onder de bevoegdheid van het college van burgemeester en schepenen.

Artikel 18 – Communicatie et contact

Elke kandidaat of elk lid van een pilootgroep, ongeacht of hij/zij een effectieve deelnemer of reservedeelnemer is, is verplicht de Administratie onverwijld op de hoogte te brengen van elke wijziging in zijn/haar situatie die van invloed kan zijn op zijn/haar ontvankelijkheid of deelname aan het project, met name in geval van een wijziging van adres, statuut, rechten op het betrokken goed of van een significante evolutie van zijn/haar project voor energierenovatie.

Als u vragen hebt, kunt u contact opnemen met de contactpersoon van het project Renov'Ett via e-mail naar renovett@etterbeek.brussels

Artikel 19 – Inwerkingtreding

Dit reglement treedt in werking op de vijfde dag na haar bekendmaking via aanplakking.

Verbintenischarter van de deelnemers – Project Renov'Ett

Dit Verbintenischarter geeft uitdrukking aan de verbintenissen van de deelnemers om de goede werking van de pilootgroepen van het project Renov'Ett te waarborgen. Zij vormt een aanvulling op het "Reglement over de deelname aan de pilootgroepen in het kader van het project Renov'Ett" (hierna het "Reglement").

Ik, ondergetekende, (Voornaam / Naam) _____

(Hieronder aankruisen om de eigen situatie aan te duiden)

☐ Eigenaar of houder van een zakelijk recht, in de zin van artikel 1 van het Reglement, van een opbrengsteigendom op het grondgebied van de Gemeente Etterbeek, gelegen op het adres:

☐ Syndicus, in de zin van artikel 1 van het Reglement, handelend in naam en voor rekening van de vereniging van mede-eigenaars van een mede-eigendom op het grondgebied van de Gemeente Etterbeek, gelegen op het adres:

- Verklaar kennis te hebben genomen van het Reglement en de bepalingen ervan te aanvaarden;
- Erken dat het project Renov'Ett en zijn pilootgroepen steunen op een vrijwillige, samenwerkingsgerichte en op vertrouwen gebaseerde aanpak.
- Verbind mij ertoe actief bij te dragen aan het goede verloop van de pilootgroep waaraan ik deelneem.
- Begrijp en erken dat de Gemeente uitsluitend optreedt als facilitator en begeleider van de individuele projecten van de deelnemers. Zij treedt niet op als bouwheer, architect, aannemer, studiebureau of financieel adviseur. De beslissingen over de aard van de werken, de keuze van dienstverleners, de financiering en de uitvoering ervan behoren uitsluitend toe aan de deelnemers.
- Begrijp en erken dat de Gemeente in geen geval aansprakelijk is voor enige schade, nadeel of ongemak dat door deelnemers wordt geleden in het kader van het project Renov'Ett.
- Begrijp dat mijn deelname geen recht geeft op honoraria, vergoedingen of andere financiële compensaties, onverminderd eventuele ondersteuningsmaatregelen die later door de Gemeente zouden kunnen worden ingevoerd.

Door aan te sluiten bij een pilootgroep, verbind ik mij ertoe:

- Mijn ervaring te delen met de andere leden van de groep.
- Constructief bij te dragen aan de uitwisselingen, in een geest van respect en wederkerigheid.
- Op vraag van de Gemeente de documenten te bezorgen die nuttig zijn voor de uitvoering van het project Renov'Ett (EPB-attest, quickscan, plannen, offertes, foto's, enz.).
- De Gemeente onmiddellijk te informeren wanneer zich wijzigingen voordoen die mijn deelname kunnen beïnvloeden, met name wanneer mijn persoonsgegevens wijzigen, wanneer mijn rechten op het betrokken gebouw wijzigen of wanneer mijn renovatieproject aanzienlijk evolueert.
- De vertrouwelijkheid te respecteren van de situaties die door andere deelnemers worden gedeeld.
- Aan minstens 80% van de vergaderingen en activiteiten deel te nemen die binnen mijn pilootgroep worden georganiseerd.
- De contactpersoon van het project binnen het Bestuur tijdig te verwittigen in geval van afwezigheid.
- Bij te dragen aan de uitwisselingen met de Gemeente in het kader van de opvolging en evaluatie van het project Renov'Ett of om geïnformeerd te worden over andere mogelijke begeleidingsmaatregelen.

☐ (Aankruisen om toestemming te geven) Ik geef de Gemeente Etterbeek toestemming om foto's te nemen waarop ik zichtbaar kan zijn in het kader van de activiteiten van het project Renov'Ett.

☐ (Aankruisen om toestemming te geven) Ik geef de Gemeente Etterbeek toestemming om deze foto's te gebruiken en te verspreiden voor doeleinden van informatie, communicatie en valorisatie van het project, onder meer via haar communicatiemiddelen of haar website.

Deze toestemming wordt kosteloos verleend, voor de duur van het project en voor een redelijke periode na afloop ervan, met respect voor mijn waardigheid en mijn privéleven. Ik erken dat ik over dit gebruik werd geïnformeerd en dat ik mijn toestemming op elk moment kan intrekken voor toekomstige toepassingen, zonder dat dit afbreuk doet aan het gebruik dat al heeft plaatsgevonden.

Opgemaakt in _____, op ____/____/____

Handtekening voorafgegaan door de vermelding "Gelezen en goedgekeurd".

Régie foncière - Collège A - Regie van grondbeleid - college A

16 Régie Foncière - Compte 2025.

Le Conseil Communal,

Vu les articles 261 à 263 de la Nouvelle Loi Communale organisant les Régies communales ;

Vu les articles 63 à 69 de l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 06/11/2003 relatif à la gestion financière des régies communales ;

Vu l'Arrêté Royal du 30 mars 1973 organisant en Régie le Service des achats et des ventes de propriétés communales à partir du 1er janvier 1973 ;

Vu le compte budgétaire 2025 dressé par le Trésorier de la Régie ;

Vu les comptes annuels au 31/12/2025 ;

DECIDE :

d'approuver

1. le compte budgétaire 2025

2. le compte de résultat et le bilan au 31/12/2025

Regie van Grondbeleid - Rekening 2025.

De Gemeenteraad,

Gelet op artikel 261 tot 263 van de Nieuwe Gemeentewet houdende organisatie van de Gemeentebedrijven;

Gelet op artikel 63 tot 69 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Gewestregering van 06/11/2003 betreffende de begrotingen van de Gemeentebedrijven;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 30 maart 1973 houdende in bedrijfstelling van de Dienst voor aan- en verkopen van gemeentelijke eigendommen vanaf 1 januari 1973;

Gezien de begrotingsrekening over 2025 opgesteld door de penningmeester van de Regie;

Gezien de jaarlijkse rekeningen op 31/12/2025;

BESLIST:

1. de begrotingsrekening over 2025

2. de resultatenrekening en de balans op 31/12/2025

goed te keuren.

1 annexe / 1 bijlage

Compte 2025_CBE_.pdf

17 Régie foncière – Règlement d’attribution des logements communaux – Modifications.

Le Conseil communal,

Vu les articles 112, 114, 117 et 119 de la Nouvelle loi communale ;

Vu l’ordonnance du 17 juillet 2003 portant le Code bruxellois du logement, notamment ses articles 26 à 32 ;

Vu l’arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 décembre 2017 relatif aux règles applicables aux logements mis en location par certains opérateurs immobiliers publics et par les agences immobilières sociales, notamment son article 10 ;

Vu le règlement d’attribution des logements communaux adopté par le Conseil communal le 31 mai 2021, tel que modifié ultérieurement ;

Vu le règlement d’ordre intérieur de la Commission d’attribution des logements communaux approuvé par le Conseil communal le 3 juin 2019 ;

Considérant que l’article 28*bis* du Code bruxellois du logement prévoit que les logements appartenant aux communes sont attribués sur avis conforme d’une commission indépendante dont le Conseil communal détermine la composition et le mode de fonctionnement ;

Considérant qu’il convient d’organiser la composition de la Commission de manière à garantir son indépendance ainsi que l’expertise sociale et juridique nécessaire à l’examen des candidatures ;

Considérant qu’à cette fin, il convient de confier la présidence de la Commission à un attaché-juriste et de prévoir, à ses côtés, la présence du fonctionnaire chargé de la direction de la Régie foncière et de trois travailleurs sociaux ;

Que la présidence exercée par un attaché-juriste contribue au respect du cadre légal et réglementaire, des principes d’égalité et de non-discrimination ainsi que des exigences relatives à la motivation

formelle des actes administratifs ;

Que la présence du fonctionnaire chargé de la direction de la Régie foncière permet à la Commission de disposer de la connaissance administrative et technique nécessaire du patrimoine communal et des procédures de mise en location ;

Que la présence de trois travailleurs sociaux permet une appréciation collégiale des situations sociales, notamment dans le cadre des demandes fondées sur une situation d'extrême urgence ;

Considérant qu'il convient de préciser les règles relatives à l'indépendance et à l'impartialité des membres, au quorum, à l'adoption des avis et au traitement des situations dans lesquelles un membre a lui-même établi le rapport social soumis à la Commission ;

Attendu que les membres de la Commission sont amenés à prendre connaissance de données personnelles, familiales, sociales, médicales, patrimoniales et financières relatives aux candidats locataires et aux locataires ;

Considérant qu'il convient d'encadrer l'accès à ces informations et de rappeler les obligations de secret professionnel, de discrétion et de confidentialité qui s'attachent à leur traitement ;

Considérant que la modification de l'article 8 nécessite également l'adaptation des articles 7, 10 et 11 du règlement ainsi que l'adoption d'un règlement d'ordre intérieur adapté ;

Après en avoir délibéré,

Décide :

Article 1^{er}

L'article 7, § 3, du règlement d'attribution des logements communaux est remplacé par la disposition suivante :

« § 3. Le Collège des bourgmestre et échevins attribue le logement, sur avis conforme de la Commission d'attribution visée à l'article 8, au candidat locataire inscrit au registre qui est le mieux classé parmi les candidats ayant adressé une réponse positive dans les formes et délais prévus au § 1^{er}.

Lorsqu'il est fait application de l'article 10, le Collège attribue le logement au candidat désigné conformément à la procédure dérogatoire qui y est prévue.

L'avis conforme de la Commission est écrit et motivé. Il désigne nominativement le candidat proposé et mentionne les éléments objectifs ayant déterminé son classement. »

Article 2

L'article 7, § 7, du même règlement est abrogé.

L'article 7, § 8, est remplacé par la disposition suivante :

« § 8. Toute décision d'attribution est formellement motivée.

Le Collège des bourgmestre et échevins notifie aux candidats locataires non retenus visés au § 1^{er} les motifs de la non-attribution ainsi que les voies et délais de recours, par courrier recommandé ou par tout autre moyen permettant d'établir la réception du courrier et sa date. »

Article 3

L'article 8 du même règlement est intégralement remplacé par la disposition suivante :

« Article 8 – Commission indépendante d'attribution

§ 1^{er}. Composition

La Commission indépendante d'attribution est composée de cinq membres :

- 1° un attaché-juriste désigné par le Conseil communal parmi les agents communaux, qui la préside ;
- 2° le fonctionnaire chargé de la direction de la Régie foncière ;
- 3° trois travailleurs sociaux désignés par le Conseil communal parmi les travailleurs sociaux employés par la Commune d'Etterbeek ou par le Centre public d'action sociale d'Etterbeek.

La désignation d'un travailleur social employé par le Centre public d'action sociale intervient, s'il y a lieu, avec l'accord préalable de celui-ci.

Le fonctionnaire qui remplace le fonctionnaire chargé de la direction de la Régie foncière assure également son remplacement au sein de la Commission.

Pour le président et chacun des travailleurs sociaux, le Conseil communal désigne un suppléant répondant aux mêmes conditions de qualité et de compétence que le membre effectif.

Le suppléant de l'attaché-juriste assure la présidence de la Commission en cas d'empêchement ou de remplacement de celui-ci.

Les membres sont choisis parmi les personnes n'exerçant aucun mandat politique.

§ 2. Indépendance et impartialité

Les membres sont désignés en raison de leurs compétences professionnelles et exercent leur mission en toute indépendance.

Le membre qui présente un intérêt personnel, direct ou indirect, dans un dossier, ou dont l'indépendance ou l'impartialité pourrait raisonnablement être mise en doute, en informe le président et ne participe ni à l'échange de vues ni à l'adoption de l'avis concernant ce dossier. Lorsqu'il s'agit d'un membre effectif, son suppléant le remplace.

Lorsque cette situation concerne le président, son suppléant assure la présidence pour l'examen du dossier concerné.

Le membre effectif ou suppléant qui a établi le rapport social soumis à la Commission ne participe ni à l'échange de vues ni à l'adoption de l'avis concernant ce dossier.

Il peut être entendu par la Commission en sa qualité d'auteur du rapport afin d'en présenter le contenu et de répondre aux demandes d'éclaircissement. Il se retire ensuite pendant l'échange de vues et l'adoption de l'avis.

Lorsqu'il s'agit d'un membre effectif, son suppléant le remplace pour l'examen du dossier concerné.

Le membre qui ne participe pas à l'examen du dossier en application du présent paragraphe n'est pas pris en compte pour le calcul du quorum relatif à ce dossier.

§ 3. Réunions

Le président convoque la Commission chaque fois qu'un logement vacant doit être attribué ainsi que dans les autres cas où son avis est requis par le présent règlement.

La Commission délibère valablement lorsque tous les membres effectifs et, en cas d'empêchement de ceux-ci, leurs suppléants ont été régulièrement convoqués et qu'au moins deux tiers des membres appelés à participer à l'examen du dossier sont présents.

Le résultat du calcul du quorum est arrondi à l'unité supérieure.

Les réunions se tiennent à huis clos.

§ 4. Examen des dossiers

La Commission examine les candidatures au regard :

1° du registre des candidats locataires ;

2° du caractère adapté du logement ;

3° de l'ordre de classement établi conformément au présent règlement ;

4° des conditions particulières applicables au logement concerné ;

5° des circonstances particulières prises en considération dans les cas prévus aux articles 10 et 11.

Lorsqu'elle examine une demande de dérogation visée à l'article 10, la Commission se prononce sur la base d'un rapport social établi par un travailleur social employé par la Commune, par le Centre public d'action sociale ou par un service social extérieur.

Il en va de même lorsqu'une demande ou une proposition de mutation visée à l'article 11 est fondée, en tout ou en partie, sur des considérations sociales ou de santé.

Ce rapport contient les seules informations adéquates, pertinentes et nécessaires à l'accomplissement de la mission de la Commission.

§ 5. Avis

La Commission rend un avis conforme, écrit et motivé désignant nominativement le candidat auquel elle propose d'attribuer le logement.

La Commission recherche prioritairement un consensus entre les membres participant valablement à l'examen du dossier. Le consensus implique l'accord de tous les membres présents sur le candidat proposé ainsi que sur le contenu et la motivation de l'avis.

Lorsque le consensus est atteint, l'avis mentionne son adoption par consensus.

Lorsque le président constate l'impossibilité d'atteindre un consensus, il soumet le projet d'avis au vote. L'avis est alors adopté à la majorité des deux tiers des membres présents participant valablement à l'examen du dossier.

L'avis adopté est transmis au Collège des bourgmestre et échevins en vue de l'adoption, à huis clos, de la décision d'attribution.

Lorsqu'un projet d'avis ne recueille pas la majorité requise, le président reporte l'examen du dossier à une réunion ultérieure. Le procès-verbal constate ce report sans attribuer nominativement aux membres les positions exprimées au cours de l'échange de vues ou du vote.

§ 6. Secret professionnel et confidentialité

Les membres effectifs et suppléants sont tenus au respect du secret professionnel pour toutes les informations qui leur sont confiées ou dont ils prennent connaissance en raison de leur profession, de leur fonction ou de leur mission au sein de la Commission.

Ils sont également tenus à une obligation stricte de discrétion et de confidentialité concernant les dossiers, les échanges de vues, les avis, les procès-verbaux et les informations relatives aux candidats locataires et aux locataires, notamment les données personnelles, familiales, sociales, médicales, patrimoniales et financières.

Ils consultent et utilisent ces informations dans la seule mesure nécessaire à l'exercice de leur mission.

Ces obligations subsistent après la cessation de leurs fonctions au sein de la Commission.

§ 7. Procès-verbal

Un procès-verbal est établi pour chaque réunion. Il mentionne :

- 1° la date de la réunion ;
- 2° l'identité et la qualité des membres présents ou remplacés ;
- 3° les retraits et remplacements intervenus en application du § 2 ;
- 4° le quorum applicable et le nombre de membres ayant participé à l'examen de chaque dossier ;
- 5° l'identité des candidats dont les dossiers ont été examinés ;
- 6° les éléments objectifs pris en considération ;
- 7° le contenu et la motivation de l'avis ;
- 8° l'adoption de l'avis par consensus ou, à défaut, à la majorité des deux tiers des membres présents, en précisant le résultat du vote, ou le report de l'examen du dossier.

Le procès-verbal est signé par les membres ayant participé à la réunion.

§ 8. Règlement d'ordre intérieur

La Commission établit un règlement d'ordre intérieur soumis à l'approbation du Conseil communal.

Ce règlement précise les modalités de convocation, de remplacement, de préparation et de transmission des dossiers, d'audition des travailleurs sociaux, de rédaction et de conservation des procès-verbaux et des avis ainsi que les mesures destinées à garantir la confidentialité et la sécurité des données. »

Article 4

L'article 10 du même règlement est remplacé par la disposition suivante :

« Article 10 – Dérogations et exceptions à l'ordre chronologique

Dans les cas suivants, le Collège des bourgmestre et échevins attribue le logement suivant la procédure dérogatoire, sur avis conforme, écrit et motivé de la Commission d'attribution :

- 1° lorsqu'il est fait application du régime dérogatoire visé à l'article 5, § 2, de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 décembre 2017, sur la base d'une convention ou d'un acte unilatéral à portée générale ayant reçu l'avis conforme du Gouvernement ;
- 2° lorsque le demandeur se trouve dans une situation d'extrême urgence attestée et motivée par un travailleur social ;
- 3° lorsque le logement est adapté à l'usage d'une personne reconnue handicapée ;
- 4° lorsque le logement est conçu pour des personnes âgées et bénéficie de services spécifiques ;

5° lorsque l'attribution intervient dans le cadre d'une mutation ;

6° lorsque l'attribution intervient dans le cadre d'un plan de relogement concernant des logements gérés par l'opérateur immobilier public et destinés à être réhabilités.

La demande fondée sur une situation d'extrême urgence est introduite par un travailleur social et expose les circonstances particulières justifiant la dérogation. Le travailleur social qui a établi la demande peut solliciter d'être entendu par la Commission afin de lui présenter les éléments nécessaires à l'appréciation de la situation.

L'avis de la Commission et la décision du Collège exposent les circonstances justifiant la dérogation. Celle-ci est mentionnée en marge du registre. »

Article 5

L'article 11, § 2, du même règlement est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. La Régie foncière peut proposer une mutation à un locataire dont le logement est manifestement suradapté, c'est-à-dire lorsqu'il comporte au moins une chambre excédentaire par rapport à la composition actuelle du ménage.

La Commission d'attribution apprécie la pertinence de la mutation au regard de l'intérêt général, de la disponibilité des logements et de la situation particulière du ménage.

Le Collège des bourgmestre et échevins attribue le nouveau logement sur avis conforme, écrit et motivé de la Commission. »

Article 6

L'article 11, § 5, du même règlement est remplacé par la disposition suivante :

« § 5. Le locataire qui refuse un logement adapté, que celui-ci ait été demandé par lui ou proposé par la Régie foncière, transmet un refus écrit et motivé à la Régie foncière dans un délai de cinq jours ouvrables suivant la visite du logement.

Le refus est adressé par lettre recommandée, par courrier électronique permettant d'établir sa réception ou par dépôt contre accusé de réception.

Le Collège des bourgmestre et échevins examine le refus conformément à l'article 9.

Le locataire dont la demande de mutation est radiée peut introduire une nouvelle demande à l'expiration d'un délai de six mois à compter de la notification de la décision. »

Article 7

Le règlement d'ordre intérieur de la Commission d'attribution des logements communaux approuvé par le Conseil communal le 3 juin 2019 est abrogé à la date d'installation de la Commission constituée conformément au nouvel article 8 du règlement d'attribution.

Le Collège des bourgmestre et échevins soumet au Conseil communal un nouveau règlement d'ordre intérieur conforme à la présente décision.

Article 8

Les désignations effectuées sur la base de l'ancienne version de l'article 8 du règlement d'attribution prennent fin à la date d'installation de la Commission constituée conformément à la présente décision.

Le Collège des bourgmestre et échevins soumet au Conseil communal les propositions de désignation :

- des trois travailleurs sociaux effectifs ;
- de leurs suppléants ;
- de l'attaché-juriste effectif ;
- de son suppléant.

La décision de désignation mentionne, pour chaque membre, sa qualité professionnelle et le service ou l'institution auprès duquel il est employé.

Article 9

La Commission constituée conformément au nouvel article 8 entre en fonction à la date de son installation.

À compter de cette date, elle examine les nouvelles propositions d'attribution ainsi que les procédures d'attribution en cours pour lesquelles le Collège des bourgmestre et échevins n'a pas encore adopté de décision définitive.

Article 10

Le Collège des bourgmestre et échevins est chargé :

- d'établir le texte coordonné du règlement d'attribution des logements communaux ;
- d'assurer sa publication conformément aux articles 112 et 114 de la Nouvelle loi communale ;
- de publier la version coordonnée du règlement sur le site internet communal ;
- de communiquer le règlement modifié et sa version coordonnée à l'administration régionale chargée du logement ;
- d'accomplir les formalités requises dans le cadre de la tutelle administrative.

Article 11

La présente décision entre en vigueur le cinquième jour qui suit sa publication, conformément à l'article 114 de la Nouvelle loi communale.

Regie van Grondbeleid - Toewijzingsreglement van de gemeentelijke woningen – Wijzigingen.

Sécurité routière - Verkeersveiligheid

18 **Convention avec la Région de Bruxelles-Capitale (Bruxelles Mobilité) pour la subvention pour l'organisation d'actions de sensibilisation dans le cadre de l'appel Mobilité durable - volet B 'Vivre la Ville' en 2026.**

Le Conseil communal,

Vu l'appel à projets « Mobilité durable » lancé par la Région de Bruxelles-Capitale (Bruxelles Mobilité) pour l'année 2026, comportant un volet B « Vivre la Ville » destiné à soutenir des actions de sensibilisation à la mobilité active et durable ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 25/06/2026 validant la candidature de la commune d'Etterbeek à l'appel à subsides de Bruxelles Mobilité, et notamment à son volet B « Vivre la Ville » ;

Considérant que le projet déposé par la commune consiste en l'organisation, durant la Semaine de la Mobilité de septembre 2027 (à l'exclusion de la Journée Sans Voiture, non éligible et prise en charge sur fonds propres communaux), d'une série d'activités de sensibilisation à la mobilité active et durable : la projection de deux documentaires (l'un à destination du public scolaire secondaire, l'autre du grand public, suivi d'un débat), une fête d'école de la Mobilité, une bourse aux vélos, une promenade à pied thématique « Ville 30 », l'animation participative « Babbelbike » et une conférence grand public ;

Considérant que ce projet s'inscrit dans la politique communale de mobilité axée sur les modes actifs et le principe STOP (Piéton – Vélo – Transports en commun – Voiture), et vise à raviver l'intérêt des Etterbeekoises pour les déplacements actifs, à susciter le débat autour du partage de l'espace public et à sensibiliser dès le plus jeune âge, afin d'encourager un report modal et de réduire la pression automobile ;

Considérant que la Région de Bruxelles-Capitale (Bruxelles Mobilité) a marqué son accord sur l'octroi, à cet effet, d'une subvention d'un montant de 4.076,00 €, et a établi la convention référencée SUP26.1476 réglant les modalités de cet octroi ;

Considérant que la période de couverture de la subvention débute le 28/04/2027 et se termine le 30/09/2027 ;

Considérant que la subvention sera liquidée en deux tranches — une première tranche de 2.445,60 € et le solde de 1.630,40 € — et que le dossier complet de justificatifs devra être introduit au plus tard le 30/03/2028 ;

Considérant que la présente convention est conclue sous la condition suspensive de son approbation par le Conseil communal et de la non-annulation de cette décision, dans le délai légal, par l'autorité de tutelle sur les pouvoirs locaux ;

Vu l'invitation de Bruxelles Mobilité (Service public régional de Bruxelles) à signer la convention SUP26.1476, jointe en annexe à la présente délibération ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Échevins ;

Décide :

1. d'approuver la convention SUP26.1476 relative à l'octroi par la Région de Bruxelles-Capitale (Bruxelles Mobilité) d'une subvention de 4.076,00 € dans le cadre de l'appel à projets « Mobilité durable » – volet B « Vivre la Ville » 2026, telle que reproduite ci-après :

CONVENTION

Entre :

La Région de Bruxelles-Capitale, représentée par le Directeur général de Bruxelles Mobilité du Service public régional de Bruxelles, Monsieur Christophe Vanoerbeek,

Dénommée ci-après « *La Région* »

et

la commune d' Etterbeek, représentée par son Collège des Bourgmestre et Echevins, au nom duquel agissent conjointement Monsieur Vincent De Wolf, Bourgmestre et Madame Annick Petit, Secrétaire communale, agissant sous condition suspensive de l'approbation de la présente convention par le Conseil communal et de la non annulation dans le délai légal par l'autorité de tutelle sur les Pouvoirs locaux de ladite décision d'approbation,

Dénommée ci-après « *Le Bénéficiaire* »,

il est convenu ce qui suit :

Article 1. Objet de la convention

La présente convention règle les modalités de l'octroi au Bénéficiaire d'une subvention de la Région, d'un montant de 4.076,00 € conformément à l'arrêté ministériel du 2026.

En aucun cas, le champ d'application de l'arrêté susmentionné ne peut être modifié, réduit ou étendu en vertu de la présente convention.

En cas de non-exécution d'une ou plusieurs dispositions de cette convention, la Région peut décider de réduire la subvention ou d'en réclamer la restitution entière ou partielle.

Article 2. Objet de la subvention

La subvention est allouée au Bénéficiaire pour l'organisation d'actions de sensibilisation dans le cadre de l'appel Mobilité durable - volet B 'Vivre la Ville' en 2026.

Article 2.1. Mission et objectifs

Descriptif du projet : Organisation, durant la Semaine de la Mobilité de septembre 2027 (à l'exclusion de la Journée Sans Voiture, non éligible et prise en charge sur fonds propres communaux), d'une série d'activités de sensibilisation à la mobilité active et durable sur le territoire d'Etterbeek. Reconnue et enrichie par rapport aux éditions précédentes, la programmation s'articule autour de six temps forts : la projection de deux documentaires (l'un à destination du public scolaire secondaire, l'autre du grand public, suivi d'un débat), une fête d'école de la Mobilité, une bourse aux vélos (achat, vente et réparation), une promenade à pied thématique « Ville 30 », l'animation participative « Babbelbike » et une conférence grand public. L'ensemble promeut les alternatives à la voiture de manière créative, conviviale et fédératrice, en soignant la transversalité (santé, diversité et égalité des genres).

Objectifs du projet : Conformément à la politique communale de mobilité axée sur les modes actifs et le principe STOP (Piéton – Vélo – Transports en commun – Voiture), le projet vise à raviver l'intérêt des Etterbeekois·es pour les déplacements actifs, à susciter le débat autour du partage de l'espace public et à sensibiliser dès le plus jeune âge, afin d'encourager un report modal et de réduire la pression automobile à Etterbeek et, plus largement, en Région de Bruxelles-Capitale. Par rapport aux éditions antérieures, l'édition 2027 renforce la dimension intergénérationnelle (deux projections distinctes), pérennise l'identité visuelle de la Semaine pour en améliorer la lisibilité et la reconnaissance, et consolide la collaboration entre services communaux et associations locales.

Indicateurs de réalisation :

- Nombre et diversité des activités déployées durant la SMOB — résultat attendu : 6 activités de sensibilisation (2 projections-débats, une fête d'école, une bourse aux vélos, une promenade thématique « Ville 30 », une animation Babbelbike et une conférence grand public).
- Publics mobilisés — résultat attendu : mobilisation conjointe du public scolaire secondaire (projection dédiée et fête d'école) et du grand public (projection-débat en salle de 120 places, bourse aux vélos, conférence).
- Partenariats activés — résultat attendu : implication effective d'au moins quatre partenaires associatifs et locaux (Elles tournent, Vitavovélo, Fietsbieb, écoles et comités de parents) et de six services communaux.
- Visibilité et communication — résultat attendu : diffusion via l'ensemble des canaux communaux (site internet, page Facebook, « La Vie Etterbeekoise », affiches, flyers et panneaux) sur la base de l'identité visuelle pérennisée de la Semaine.

(+ pour chaque indicateur, préciser le résultat quantitatif ou qualitatif attendu)

Article 2.2. Budget

Le budget relatif à la présente convention s'établit sous la forme suivante :

Postes des dépenses	Total (TVAC)	A prendre en charge par la Région	Pris en charge par d'autres		Financés par des fonds propres
			Nom	Montant	
Frais de fonctionnement	1.623,00 €	1.623,00 €	—	0,00 €	0,00 €
Frais de personnel	0,00 €	0,00 €	—	0,00 €	0,00 €
Frais de matériel*	0,00 €	0,00 €	—	0,00 €	0,00 €
Frais administratifs	0,00 €	0,00 €	—	0,00 €	0,00 €
Frais de sous-traitance, tiers, honoraires	1.375,00 €	1.375,00 €	—	0,00 €	0,00 €
Frais de déplacement	0,00 €	0,00 €	—	0,00 €	0,00 €
Frais de séjour	0,00 €	0,00 €	—	0,00 €	0,00 €
Frais de promotion et publication	0,00 €	0,00 €	—	0,00 €	0,00 €
Frais de loyer et charges locatives	990,00 €	990,00 €	—	0,00 €	0,00 €
Frais de nourriture	88,00 €	88,00 €	—	0,00 €	0,00 €
Total	4.076,00 €	4.076,00 €		0,00 €	0,00 €

*l'achat de matériel dont l'utilisation dépasse la durée du projet (équipement électronique, etc.) est conditionné à une autorisation préalable, à solliciter via un formulaire spécifique disponible auprès d'aldepeint@sprb.brussels.

Article 3 - Durée

Conformément à l'article 62 §3 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 30 mai 2024 relatif au contrôle administratif et budgétaire de l'entité régionale, l'action subventionnée ne peut être mise en œuvre par le bénéficiaire avant la notification de l'arrêté signé et daté octroyant la subvention et de la convention qui s'y rapporte. Par conséquent, la période de couverture de la subvention débute le 28/04/2027 **sous réserve de l'envoi de la notification de l'octroi de la subvention au plus tard à cette date** ; dans le cas contraire, la période de couverture débute à la date d'envoi de la notification. Elle se termine le 30/09/2027.

Article 4 - Communication

Il sera fait mention du soutien de la Région de Bruxelles-Capitale, de son logo et/ou du logo de Bruxelles Mobilité lors de toute communication du bénéficiaire relative à l'objet de la subvention, quel qu'en soit le support.

Dans toute reproduction du logo de la Région de Bruxelles-Capitale, le bénéficiaire veillera à respecter scrupuleusement la charte graphique du Service public régional de Bruxelles, disponible via info@sprb.brussels.

Le bénéficiaire informera Bruxelles Mobilité de la tenue des activités subventionnées, et l'invitera à assister aux moments-clés, notamment dans le cas d'une inauguration du projet ou d'un événement de clôture (voir coordonnées ci-dessous du Directeur Mobilité et Sécurité routière).

Article 5 - Modalités de liquidation et pièces à fournir lors des demandes de paiement

La subvention sera liquidée en deux tranches :

Une **première tranche** de 2.445,60 EUR sur la base d'une déclaration de créance établie selon le modèle fourni en annexe 1 et envoyée sous format PDF à invoice@sprb.brussels, avec copie à aldepeint@sprb.brussels, après la notification du présent arrêté au bénéficiaire.

Le **solde** de 1.630,40 EUR sur présentation :

- d'une déclaration de créance établie selon le modèle fourni en annexe 2 et envoyée sous format PDF à invoice@sprb.brussels, avec copie à aldepeint@sprb.brussels et à cpickett@sprb.brussels (une seule demande de paiement par mail, dans un fichier PDF unique).

- du **dossier complet de justificatifs** envoyé à aldepeint@sprb.brussels, comprenant les pièces listées ci-dessous, datées et signées :

- une copie de la déclaration de créance

- le guide des subventions fourni en annexe 3

- le rapport financier (établi selon le modèle fourni en annexe 4) appuyé de tous les justificatifs des dépenses éligibles prévues par la convention qui sont nommés, numérotés et inventoriés. Chaque justificatif présenté doit être une copie certifiée conforme de l'original et doit obligatoirement être accompagné d'un extrait de compte ou d'un ticket prouvant la dépense

- le rapport d'activités complété et signé (établi selon le modèle fourni en annexe 5)

- la déclaration sur l'honneur de bonne utilisation du subsidie (établie selon le modèle fourni en annexe 6)

- la déclaration sur l'honneur relative aux frais de personnel (établie selon le modèle fourni en annexe 7)

- un exemplaire de chaque support promotionnel, s'il échet

Sont éligibles les factures relatives à des fournitures livrées ou des prestations fournies pendant la période de couverture, et qui permettent d'identifier clairement le type de frais concerné, et ce quelle que soit la date de la facture. Le nom et l'année du projet visé par la présente subvention doivent cependant être repris par l'organisme émetteur sur toutes les factures émises en dehors de la période de couverture.

Les factures originales doivent mentionner qu'il s'agit d'une dépense financée par la Région de Bruxelles-Capitale ; la mention « Bruxelles Mobilité » doit être apposée sur chaque pièce originale (pour les factures reçues via Peppol, cette mention sera apposée sur la copie).

Le dossier complet de justificatifs doit être introduit au plus tard le 30/03/2028 **selon les modalités reprises ci-dessus**. Si le dossier de justificatifs est introduit après cette date, le bénéficiaire perd tout droit à la subvention et est tenu de rembourser les montants déjà perçus.

L'introduction du dossier de justificatifs donne lieu au décompte final du montant effectivement dû. L'envoi ultérieur de pièces justificatives supplémentaires n'est dès lors pas pris en compte, sauf demande expresse émanant du contrôleur financier de Bruxelles Mobilité.

La liquidation des différentes tranches de la présente subvention est suspendue aussi longtemps que le bénéficiaire, pour une subvention analogue reçue antérieurement, n'a pas, le cas échéant, régularisé sa situation.

Article 6 - Présentation des pièces justificatives

En cas de financements multiples et de diverses origines, il est du devoir du bénéficiaire de lever toute équivoque sur les pièces présentées, tant au moment de la demande de paiement que lors d'éventuels contrôles ultérieurs, que ces contrôles soient sur pièces ou sur place.

Lorsqu'une pièce justificative est présentée à plusieurs pouvoirs subsidants, la ventilation entre pouvoirs subsidants devra être acceptée au préalable et sera reprise sur chaque pièce originale.

Les pièces justificatives seront soit acquittées, soit accompagnées des preuves de leur paiement (extraits de comptes bancaires ou toute autre forme de preuve de paiement). Comme tempérament à cette règle, des copies de pièces justificatives et des copies de preuves de paiement sont admises.

Elles doivent être numérotées selon l'ordre chronologique et précédées d'une liste reprenant, dans l'ordre des numéros de pièces :

- le nom du fournisseur
- la date de la pièce
- le montant hors TVA
- le montant TVA comprise si elle est due, c'est-à-dire effectivement supportée.

La liste doit se clôturer par un total et être datée et signée par une personne habilitée à engager le Bénéficiaire.

Article 7 - Contrôle des subventions

Les articles 165 à 169 de l'ordonnance du 4 avril 2024 portant le Code des finances publiques de la Région de Bruxelles-Capitale sont d'application. Ces articles sont reproduits, in extenso, ci-dessous :

*« **Art. 165.** § 1er. Conformément à l'article 11 de la loi du 16 mai 2003, toute subvention accordée par l'entité régionale ou par une personne morale subventionnée directement ou indirectement par l'entité régionale, en ce compris toute avance de fonds récupérable consentie par elle sans intérêt, doit être utilisée aux fins pour lesquelles elle est accordée.*

Sauf dans les cas où une disposition légale ou réglementaire y pourvoit, toute décision allouant une subvention précise la nature, l'étendue et les modalités de l'utilisation et des justifications à fournir par le bénéficiaire de la subvention.

Tout bénéficiaire d'une subvention doit justifier de l'emploi des sommes reçues, à moins qu'une ordonnance ne l'en dispense.

§ 2. Aucune action subventionnée ne peut être mise en oeuvre par le ou les bénéficiaires de la subvention avant la notification de l'arrêté signé et daté octroyant celle-ci et, le cas échéant, de la convention qui s'y rapporte.

Le Gouvernement est autorisé à déterminer les exceptions au présent article.

§ 3. Le Gouvernement est autorisé à déterminer différents types de subventions dans l'arrêté qui règle le contrôle budgétaire.

Art. 166. *Conformément à l'article 12 de la loi du 16 mai 2003, par le seul fait de l'acceptation de la subvention, le bénéficiaire reconnaît également à toute entité comptable le droit de faire procéder sur place au contrôle de l'emploi des fonds attribués.*

Art. 167. *Conformément à l'article 13 de la loi du 16 mai 2003, est tenu de rembourser sans délai le montant de la subvention, le bénéficiaire:*

1° qui ne respecte pas les conditions d'octroi de la subvention;

2° qui n'utilise pas la subvention aux fins pour lesquelles elle est accordée;

3° qui met obstacle au contrôle visé à l'article 166;

4° qui perçoit déjà une subvention d'une autre institution pour le même objet, sur la base des mêmes pièces justificatives.

Lorsque le bénéficiaire reste en défaut de fournir les justifications visées à l'article 165, il est tenu au remboursement à concurrence de la partie non justifiée.

Art. 168. *Conformément à l'article 14 de la loi du 16 mai 2003, il peut être sursis au paiement des subventions aussi longtemps que, pour des subventions analogues reçues antérieurement, le bénéficiaire reste en défaut de produire les justifications visées à l'article 165 ou de se soumettre au contrôle prévu par l'article 166.*

Lorsqu'une subvention est payée par tranches, chaque tranche est considérée comme une subvention indépendante pour l'application du présent article.

Art. 169. *Dans le cadre de l'octroi de subventions, les comptables-trésoriers des recettes non fiscales et les gestionnaires de dossiers des entités comptables vérifient au préalable l'existence de créances non recouvrées, au profit de leur entité comptable, dont l'échéance est dépassée, dues par une personne physique ou morale demanderesse d'une subvention.*

Le gestionnaire de dossier invite le débiteur à solder sa dette afin que la subvention puisse lui être octroyée.

Le Gouvernement est autorisé à déterminer les exceptions au présent article. ».

La subvention est soumise au principe de non-enrichissement pour le bénéficiaire : s'il apparaît que le bénéficiaire, d'une quelconque manière que ce soit, s'enrichisse en menant à bien le projet, le remboursement correspondant sera réclamé.

Article 8 - Paiements

Les paiements se font dans les limites des crédits budgétaires.

Ils ont lieu dans les meilleurs délais, compte tenu des contraintes liées aux contrôles.

Article 9 - TVA

Les dépenses prises en compte dans le cadre de la subvention allouée sont des dépenses hors TVA. La TVA (Taxe sur la Valeur Ajoutée) ne peut être considérée comme éligible que si elle est effectivement et définitivement supportée par le Bénéficiaire.

Article 10 - Marchés publics

Le Bénéficiaire est soumis aux dispositions de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics.

Le respect de la législation et de la réglementation relatives aux marchés publics par le Bénéficiaire constitue une condition de l'octroi de la présente subvention, au même titre que l'obligation du Bénéficiaire de communiquer à la Région les documents et informations qu'elle requiert. Son non-respect peut entraîner la suppression des subventions encore à verser ainsi qu'une demande de restitution des subventions déjà accordées.

Article 11 - Litiges

Tout litige relatif à la présente convention relève de la compétence des Tribunaux de Bruxelles.

Article 12 - Demande de modification

Toute demande de modification (période de couverture, délai de remise du dossier de justificatifs, répartition du budget entre les différents postes de dépenses) doit obligatoirement faire l'objet d'une demande d'établissement d'un avenant **au plus tard 8 semaines** avant la fin de la période de couverture de la subvention. **La validité de l'avenant est conditionnée à sa signature par les deux parties avant la fin de la période de couverture de la subvention.**

Article 13 - Transmission des documents

À l'exception des communications prévues à l'article 5, toutes les notifications ou communications à faire en vertu de la présente convention seront valablement adressées par les parties aux adresses suivantes :

1. Pour la Région

Iris Tower

Bruxelles Mobilité - Direction Mobilité et Sécurité routière

A l'attention de M. Bruno van Loveren, Directeur f.f.

Place Saint-Lazare 2

1035 BRUXELLES

2. Pour le Bénéficiaire

La commune d' Etterbeek

Avenue d'Auderghem 113,

1040 Etterbeek.

Article 14 - Entrée en vigueur

La présente convention signée par les parties entre en vigueur le jour de la notification de l'arrêté de subvention auquel est jointe la présente convention.

Toute prestation effectuée avant l'entrée en vigueur, soit d'initiative, soit sur instruction non conforme, l'est aux risques et périls du bénéficiaire.

Fait à Bruxelles, en deux exemplaires, le

Pour la commune d' Etterbeek		Pour la Région de Bruxelles-Capitale, Le Directeur général de Bruxelles Mobilité
Vincent De Wolf, Bourgmestre	Annick Petit, Secrétaire communale	ir. Christophe Vanoerbeek

Traduction en cours

2 annexes / 2 bijlagen

SUP26.1476_Etterbeek_ConvFR.pdf, SUP26.1476_Etterbeek_ConvNL.pdf

Etat civil - Burgerlijke stand

19 Règlement Funérailles et Sépultures

Le Conseil communal,

Vu le courrier reçu le 13 février 2026 de la part de Bruxelles Pouvoirs Locaux qui demande 4 modifications mineures au règlement ;

Vu la délibération du Conseil communal du 22 décembre 2025 adoptant le règlement sur les funérailles et sépultures, telle que modifiée en dates du 26 octobre 2015, du 25 avril 2016, 11 juin 2018, 17 septembre 2018 et 25 octobre 2021 ;

Vu l'Ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 29 novembre 2018 sur les funérailles et sépultures ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE

- De modifier la référence au Code civil dans le Préambule, comme suit :

Ancien texte : « Vu le Code civil (Livre I, Titre II, Chapitre 2I, Section 7, articles 55 à 60) ; »

Nouveau texte : « Vu l'ancien Code civil (Livre I, Titre II, Chapitre 2, Section 7, articles 55 à 60) ; »

- De modifier l'article 125, comme suit :

Ancien texte : « Outre les dispositions de l'article 90, les plans du signe de sépulture, en double exemplaire, doivent être approuvés par l'Officier de l'état civil."

Nouveau texte : « Outre les dispositions de l'article 85, les plans du signe de sépulture, en double exemplaire, doivent être approuvés par l'Officier de l'état civil.

- De modifier l'article 239, alinéa 2, 2°), comme suit :

Ancien texte : « 2°) résultant de la désaffectation du cimetière ou de la reprise avant terme prévue à l'article 234. »

Nouveau texte : « 2°) résultant de la désaffectation du cimetière ou de la reprise avant terme prévue à l'article 240. »

- De modifier l'article 243, comme suit :

Ancien texte : « Les contrevenants aux dispositions du présent règlement sont punis des peines de police, sans préjudice des autres peines prévues par les lois. »

Nouveau texte : « Les contrevenants aux dispositions du présent règlement sont passibles de sanctions de niveau 1 ou 2, sans préjudice des autres peines prévues par les lois. »

Reglement op de lijkbezorging en de begraafplaatsen

De Gemeenteraad,

Gelet op het schrijven ontvangen op 13 februari 2026 vanwege Brussel Plaatselijke Besturen, waarin 4 kleine wijzigingen aan het reglement worden gevraagd;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 22 december 2025 tot aanneming van het reglement op de begraafplaatsen en de lijkbezorging, zoals gewijzigd op 26 oktober 2015, 25 april 2016, 11 juni 2018, 17 september 2018 en 25 oktober 2021;

Gelet op de Ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 29 november 2018 op de begraafplaatsen en de lijkbezorging;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLIST

– De verwijzing naar het Burgerlijk Wetboek in de Preambule te wijzigen als volgt:

Oude tekst: « Gelet op het Burgerlijk Wetboek (Boek I, Titel II, Hoofdstuk 2I, Afdeling 7, artikelen 55 tot 60); »

Nieuwe tekst: « Gelet op het oud Burgerlijk Wetboek (Boek I, Titel II, Hoofdstuk 2, Afdeling 7, artikelen 55 tot 60); »

– Artikel 125 te wijzigen als volgt:

Oude tekst: « Naast de bepalingen van artikel 90 moeten de plannen van het grafteken, in tweevoud, worden goedgekeurd door de Ambtenaar van de burgerlijke stand.

Nieuwe tekst: « Naast de bepalingen van artikel 85 moeten de plannen van het grafteken, in tweevoud, worden goedgekeurd door de Ambtenaar van de burgerlijke stand.

– Artikel 239, tweede lid, 2°), te wijzigen als volgt:

Oude tekst: « 2°) voortvloeiend uit de buitengebruikstelling van de begraafplaats of uit de vervroegde terugname bedoeld in artikel 234. »

Nieuwe tekst: « 2°) voortvloeiend uit de buitengebruikstelling van de begraafplaats of uit de vervroegde terugname bedoeld in artikel 240. »

– Artikel 243 te wijzigen als volgt:

Oude tekst: « De overtreders van de bepalingen van dit reglement worden gestraft met politiestraffen, onverminderd de andere bij de wetten bepaalde straffen. »

Nieuwe tekst: « De overtreders van de bepalingen van dit reglement zijn strafbaar met sancties van niveau 1 of 2, onverminderd de andere bij de wetten bepaalde straffen. »

2 annexes / 2 bijlagen

*Règlement Funérailles et sépultures corrections Tutelle.pdf, Notification de BPL à la commune
Règlement Funérailles et sépultures.pdf*

Finances - Financiën

20 **Convention de la Région de Bruxelles-Capitale attribuant aux communes une subvention spéciale relative aux hôpitaux, en application de l'ordonnance du 13 février 2003 - Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale**

Le conseil Communal,

Attendu que la présente convention règle les modalités de la mise à disposition de la commune d'Etterbeek, d'une subvention spéciale de la Région d'un montant de 1.510.000 euros conformément à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 2 juillet 2026 attribuant pour l'année 2026, à la Ville de Bruxelles et aux communes d'Anderlecht, Etterbeek, Ixelles et St-Gilles, une subvention spéciale en application de l'ordonnance du 13 février 2003;

Attendu que conformément à l'ordonnance du 13 février 2003 portant octroi de subventions spéciales aux communes de la Région de Bruxelles-Capitale, cette intervention est soumise à l'approbation du Conseil communal suivant la convention en annexe;

DECIDE d'approuver la convention avec le Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale telle qu'annexée au dossier.

Overeenkomst van Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot toekenning van een bijzondere subsidie aan de gemeenten betreffende de ziekenhuizen, in toepassing van de ordonnantie van van 13 februari 2003 - Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering

De gemeenteraad,

Deze overeenkomst bepaalt de regels volgens welke aan de begunstigde een subsidie van 1.510.000 euro ter beschikking wordt gesteld door het Gewest overeenkomstig het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 2 juli 2026 tot toekenning van een bijzondere subsidie aan de Stad Brussel en aan de gemeenten Anderlecht, Etterbeek, Elsene en St Gillis voor het jaar 2026, in toepassing van de ordonnantie van 13 februari 2003;

overwegende dat overeenkomstig de ordonnantie van 13 februari 2003 houdende toekenning van bijzondere subsidies aan de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijke Gewest, deze tussenkomst het onderwerp moet uitmaken van een goedkeuring van de overeenkomst door de Gemeenteraad;

BESLIST de tekst van de overeenkomst van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijke Gewest goed te keuren zoals bij deze beslissing gevoegd.

4 annexes / 4 bijlagen

*260702_AGRBC_SUBV.SPEC.HOPITAUX.pdf9383683441644743095.pdf,
convention3156933831985441985.pdf,
Document_notif42_octroi_subs_TB_ISP11180576357648635130.pdf,
overeenkomst1407674973863865582.pdf*

21 **Règlement-redevance relatif aux prestations à l'occasion des célébrations de mariages – Modifications**

Le Conseil communal,

Revu sa délibération du 22 décembre 2025 relative au même objet, approuvée par la Tutelle le 22 janvier

2026 ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Vu l'article 252 de la nouvelle loi communale imposant l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu la situation financière de la commune ;

Considérant que, dans un souci d'équité fiscale et de justice sociale, la commune entend réduire la charge fiscale liée à la fourniture de services administratifs pour les bénéficiaires du statut BIM ; Que le bénéfice du statut BIM découle de critères objectifs définis par ou en vertu de la loi ; Que cette mesure poursuit un objectif d'intérêt général, consistant promouvoir l'équité fiscale et à faciliter l'accès aux services administratifs pour les personnes les plus vulnérables, sans compromettre l'équilibre budgétaire ; Qu'en conséquence, cette minoration de la redevance apparaît conforme au principe d'égalité et de non-discrimination ;

Considérant qu'il y a lieu de réclamer au bénéficiaire du service la contrepartie financière desdits services rendus par la commune ;

Vu l'article 165/1 al.1^{er} de l'ancien code civil qui prévoit que les mariages sont célébrés à la maison communale ;

Considérant que l'article 165/1 al. 2 de l'ancien code civil prévoit que, par dérogation à l'article 165/1 al.1^{er} de l'ancien code civil, le conseil communal peut désigner, sur le territoire de la commune, d'autres lieux publics à caractère neutre pour célébrer les mariages ;

Vu la décision du Conseil communal du 24 mars 2025 d'autoriser, en application de l'article 165/1 al. 2 de l'ancien code civil, la célébration des mariages au sein de la salle de l'Orangerie du Parc Jean-Félix Hap située Chaussée de Wavre 208 à 1040 Etterbeek ;

Vu la décision du Collège du 27 août 2026 de pérenniser la célébration de mariage à la salle de l'Orangerie du Parc Hap ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE : de modifier comme suit le règlement-redevances relatif aux prestations à l'occasion des célébrations de mariages

Article 1 :

Les célébrations de mariages donnent lieu au paiement à la commune de redevances fixées comme suit :

1. Mariages célébrés les lundi matin, mercredi matin et jeudi matin :

€ 85,00 (BIM € 77,00) ;

2. Mariages célébrés le vendredi matin :

€ 125,00 (BIM € 113,00) ;

3. Mariages célébrés le dernier vendredi du mois (après-midi) :

€ 150,00 (BIM € 135,00) ;

4. Mariages célébrés le samedi matin :

€ 290,00 (BIM € 260,00) ;

5. Retransmission en direct des mariages à la maison communale via une application informatique : € 15,00 (BIM € 13,50).

-

Réduction pour les bénéficiaires du statut BIM :

-

Les bénéficiaires du statut BIM, défini par l'intervention majorée de l'assurance santé, peuvent bénéficier des montants réduits, sous réserve de présentation d'une attestation valide de ce statut délivrée par un organisme de mutuelle. L'éligibilité au statut BIM sera vérifiée par l'Administration communale avant application de la réduction:-

Les célébrations de mariages, dans la salle de l'Orangerie du parc Jean-Félix Hap, donnent lieu au paiement à la commune de redevances fixées comme suit :

1. Mariages célébrés le samedi : € 500,00 ;

2. Mariage célébré le samedi assorti de la location de l'espace en vue d'un vin d'honneur, comprenant la mise à disposition de six tables mange-debout, de quatre tables pliables pour le buffet et de la salle de réchauffe (réfrigérateur, four, évier et lave-vaisselle) : € 650,00 »

Article 2 :

Sont exonérés du paiement des redevances reprises aux points 1 à 4 de l'article 1 :

1. Les célébrations de mariages le mardi matin ;

2. Les célébrations de mariages d'un membre du personnel communal ou du Centre Public d'Action Sociale.

Article 3 :

Les redevances réclamées conformément au présent règlement sont payables anticipativement, contre quittance, entre les mains du Receveur communal et de ses préposés ou des agents percepteurs désignés à cet effet.

Article 4 :

A défaut de règlement à l'amiable, le recouvrement des redevances sera opéré suivant la voie civile légale.

Article 5 :

Le présent règlement entre en vigueur le 1er janvier 2027 et reste applicable jusqu'au 31 décembre 2031, sous réserve de modification par une nouvelle délibération du Conseil communal. Le règlement est révisé en fonction des évolutions légales ou des besoins budgétaires de la commune.

Article 6 : Indexation des taux des redevances

Le taux de la taxe est adapté annuellement, pour une période de 6 ans (2026-2031), à l'indice des prix à la consommation du Royaume (base 2013) selon la formule suivante :

taux de base x nouvel indice

indice de base

Le taux de base est le taux spécifié dans le présent règlement.

L'indice de base est l'indice de novembre 2025. Le nouvel indice est l'indice de novembre de l'année précédant l'exercice d'imposition. Après application du coefficient d'indexation, le taux sera arrondi à la deuxième décimale supérieure.

Retributiereglement voor de prestaties uitgevoerd ter gelegenheid van de voltrekking van huwelijken - Wijzigingen

De Gemeenteraad,

Na herziening van zijn beraadslaging van 22 december 2025, betreffende hetzelfde onderwerp, die op 22 januari 2026 door het Toezichthoudend Gezag werd goedgekeurd;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 252 van de nieuwe gemeentewet, dat het begrotingsevenwicht voor gemeenten oplegt;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente;

Overwegende dat de gemeente, met het oog op fiscale billijkheid en sociale rechtvaardigheid, de fiscale last; verbonden aan de levering van administratieve diensten voor de begunstigden van de RVT-status wenst te verminderen;

Dat het recht op het RVT-statuuut voortvloeit uit objectieve criteria die bij of krachtens de wet zijn vastgesteld;

Dat deze maatregel een algemeen belang nastreeft, namelijk het bevorderen van fiscale billijkheid en het vergemakkelijken van de toegang tot administratieve diensten voor de meest kwetsbaren, zonder het begrotingsevenwicht in gevaar te brengen;

Dat bijgevolg deze vermindering van de retributie in overeenstemming lijkt te zijn met het gelijkheids- en non-discriminatiebeginsel;

Overwegende dat van de begunstigde van de dienst een financiële tegenprestatie voor de door de gemeente verleende diensten moet worden gevraagd;

Gelet op artikel 165/1, eerste lid, van het oud Burgerlijk Wetboek, dat bepaalt dat huwelijken in het gemeentehuis worden voltrokken;

Overwegende dat artikel 165/1, tweede lid, van het oud Burgerlijk Wetboek bepaalt dat, in afwijking van artikel 165/1, eerste lid, de gemeenteraad andere openbare neutrale locaties op het grondgebied van de gemeente kan aanwijzen voor de voltrekking van huwelijken;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 24 maart 2025 om, in toepassing van artikel 165/1, tweede lid, van het oud Burgerlijk Wetboek, de voltrekking van huwelijken toe te staan in de Orangeriezaal van het Jean-Félix Happark, gelegen aan de Waversesteenweg 208 te 1040 Etterbeek;

Gelet het besluit van het College van 27 augustus 2026 om de viering van huwelijken in de Orangerie van het Hap-park voort te zetten;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT:

Het retributiereglement betreffende de prestaties bij huwelijksceremonies als volgt te wijzigen:

Artikel 1:

De huwelijksvoltrekkingen zijn onderworpen aan de volgende retributies, te betalen aan de gemeente:

1. Huwelijken voltrokken van op maandagochtend, woensdagochtend en donderdagochtend: € 85,00 (RVT € 77,00);
2. Huwelijken voltrokken op vrijdagochtend : € 125,00 (RVT € 113,00);
3. Huwelijken voltrokken op de laatste vrijdag van de maand (namiddag) : € 150,00 (RVT € 135,00);
4. Huwelijken voltrokken op zaterdagochtend : € 290,00 (RVT € 260,00);
5. Live-uitzending van huwelijken in het gemeentehuis via een informatica-applicatie: € 15,00 (RVT € 13,50).

Vermindering voor begunstigden van het RVT-statuut:

-

Begunstigden van het RVT-statuut, zoals gedefinieerd door de verhoogde tegemoetkoming in de ziekteverzekering, kunnen genieten van verlaagde tarieven, op voorwaarde dat zij een geldig attest van dit statuut voorleggen, afgeleverd door een mutualiteitsinstelling. De toepasselijkheid op het RVT-statuut zal door de Gemeentelijke Administratie worden gecontroleerd voordat de vermindering wordt toegepast.

Voor het vieren van huwelijken in de Orangeriezaal van het Jean-Félix Hap-park zijn aan de

gemeente retributies verschuldigd, vastgesteld als volgt:

1. Huwelijken die op zaterdag worden voltrokken: € 500,00;
2. Huwelijk dat op zaterdag wordt voltrokken, in combinatie met de huur van de ruimte voor een receptie, met inbegrip van het ter beschikking stellen van zes statafels, vier klaptafels voor het buffet en de opwarmkeuken (koelkast, oven, gootsteen en vaatwasser): € 650,00.

Artikel 2:

-

Vrijgesteld van de betaling van de retributies vermeld in punten 1 tot 4 van artikel 1:

-

1. Huwelijken voltrokken op dinsdagochtend ;

2. Huwelijken van een personeelslid van de gemeente of van het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn (OCMW).

Artikel 3:

De retributies die krachtens dit reglement worden gevorderd, moeten vooraf worden betaald, tegen ontvangstbewijs, aan de Gemeentelijke Ontvanger, zijn aangestelden of de daartoe aangewezen inningsambtenaren.

Artikel 4:

Bij gebrek aan minnelijke betaling zal de invordering van de retributies geschieden via de wettelijke burgerlijke procedure.

Artikel 5:

Dit reglement treedt in werking op 1 januari 2027 en blijft van toepassing tot 31 december 2031, behoudens wijziging door een nieuwe beslissing van de gemeenteraad. Het reglement wordt herzien in functie van wettelijke ontwikkelingen of de budgettaire behoeften van de gemeente.

Artikel 6 :

Het tarief van de belasting wordt jaarlijks aangepast, voor een periode van 6 jaar (2026-2031), aan de consumptieprijsindex van het Koninkrijk (basis 2013) volgens de volgende formule:

$$\frac{\text{basispercentage} \times \text{nieuwe index}}{\text{basisindex}}$$

Het basispercentage is het in dit reglement gespecificeerde tarief.

De basisindex is de index van november 2025. De nieuwe index is de index van november van het jaar voorafgaand aan het belastingsjaar. Na toepassing van de indexeringscoëfficiënt wordt het tarief afgerond op de tweede decimaal naar boven.

2 annexes / 2 bijlagen

105.161.01 Prestations mariages FR Annexe.docx, 105.161.01 Prestations mariages NL Annexe.docx

Marchés publics - Overheidsopdrachten

22 Achat d'un camion poubelles 12 tonnes - Approbation des conditions suite à la révision du cahier des charges

Le conseil communal,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234§1 relatif aux compétences du conseil communal et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et ses modifications ultérieures ;

Vu le décret et l'ordonnance du 16 mai 2019 de la Région de Bruxelles Capitale, de la Commission Communautaire Commune et de la Commission Communautaire Française concernant la publicité des administrations des institutions bruxelloises ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 36 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Considérant le cahier des charges N° TP/JC/2026/Compacteur relatif au marché “Achat d'un camion poubelles 12 tonnes” approuvé par le Conseil communal en date du 06 juillet 2026 ;

Considérant qu'il est constaté que certains passages du cahier des charges sont soit trop exigeant au niveau de la sélection qualitative ou pas assez explicités clairement (critères d'attribution) ;

Considérant que le Collège des Bourgmestre et Echevins, par décision du 30 juillet 2026, a donc demandé aux services concernés de procéder à la révision du cahier des charges après avoir pris les renseignements nécessaires auprès des différentes instances ;

Considérant que le mode de passation ne change pas et que ce marché passe par procédure ouverte ;

Sur proposition du collège;

Décide:

Article 1er

D'approuver le cahier des charges N° TP/JC/2026/Compacteur modifié pour l'achat d'un camion poubelles 12 tonnes. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 310.000,00 € (incl. 21% TVA).

Article 2

De compléter, d'approuver et d'envoyer l'avis de marché rectificatif au niveau national et européen.

Article 3

De transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

Aankoop van een vuilniswagen 12 ton - Goedkeuring lastvoorwaarden na herzienning van het lastenboek

De gemeenteraad,

Gelet op de Nieuwe gemeentewet van 24 juni 1988, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234§1, betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motiveringsplicht van bestuurshandelingen, en latere wijzigingen;

Gelet op het decreet en ordonnantie van 16 mei 2019 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de openbaarheid van bestuur bij de Brusselse instellingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 en latere wijzigingen inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 36;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Overwegende het bestek nr. TP/JC/2026/Compacteur met betrekking tot de opdracht "Aankoop van een vuilniswagen 12 ton", goedgekeurd door de gemeenteraad in zitting van 06 juli 2026;

Overwegende dat is vastgesteld dat bepaalde passages in het bestek ofwel te streng zijn op het vlak van de kwalitatieve selectie, ofwel niet duidelijk genoeg zijn toegelicht (gunningscriteria);

Overwegende dat het College van Burgemeester en Schepenen, bij besluit van 30 juli 2026, de betrokken diensten bijgevolg heeft opgedragen het bestek te herzien, na de nodige inlichtingen te hebben ingewonnen bij de verschillende instanties;

Overwegende dat de plaatsingsprocedure niet wijzigt en deze opdracht via een openbare procedure verloopt;

Op voorstel van het college;

Besluit:

Artikel 1

Het gewijzigde bestek nr. TP/JC/2026/Compacteur goed te keuren voor de aankoop van een vuilniswagen 12 ton. De voorwaarden worden vastgesteld zoals voorzien in het bestek en door de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten. Het ramingbedrag bedraagt € 310.000,00 (incl. 21% btw).

Artikel 2

Het rectificatiebericht aan te vullen, goed te keuren en te verzenden op nationaal en Europees niveau.

Artikel 3

Deze beraadslaging met het oog op de uitoefening van het algemeen toezicht aan de toezichthoudende overheid over te maken.

4 annexes / 4 bijlagen

2026_8_30_21_18_27_SubType16.pdf, 2026_08_27_CCH - Modele 3P.pdf,

2026_8_30_21_18_17_SubType16.pdf, 2026_08_27_Bestek - Model 3P.pdf

23 Administration communale – Fixations des conditions de divers marchés publics - Article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale – Communication pour information – Période de Mars à Août 2026

Le conseil communal,

Attendu qu'en vertu de l'article 234 §3 de la Nouvelle Loi Communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins est habilité à exercer le pouvoir du Conseil communal pour fixer, dans le cas d'un recours à la procédure négociée sans publicité préalable, les conditions du marché s'il est fait application des articles 42 §1 1° a) et 92 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, fournitures et services ;

Attendu que les décisions prises dans ce cadre par le Collège des Bourgmestre et Echevins doivent être communiquées pour information au Conseil communal ;

Attendu qu'une liste sous format Excel des marchés passés sur base de cet article 234 §3 de la NLC est présente en annexe de la présente délibération ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

DÉCIDE,

De prendre pour information les décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins reprise dans le document sous format Excel en annexe de la présente délibération et ce, en application de l'article 234 §3 de la Nouvelle Loi Communale.

Gemeentebestuur – Vaststellen van de voorwaarden van verschillende overheidsopdrachten – Artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet – Mededeling ter kennisgeving – Periode van Maart tot Augustus 2026

De Gemeenteraad,

Overwegende dat het College van Burgemeester en Schepenen, krachtens artikel 234, § 3, van de Nieuwe Gemeentewet, gemachtigd is om de bevoegdheid van de gemeenteraad uit te oefenen om, in het geval van een onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking, de voorwaarden van de opdracht vast te stellen indien toepassing wordt gemaakt van de artikelen 42, § 1, 1°, a), en 92 van de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten;

Overwegende dat de beslissingen die in dit kader door het College van Burgemeester en Schepenen worden genomen, ter informatie aan de gemeenteraad moeten worden meegedeeld;

Overwegende dat een lijst in Excel-formaat van de opdrachten die op basis van dit artikel 234, § 3, van de NGW zijn gegund, als bijlage bij dit besluit is gevoegd;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,

BESLIST,

Kennis te nemen van de beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen zoals opgenomen in het document in Excel-formaat in bijlage bij dit besluit, en dit in toepassing van artikel 234, § 3, van de Nieuwe Gemeentewet.

2 annexes / 2 bijlagen

2026_08_26_Liste (art. 234 §3 NLC).xlsx, 2026_08_26_Lijst (art.234 §3 NGW).xlsx

24 **Propriétés communales - Acquisition d'un bus scolaire - Modifications mineures du cahier des charges – Retrait partiel de la délibération du 22 juin 2026 et approbation de la nouvelle version du cahier des charges**

Le conseil communal,

Vu la Nouvelle Loi Communale (NLC) applicable en Région de Bruxelles-Capitale, notamment l'article 117 et l'article 234 concernant la compétence des organes communaux en matière de marchés publics ;

Vu l'Ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu sa délibération en date du 22 juin 2026 approuvant le mode de passation, les conditions, l'estimation globale à 255.000 € TVAC ainsi que le cahier des charges du marché de fournitures ayant pour objet l'"Achat d'un bus scolaire" ;

Considérant que l'avis de marché n'a pas encore fait l'objet d'une publication officielle et qu'aucun droit n'a été créé au profit de tiers ;

Considérant que suite à un appel téléphonique du service régional de Tutelle sur les marchés publics vers le service des Marchés publics de la Commune faisant mention de quelques petites erreurs matérielles dans le cahier des charges qu'il y a lieu de corriger ou d'ajuster afin d'optimiser la mise en concurrence, sans pour autant modifier la nature de la fourniture ;

Considérant qu'il est expressément constaté que ces modifications n'altèrent aucun des éléments essentiels validés lors de la séance précédente, à savoir :

1. Le mode de passation initialement choisi ;
2. L'estimation financière du marché, maintenue à 255.000 € TVAC ;
3. L'article budgétaire [Indiquer le n° de l'article budgétaire] sur lequel les crédits nécessaires sont inscrits au budget communal ;

Considérant qu'un acte administratif non créateur de droits peut être valablement retiré par l'autorité qui l'a pris, tant qu'il n'a pas reçu un début d'exécution ;

Considérant qu'il y a dès lors lieu de retirer l'approbation du cahier des charges initial et de lui substituer l'approbation du cahier des charges modifié, dans un souci de bonne administration et de sécurité juridique;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Échevins ;

DÉCIDE :

Article 1er. — Est retirée, avec effet rétroactif, la seule disposition de la délibération du Conseil communal du 22 juin 2026 portant sur l'approbation du cahier des charges du marché de fournitures "Achat d'un bus".

Article 2. — Les autres dispositions de la délibération du 22 juin 2026 (le choix du mode de passation, l'estimation financière de 255.000 € TVAC et l'imputation budgétaire) demeurent inchangées et conservent leur pleine et entière validité.

Article 3. — Est approuvée la nouvelle version actualisée du cahier des charges (portant la référence de dossier n° TP/GAR/2026/01 reprenant les corrections techniques jointes en annexe à la présente délibération.

Article 4. — La présente délibération sera transmise au Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale (Bruxelles Pouvoirs Locaux) dans le cadre de la tutelle administrative générale, conformément à l'Ordonnance du 14 mai 1998.

Gemeentelijke eigendommen - Aankoop van een schoolbus - Kleine wijzigingen aan het bestek – Gedeeltelijke intrekking van de beslissing van 22 juni 2026 en goedkeuring van de nieuwe versie van het bestek

De gemeenteraad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet (NGW) van toepassing in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, inzonderheid artikel 117 en artikel 234 betreffende de bevoegdheid van de gemeentelijke organen inzake overheidsopdrachten;

Gelet op de Ordonnantie van 14 mei 1998 houdende de organisatie van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren;

Gelet op zijn besluit van 22 juni 2026 tot goedkeuring van de plaatsingsprocedure, de voorwaarden, de globale raming ten bedrage van € 255.000 btw inclusief, alsook het bestek van de leveringsopdracht met als voorwerp "Aankoop van een schoolbus";

Overwegende dat de aankondiging van de opdracht nog niet officieel werd gepubliceerd en er geen rechten ten gunste van derden zijn ontstaan;

Overwegende dat, naar aanleiding van een telefonisch contact van de gewestelijke dienst Administratief Toezicht op de overheidsopdrachten met de dienst Overheidsopdrachten van de Gemeente, er melding werd gemaakt van enkele kleine materiële fouten in het bestek die moeten worden gecorrigeerd of aangepast om de mededinging te optimaliseren, zonder dat hierdoor de aard van de levering wijzigt;

Overwegende dat uitdrukkelijk wordt vastgesteld dat deze wijzigingen geen afbreuk doen aan de essentiële elementen die tijdens de vorige zitting werden goedgekeurd, te weten:

1. De initieel gekozen plaatsingsprocedure;
2. De financiële raming van de opdracht, die behouden blijft op € 255.000 btw inclusief;
3. Het budgetartikel [Nummer van het budgetartikel invullen] waarop de nodige kredieten op de gemeentebegroting zijn ingeschreven;

Overwegende dat een administratieve rechtshandeling die geen rechten doet ontstaan, geldig kan worden ingetrokken door de overheid die ze heeft genomen, zolang ze nog geen begin van uitvoering heeft gekend;

Overwegende dat het bijgevolg aangewezen is de goedkeuring van het initiële bestek in te trekken en te vervangen door de goedkeuring van het gewijzigde bestek, met het oog op een goed bestuur en de rechtszekerheid;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLIST:

Artikel 1. — Alleen de bepaling van het besluit van de Gemeenteraad van 22 juni 2026 die betrekking heeft op de goedkeuring van het bestek van de leveringsopdracht "Aankoop van een bus" wordt met terugwerkende kracht ingetrokken.

Artikel 2. — De overige bepalingen van het besluit van 22 jni 2026 (de keuze van de plaatsingsprocedure, de financiële raming van € 255.000 btw inclusief en de budgettaire aanrekening) blijven ongewijzigd en behouden hun volledige rechtskracht.

Artikel 3. — De nieuwe, bijgewerkte versie van het bestek n° TP/GAR/2026/01 , die de in bijlage bij dit besluit gevoegde technische correcties bevat, wordt goedgekeurd.

Artikel 4. — Dit besluit zal, in het kader van het algemeen administratief toezicht en overeenkomstig de Ordonnantie van 14 mai 1998, worden toegezonden aan de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (Brussel Plaatselijke Besturen).

2 annexes / 2 bijlagen

2026_05_03_Bestek - Model 3P.docx, 2026_06_01_CCH - Modele 3P.docx

25 **Service de Prévention - Rénovation et isolation des deux toitures en intérieur d'îlot (phase 1) – Approbation des conditions et du mode de passation**

De gemeenteraad,

Gelet op de Nieuwe gemeentewet van 24 juni 1988, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234§1, betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motiveringsplicht van bestuurshandelingen, en latere wijzigingen;

Gelet op het decreet en ordonnantie van 16 mei 2019 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de openbaarheid van bestuur bij de Brusselse instellingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 en latere wijzigingen inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 38, § 1, 1° f) (het geraamde bedrag excl. btw bereikt de drempel van 750.000,00 € niet), en inzonderheid artikelen 2, 6° en 47 §2 die de aanbestedende overheden vrijstelt van de verplichting om zelf een plaatsingsprocedure te organiseren wanneer ze een beroep doen op een aankoopcentrale;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 21 februari 2022 betreffende de toetreding van de gemeente Etterbeek tot het door Sibelga geïnitieerde RenoClick-programma;

Gelet op de noodzaak om de 1^{ste} fase van de dakwerken uit te voeren op de dienst Preventie gelegen Generaal Tombeurstraat 51-53 te 1040 Etterbeek;

Overwegende dat de uitgave voor de opdracht “Dienst Preventie - Renovatie en isolatie van de twee daken binnenterrein (Fase 1)” wordt geraamd op 294.074,53 € (incl. 21% btw) (btw medecontractant);

Overwegende dat deze werken zullen worden georganiseerd in de vorm van een vervolgopdracht in het kader van een raamovereenkomst gesloten door Sibelga;

Gelet op de voorafgaande technische evaluatie en de beschrijvende documenten van de vervolgopdracht zoals overgemaakt door Sibelga;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is in het budget van 2026, op artikel 300/724-60 van de buitengewone dienst;

Op voorstel van het college van Burgemeester en Schepenen

Besluit de Gemeenteraad :

Artikel 1 - Goedkeuring wordt verleend aan de 1^{ste} fase voor de renovatie- en isolatiewerken van de twee daken binnenterrein op de dienst Preventie gelegen Generaal Tombeurstraat 51-53 te 1040

Etterbeek voor een geraamd bedrag van 294.074,53 € (incl. 21% btw) (btw medecontractant) in het kader van het RenoClick-programma van Sibelga, volgens de technische en administratieve bepalingen uiteengezet in het overgemaakte bestek.

Artikel 2 – De projectfiche, opgenomen in de bijlage bij dit besluit, te ondertekenen en over te maken aan Sibelga zodat deze de nodige stappen kan ondernemen voor de overheidsopdracht.

Artikel 3 – Dit besluit over te maken aan de dienst Toezicht van het Gewest inzake overheidsopdrachten.

Artikel 4 – De uitgave voor deze opdracht is voorzien in het budget van 2026, op artikel 300/724-60 van de buitengewone dienst.

Dienst Preventie - Renovatie en isolatie van de twee dakengelegen binnenterrein (fase 1) - Goedkeuring lastvoorwaarden en gunningswijze

De gemeenteraad,

Gelet op de Nieuwe gemeentewet van 24 juni 1988, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234§1, betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motiveringsplicht van bestuurshandelingen, en latere wijzigingen;

Gelet op het decreet en ordonnantie van 16 mei 2019 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de openbaarheid van bestuur bij de Brusselse instellingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 en latere wijzigingen inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 38, § 1, 1° f) (het geraamde bedrag excl. btw bereikt de drempel van 750.000,00 € niet), en inzonderheid artikelen 2, 6° en 47 §2 die de aanbestedende overheden vrijstelt van de verplichting om zelf een plaatsingsprocedure te organiseren wanneer ze een beroep doen op een aankoopcentrale;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 21 februari 2022 betreffende de toetreding van de gemeente Etterbeek tot het door Sibelga geïnitieerde RenoClick-programma;

Gelet op de noodzaak om de 1^{ste} fase van de dakwerken uit te voeren op de dienst Preventie gelegen Generaal Tombeurstraat 51-53 te 1040 Etterbeek;

Overwegende dat de uitgave voor de opdracht “Dienst Preventie - Renovatie en isolatie van de twee daken binnenterrein (Fase 1)” wordt geraamd op 294.074,53 € (incl. 21% btw) (btw medecontractant);

Overwegende dat deze werken zullen worden georganiseerd in de vorm van een vervolgopdracht in het kader van een raamovereenkomst gesloten door Sibelga;

Gelet op de voorafgaande technische evaluatie en de beschrijvende documenten van de vervolgopdracht zoals overgemaakt door Sibelga;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is in het budget van 2026, op artikel 300/724-60 van de buitengewone dienst;

Op voorstel van het college van Burgemeester en Schepenen

Besluit de Gemeenteraad :

Artikel 1 - Goedkeuring wordt verleend aan de 1^{ste} fase voor de renovatie- en isolatiewerken van de twee daken binnenterrein op de dienst Preventie gelegen Generaal Tombeurstraat 51-53 te 1040 Etterbeek voor een geraamd bedrag van 294.074,53 € (incl. 21% btw) (btw medecontractant) in het kader van het RenoClick-programma van Sibelga, volgens de technische en administratieve bepalingen uiteengezet in het overgemaakte bestek.

Artikel 2 – De projectfiche, opgenomen in de bijlage bij dit besluit, te ondertekenen en over te maken aan Sibelga zodat deze de nodige stappen kan ondernemen voor de overheidsopdracht.

Artikel 3 – Dit besluit over te maken aan de dienst Toezicht van het Gewest inzake

overheidsopdrachten.

Artikel 4 – De uitgave voor deze opdracht is voorzien in het budget van 2026, op artikel 300/724-60 van de buitengewone dienst.

6 annexes / 6 bijlagen

Fiche projet.pdf, FR_J70-Solarclick-2-SOUM-CDC-Tech-V08-fr.pdf, J70-Solarclick-2-SOUM-TB-Tech-V08-nl.pdf, FR_SIB21TW1202 SolarClick 2 Réno Toitures CSCh VF.pdf, SIB21TW1202+SolarClick+2++Veiligheidsspecificaties+Renovatie+Daken.docx, J70-Solarclick-2-SOUM-MET gen (1, 2 et 3) -V04-fr-nl-29-08.xlsx

Action sociale - Maatschappelijk Welzijn

26 Chèques-taxis - Convention 2026

Le Conseil communal,

Considérant le règlement relatif à l'octroi de chèques taxis en faveur des personnes à mobilité réduite, voté par le Conseil Communal en sa séance du 20 octobre 2003, et modifié en sa séance du 21 février 2022 ;

Considérant la Convention régionale transmise par Bruxelles-Mobilité et réglant les modalités d'une subvention de la région d'un montant 7530 euros pour l'acquisition de chèques-taxis à valeur universelle en 2026 ;

Considérant que Bruxelles-Mobilité nous a transmis cette convention en date du 22 juillet 2026 accompagné du mail suivant :

"Bonjour,

Vous trouverez ci-joint les conventions FR + NL concernant le subsidie chèques taxis 2026 à faire signer par votre commune. Pourriez-vous les faire signer et me renvoyer le tout dès que possible (scanné en couleur)?

A ce stade, je ne peux pas vous garantir que l'engagement budgétaire pourra avoir lieu mais la convention est un préalable.

Je vous remercie d'avance.

Bien à vous,"

Considérant que la notification officielle du subsidie sera présentée au Conseil communal lorsque Bruxelles-Mobilité confirmera l'engagement budgétaire et transmise ensuite pour modification budgétaire ;

DECIDE d'approuver la convention régionale relative à l'octroi d'une subvention de la région d'un montant 7530 euros pour l'acquisition de chèques-taxis à valeur universelle pour l'année 2026 ;

PREND ACTE que la signature de cette convention est un préalable à l'octroi de la subvention, mais que Bruxelles-Mobilité ne peut garantir à ce stade l'engagement budgétaire.

CONVENTION

ENTRE :

La Région de Bruxelles-Capitale, représentée par le Directeur général de Bruxelles Mobilité du Service public régional de Bruxelles, Monsieur Christophe Vanoerbeek,

Dénommée ci-après « La Région »

ET

La commune de Etterbeek représentée par son Bourgmestre, Vincent De Wolf, et le Secrétaire communal Madame Annick Petit,

Dénommée ci-après « Le Bénéficiaire »

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1ER: OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention règle les modalités de la mise à disposition du Bénéficiaire, d'une subvention de la Région, d'un montant de 7.530 EUR conformément à l'arrêté ministériel de la Région de Bruxelles-Capitale du 2026.

En aucun cas, le champ d'application de l'arrêté susmentionné ne peut être modifié, réduit ou étendu en vertu de la présente convention.

En cas de non-exécution d'une ou plusieurs dispositions de cette convention, la Région peut décider de réduire la subvention ou d'en réclamer la restitution entière ou partielle.

ARTICLE 2: OBJET DE LA SUBVENTION

La subvention est allouée au Bénéficiaire pour couvrir partiellement les frais liés à la distribution des chèques – taxis à valeur universelle sur le territoire de la Région de Bruxelles- Capitale.

Article 2.1. Mission et objectifs

Descriptif et objectifs du projet :

Les dépenses qui pourront être prises en charge par la subvention sont celles relatives à l'acquisition par la commune des chèques-taxis acquis et payés par la commune auprès de la société responsable des chèques taxis désignée par la Région et effectivement utilisés par les personnes à mobilité réduite ou à faible revenu qui répondent aux conditions suivantes :

1. handicapé (66 % ou 9 points) + attestation d'incapacité à utiliser les transports en commun + revenu BIM.2. Les '+ de 75 ans' + attestation d'incapacité à utiliser les transports en commun + revenu BIM.

Cette subvention vise à faciliter la mobilité de ce public.

Indicateurs de réalisation :

La commune devra acheter auprès du prestataire de services désigné par la Région des chèques taxis régionaux au prix de 5€ l'unité, soit la valeur faciale. Ces chèques doivent être commandés, payés et réceptionnés sur l'année 2026. Le subsidie se base sur les chèques achetés et leur taux d'utilisation.

Article 2.2. Budget

Le budget prévisionnel relatif à la présente convention s'établit sous la forme suivante :

Postes des dépenses	Total (TVAC)	A prendre en charge par la Région	Pris en charge par d'autres		Financés par des fonds propres
			Nom	Montant	
Frais de fonctionnement : (pour l'acquisition des chèques – taxis à valeur universelle)	0 €	7.530,00 €	/	0 €	
Frais de personnel	0 €	0 €	/	0 €	
Frais de matériel	0 €	0 €	/	0 €	
Frais administratifs	0 €	0 €	/	0 €	
Frais de sous-traitance, tiers, honoraires	0 €	0 €	/	0 €	
Frais de déplacement	0 €	0 €	/	0 €	
Frais de séjour	0 €	0 €	/	0 €	
Frais de promotion et publication	0 €	0 €	/	0 €	
Frais de loyer et charges locatives	0 €	0 €	/	0 €	
Frais de nourriture	0 €	0 €	/	0 €	
Total	0 €	7.530,00 €	/	0 €	

Toute modification à ce budget prévisionnel requiert l'accord des deux parties et doit faire l'objet d'un avenant.

ARTICLE 3: DUREE

Conformément à l'article 62 §3 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 30 mai 2024 relatif au contrôle administratif et budgétaire de l'entité régionale, l'action subventionnée démarrant le 1er janvier de l'année budgétaire en cours, la période de couverture de la subvention débute le 01/01/2026 et se termine le 31/12/2026. Cette prise d'effet rétroactive est motivée par le fait que les communes peuvent commander toute l'année les chèques, les actions commencent donc avant la notification de l'arrêté

ARTICLE 4: COMMUNICATION

Il sera fait mention du soutien de la Région de Bruxelles-Capitale, de son logo et/ou du logo de Bruxelles Mobilité lors de toute communication du bénéficiaire relative à l'objet de la subvention, quel qu'en soit le support.

Dans toute reproduction du logo de la Région de Bruxelles-Capitale, la commune veillera à respecter scrupuleusement la charte graphique du Service public régional de Bruxelles via info@sprb.brussels.

ARTICLE 5: MODALITES DE LIQUIDATION ET PIECES A FOURNIR LORS DES DEMANDES DE PAIEMENT

Le respect de cet article et l'introduction de tous les éléments justificatifs demandés ci-dessous dans les délais impartis conditionnent le versement de la subvention.

La subvention de 7.530 EUR sera liquidée en deux tranches :

Une première tranche de 6.777 EUR (90%), sur la base d'une déclaration de créance établie selon le modèle fourni en annexe 1 accompagnée du budget provisionnel et envoyée sous format PDF à invoice@sprb.brussels, avec copie à aldepeint@sprb.brussels, après la notification du présent arrêté au bénéficiaire.

La déclaration de créance concernant la 1ère tranche doit être envoyée à l'Administration pour le 31 décembre 2026 au plus tard. A défaut d'envoi de la déclaration de créance dans les délais

susmentionnés, la subvention ne pourra être octroyée.

Le solde de 753 EUR (10%) sur présentation :

- d'une déclaration de créance établie selon le modèle fourni en annexe 2 et envoyée sous format PDF à invoice@sprb.brussels, avec copie à aldepeint@sprb.brussels et à lverstrepen@sprb.brussels (une seule demande de paiement par mail, dans un fichier PDF unique).
- du dossier complet de justificatifs envoyé à aldepeint@sprb.brussels, comprenant les pièces listées ci-dessous, datées et signées :
- une copie de la déclaration de créance
- le guide des subventions fourni en annexe 3
- le rapport financier (établi selon le modèle fourni en annexe 4) appuyé de tous les justificatifs des dépenses éligibles prévues par la convention qui sont nommés, numérotés et inventoriés. Chaque justificatif présenté doit être une copie certifiée conforme de l'original et doit obligatoirement être accompagné d'un extrait de compte ou d'un ticket prouvant la dépense
- le rapport d'activités complété et signé (établi selon le modèle fourni en annexe 5)- la déclaration sur l'honneur de bonne utilisation du subside (établie selon le modèle fourni en annexe 6)
- un exemplaire de chaque support promotionnel, s'il échet

Sont éligibles les factures relatives aux chèques taxis régionaux commandés auprès du prestataire de services désigné par la Région pendant la période de couverture, et qui permettent d'identifier clairement le type de frais concerné, et ce quelle que soit la date de la facture. Le nom et l'année du projet visé par la présente subvention doivent cependant être repris par l'organisme émetteur sur toutes les factures émises en dehors de la période de couverture. Les chèques doivent être commandé via l'adresse email spécifiée par la Région. Chaque justificatif présenté devra obligatoirement être accompagné d'un extrait de compte ou toute autre forme de preuve de paiement prouvant la dépense.

Le taux d'utilisation est fourni par le prestataire de services à la Région. Il permet d'apporter la preuve de l'utilisation effective des chèques – taxis par les bénéficiaires finaux sur base du rapport établi par la société responsable des chèques – taxis qui les récupère après leur utilisation. Le montant de la seconde tranche sera calculé sur base du nombre de chèques-taxis effectivement utilisés.

Les factures originales doivent mentionner qu'il s'agit d'une dépense financée par la Région de Bruxelles-Capitale ; la mention « Bruxelles Mobilité » doit être apposée sur chaque pièce originale.

Le dossier complet de justificatifs doit être introduit au plus tôt en mai 2028 et au plus tard le 15/12/2028 selon les modalités reprises ci-dessus. Si le dossier de justificatifs est introduit après cette date, le bénéficiaire perd tout droit à la subvention et est tenu de rembourser les montants déjà perçus.

L'introduction du dossier de justificatifs donne lieu au décompte final du montant effectivement dû. L'envoi ultérieur de pièces justificatives supplémentaires n'est dès lors pas pris en compte, sauf demande expresse émanant du contrôleur financier de Bruxelles Mobilité.

La liquidation des différentes tranches de la présente subvention est suspendue aussi longtemps que le bénéficiaire, pour une subvention analogue reçue antérieurement, n'a pas, le cas échéant, régularisé sa situation.

ARTICLE 6: PRESENTATION DES PIECES JUSTIFICATIVES

En cas de financements multiples et de diverses origines, il est du devoir du bénéficiaire de lever toute équivoque sur les pièces présentées, tant au moment de la demande de paiement que lors d'éventuels contrôles ultérieurs, que ces contrôles soient sur pièces ou sur place.

Lorsqu'une pièce justificative est présentée à plusieurs pouvoirs subsidants, la ventilation entre pouvoirs subsidants devra être acceptée au préalable et sera reprise sur chaque pièce originale.

Les pièces justificatives seront soit acquittées, soit accompagnées des preuves de leur paiement (extraits de comptes bancaires ou toute autre forme de preuve de paiement). Comme tempérament à cette règle, des copies de pièces justificatives et des copies de preuves de paiement sont admises.

Elles doivent être numérotées selon l'ordre chronologique et précédées d'une liste reprenant, dans l'ordre des numéros de pièces, le nom du fournisseur, la date de la pièce, le montant hors TVA, le montant TVA comprise si elle est due, c'est-à-dire effectivement supportée. La liste doit se clôturer par un total et être datée et signée par une personne habilitée à engager le Bénéficiaire.

ARTICLE 7: CONTROLE DES SUBVENTIONS

Les articles 165 à 169 de l'ordonnance du 4 avril 2024 portant le Code des finances publiques de la Région de Bruxelles-Capitale sont d'application immédiate et générale dès qu'il est question d'une subvention.

Ces articles sont reproduits in extenso ci-dessous:

Art. 165.

§ 1er. Conformément à l'article 11 de la loi du 16 mai 2003, toute subvention accordée par l'entité régionale ou par une personne morale subventionnée directement ou indirectement par l'entité régionale, en ce compris toute avance de fonds récupérable consentie par elle sans intérêt, doit être utilisée aux fins pour lesquelles elle est accordée.

Sauf dans les cas où une disposition légale ou réglementaire y pourvoit, toute décision allouant une subvention précise la nature, l'étendue et les modalités de l'utilisation et des justifications à fournir par le bénéficiaire de la subvention. Tout bénéficiaire d'une subvention doit justifier de l'emploi des sommes reçues, à moins qu'une ordonnance ne l'en dispense.

§ 2. Aucune action subventionnée ne peut être mise en oeuvre par le ou les bénéficiaires de la subvention avant la notification de l'arrêté signé et daté octroyant celle-ci et, le cas échéant, de la convention qui s'y rapporte.

Le Gouvernement est autorisé à déterminer les exceptions au présent article.

§ 3. Le Gouvernement est autorisé à déterminer différents types de subventions dans l'arrêté qui règle le contrôle budgétaire.

Art. 166.

Conformément à l'article 12 de la loi du 16 mai 2003, par le seul fait de l'acceptation de la subvention, le bénéficiaire reconnaît également à toute entité comptable le droit de faire procéder sur place au contrôle de l'emploi des fonds attribués.

Art. 167.

Conformément à l'article 13 de la loi du 16 mai 2003, est tenu de rembourser sans délai le montant de la subvention, le bénéficiaire :

- 1° qui ne respecte pas les conditions d'octroi de la subvention ;
- 2° qui n'utilise pas la subvention aux fins pour lesquelles elle est accordée ;
- 3° qui met obstacle au contrôle visé à l'article 166 ;

4° qui perçoit déjà une subvention d'une autre institution pour le même objet, sur la base des mêmes pièces justificatives.

Lorsque le bénéficiaire reste en défaut de fournir les justifications visées à l'article 165, il est tenu au remboursement à concurrence de la partie non justifiée.

Art. 168.

Conformément à l'article 14 de la loi du 16 mai 2003, il peut être sursis au paiement des subventions aussi longtemps que, pour des subventions analogues reçues antérieurement, le bénéficiaire reste en défaut de produire les justifications visées à l'article 165 ou de se soumettre au contrôle prévu par l'article 166.

Lorsqu'une subvention est payée par tranches, chaque tranche est considérée comme une subvention indépendante pour l'application du présent article.

Art. 169.

Dans le cadre de l'octroi de subventions, les comptables-trésoriers des recettes non fiscales et les gestionnaires de dossiers des entités comptables vérifient au préalable l'existence de créances non recouvrées, au profit de leur entité comptable, dont l'échéance est dépassée, dues par une personne physique ou morale demanderesse d'une subvention.

Le gestionnaire de dossier invite le débiteur à solder sa dette afin que la subvention puisse lui être octroyée.

Le Gouvernement est autorisé à déterminer les exceptions au présent article.

Cette subvention rentre dans le cadre d'une exception à l'article 165 §2 de l'ordonnance du 4 avril 2024 portant le Code des finances publiques de la Région de Bruxelles-Capitale. Conformément à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 30 mai 2024 relatif au contrôle administratif et budgétaire de l'entité régionale, article 62, §3, une exception est accordée pour les actions qui démarrent le 1er janvier de l'année budgétaire en cours.

La subvention est soumise au principe de non-enrichissement pour le bénéficiaire : s'il apparaît que le bénéficiaire, d'une quelconque manière que ce soit, s'enrichisse en menant à bien le projet, le remboursement correspondant sera réclamé.

ARTICLE 8: PAIEMENTS

Les paiements se font dans les limites des crédits budgétaires et seront exécutés dans les meilleurs délais, compte tenu des contraintes liées aux contrôles.

ARTICLE 9 - TVA

Les dépenses prises en compte dans le cadre de la subvention allouée sont des dépenses hors TVA. La TVA (Taxe sur la Valeur Ajoutée) ne peut être considérée comme éligible que si elle est effectivement et définitivement supportée par le Bénéficiaire.

ARTICLE 10: MARCHES PUBLICS

Le Bénéficiaire est soumis aux dispositions de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics.

Le respect de la législation et de la réglementation relatives aux marchés publics par le Bénéficiaire constitue une condition de l'octroi de la présente subvention, au même titre que l'obligation du Bénéficiaire de communiquer à la Région les documents et informations qu'elle requiert. Son non-respect peut entraîner la suppression des subventions encore à verser ainsi qu'une demande de restitution des subventions déjà accordées.

ARTICLE 11: IMPUTATION BUDGETAIRE

Le montant de la subvention est imputable sur l'allocation de base 42.045.03.02.43.22/ poste budgétaire 42.045.08 du budget 2026 de la Région de Bruxelles-Capitale.

ARTICLE 12: LITIGES

Tout litige relatif à la présente convention relève de la compétence des Tribunaux de Bruxelles.

ARTICLE 13: TRANSMISSION DES DOCUMENTS

À l'exception des communications prévues à l'article 5, toutes les notifications ou communications à faire en vertu de la présente convention seront valablement adressées par les parties aux adresses suivantes :

1. POUR LA RÉGION

Service public régional de Bruxelles. – Bruxelles Mobilité

Direction Transport de Personnes

A l'attention de Madame Véronique VANBERG, Directrice.

Place Saint-Lazare 2, 1035 BRUXELLES

2. POUR LE BÉNÉFICIAIRE

La commune d'Etterbeek

Avenue des casernes 31/1, 1040 Etterbeek

ARTICLE 14: ENTREE EN VIGUEUR

La présente convention signée par les parties entre en vigueur le jour de la notification de l'arrêté de subvention auquel est jointe la présente convention.

Toute prestation effectuée avant l'entrée en vigueur, soit d'initiative, soit sur instruction non conforme, l'est aux risques et périls du bénéficiaire.

Fait à Bruxelles, en deux exemplaires, lePour la commune d'Etterbeek

Vincent De Wolf Bourgmestre

Annick Petit Secrétaire communale

Pour la Région de Bruxelles-Capitale,

Le Directeur général de Bruxelles Mobilité

Christophe Vanoerbeek

Taxicheques - Overeenkomst 2026

De gemeenteraad,

gelet op het reglement over de toekenning van taxicheques aan personen met beperkte mobiliteit, dat door de gemeenteraad werd goedgekeurd in zijn zitting van 20 oktober 2003 en werd gewijzigd in zijn zitting van 21 september 2022;

gelet op de gewestelijke overeenkomst die Brussel Mobiliteit heeft doorgestuurd waarin de voorwaarden zijn vastgelegd van de subsidie van het Gewest (7.530 euro) voor de aankoop van taxicheques met een universele waarde voor het jaar 2026;

overwegende dat Brussel Mobiliteit ons deze overeenkomst heeft bezorgd op 22 juli 2026, samen met de volgende mail:

“Goedendag,

U vindt in bijlage de overeenkomsten FR + NL over de taxicheques 2026 die uw gemeente moet ondertekenen. Kunt u deze zo snel mogelijk laten ondertekenen en aan mij terugbezorgen (kleurenscaan)?

Op dit moment kan ik u niet garanderen dat de budgettaire verbintenis kan plaatsvinden, maar de overeenkomst is een noodzakelijke voorafgaande voorwaarde.

Dank bij voorbaat.

Met vriendelijke groeten,”

overwegende dat de officiële kennisgeving van de subsidie zal worden voorgelegd aan de gemeenteraad wanneer Brussel Mobiliteit de budgettaire verbintenis zal hebben bevestigd en vervolgens zal worden doorgestuurd voor een begrotingswijziging;

BESLIST om de gewestelijke overeenkomst over de voorwaarden van de subsidie van het Gewest (7.530 euro) voor de aankoop van taxicheques met een universele waarde voor het jaar 2026 goed te keuren.

NEEMT AKTE dat de ondertekening van deze overeenkomst een voorafgaande voorwaarde is voor de toekenning van de subsidie, maar dat Brussel Mobiliteit op dit moment de budgettaire verbintenis niet kan garanderen.

OVEREENKOMST

TUSSEN:

het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, vertegenwoordigd door de heer Christophe Vanoerbeek, directeur-generaal van het bestuur Brussel Mobiliteit van de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel,

Hierna « het Gewest » genoemd,

EN

De gemeente Etterbeek vertegenwoordigd door de Burgemeester, Vincent De Wolf, en de Gemeentesecretaris, Mevrouw Annick Petit,

Hierna « de Begunstigde » genoemd,

WORDT OVEREENGEKOMEN WAT VOLGT :

ARTIKEL 1: DOEL VAN DE OVEREENKOMST

Onderhavige overeenkomst bepaalt de modaliteiten voor de toekenning aan de Begunstigde, van een subsidie van het Gewest voor een bedrag van 7.530 EUR overeenkomstig het Brusselse Hoofdstedelijke ministerieel besluit van 2026.

In geen enkel geval mag het toepassingsveld van bovenvermeld besluit gewijzigd, ingeperkt of uitgebreid worden krachtens onderhavige overeenkomst.

In geval van niet-uitvoering van één of meerdere bepalingen van dit overeenkomst kan het Gewest beslissen de subsidie te verminderen of om volledige of gedeeltelijke terugbetaling te verzoeken.

ARTIKEL 2: DOEL VAN DE SUBSIDIE

De subsidie wordt toegekend aan de Begunstigde om gedeeltelijk de kosten te dekken met betrekking tot de verdeling van taxicheques met een universele waarde op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Artikel 2.1. Opdracht en doelstellingen

Beschrijving van het project en doelstellingen van het project

De uitgaven die door deze subsidie worden gedragen zijn deze die betrekking hebben op de aanschaf door de gemeente van taxicheques, aangeschaft en betaald door de gemeente bij de firma die verantwoordelijk is voor de taxicheques, en die ook effectief werden gebruikt door personen met beperkte mobiliteit of met een laag inkomen die aan volgende voorwaarden voldoen:

1. gehandicapt (66% of 9 punten) + ongeschiktheidsattest om het openbaar vervoer te gebruiken + BVT-inkomen.
2. 75-plussers + ongeschiktheidsattest om het openbaar vervoer te gebruiken + BVT-inkomen.

Verwezenlijkingsindicatoren

De gemeente moet bij de door de regio aangewezen dienstverlener regionale taxicheques kopen tegen een prijs van 5 euro per stuk, wat overeenkomt met de nominale waarde. Deze cheques moeten in 2026 worden besteld, betaald en in ontvangst genomen. De subsidie is gebaseerd op de gekochte cheques en het gebruik ervan.

Artikel 2.2. BudgetDe begrotingsraming met betrekking tot onderhavige overeenkomst kan als volgt worden opgemaakt :

Uitgavenposten	Totaal (incl. btw)	Ten laste van het gewest	Ten laste van anderen		Gefinancierd met eigen middelen
			Naam	Bedrag	
Werkingskosten (Aankoop van taxicheques met een universele waarde)	0 €	7.530,00 €	/	0 €	
Personeelskosten	0 €	0 €	/	0 €	
Materiaalkosten	0 €	0 €	/	0 €	
Administratieve kosten	0 €	0 €	/	0 €	
Kosten van onderaanneming, derden, vergoedingen	0 €	0 €	/	0 €	
Verplaatsingskosten	0 €	0 €	/	0 €	
Verblijfskosten	0 €	0 €	/	0 €	
Promotie- en publicatiekosten	0 €	0 €	/	0 €	
Huurkosten en - lasten	0 €	0 €	/	0 €	
Kosten voor voeding	0 €	0 €	/	0 €	
Totaal	0 €	7.530,00 €	/	0 €	

Elke wijziging in deze begrotingsraming vereist het akkoord van beide partijen en moet het voorwerp uitmaken van een bijakte bij deze overeenkomst.

ARTIKEL 3: DUUR

Overeenkomstig artikel 62 §3 van het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 30 mei 2024 betreffende de administratieve en begrotingscontrole van de gewestelijke entiteit, aangezien de gesubsidieerde actie start op 1 januari van het lopende begrotingsjaar, gaat de dekkingperiode van de subsidie in op 01/01/2026 en eindigt op 31/12/2026. Deze retroactieve begindatum wordt gerechtvaardigd door het feit dat gemeenten het hele jaar door cheques kunnen bestellen, waardoor de maatregelen al van kracht zijn voordat het besluit wordt bekendgemaakt.

ARTIKEL 4:

COMMUNICATIE

Bij elke communicatie van de begunstigde over het voorwerp van de subsidie moet de steun van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest alsook het logo van het gewest of Brussel Mobiliteit vermeld worden, ongeacht de gebruikte drager.

Voor elke reproductie van het logo van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest moet de begunstigde de huisstijl van de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel, die verkrijgbaar is via info@gob.brussels, nauwgezet naleven.

ARTIKEL 5: BETALINGSMODALITEITEN EN STUKKEN TE BEZORGEN BIJ DE AANVRAAG TOT BETALING

De naleving van dit artikel en de indiening van alle hieronder gevraagde bewijsstukken binnen de gestelde termijn zijn voorwaarden voor de uitbetaling van de subsidie.

De subsidie van 7.530 EUR wordt in twee schijven uitbetaald :

Een eerste schijf van 6.777 EUR, op basis van een schuldvordering, opgesteld volgens het als bijlage 1 bezorgde model vergezeld van de begrotingsraming en in pdf-formaat te versturen naar invoice@gob.brussels, met kopie voor aldepeint@gob.brussels, na de kennisgeving van dit besluit aan de begunstigde.

De schuldvordering betreffende de eerst schijf moet ten laatste tegen 31 december 2026 aan het Bestuur worden bezorgd. Als de schuldvordering niet binnen de voormelde termijn wordt bezorgd, kan de subsidie niet worden toegekend.

Het saldo van 753 EUR (10%) tegen overlegging van:

- een schuldvordering opgesteld volgens het als bijlage 2 bezorgde model en in pdf-formaat te versturen naar invoice@gob.brussels, met kopie voor aldepeint@gob.brussels en lverstrepen@sprb.brussels (één enkele betalingsaanvraag per e-mail, in de vorm van één enkel pdf-bestand).
- het volledige verantwoordingsdossier verstuurd naar aldepeint@gob.brussels, met alle hieronder opgesomde stukken, gedateerd en ondertekend:
- een kopie van de schuldvordering
- de subsidiegids verstrekt als bijlage 3
- het financiële verslag (opgesteld volgens het als bijlage 4 bezorgde model), gestaafd met alle verantwoordingsstukken voor de subsidieerbare uitgaven waarin de overeenkomst voorziet, benaamd, genummerd en opgelijst. Elk ingediend verantwoordingsstuk moet een eensluidend verklaarde kopie van het origineel zijn en moet vergezeld zijn van een rekeninguittreksel of kasticket waaruit de uitgave blijkt.
- het ingevulde en ondertekende activiteitenverslag (opgesteld volgens het als bijlage 5 bezorgde model)
- de verklaring op erewoord dat de subsidie correct aangewend zal worden (opgesteld volgens het als bijlage 6 bezorgde model)
- een exemplaar van alle gebruikte promotiemateriaal, indien van toepassing

Komen in aanmerking de facturen met betrekking tot regionale taxicheques die tijdens de dekkingsperiode bij de door de regio aangewezen dienstverlener zijn besteld en die het mogelijk maken het soort betrokken kosten duidelijk te identificeren, ongeacht de datum van de factuur. De uitgifte-instelling moet de naam en het jaar van het project dat onder deze subsidie valt echter vermelden op alle facturen die buiten de dekkingsperiode worden uitgeschreven. De cheques moeten worden besteld via het door de regio opgegeven e-mailadres. Elk voorgelegd bewijsstuk moet vergezeld zijn van een rekeninguittreksel of een betaalbewijs.

Het gebruikspercentage wordt door de dienstverlener aan het Gewest meegedeeld. Aan de hand van het rapport van de maatschappij die verantwoordelijk is voor de taxicheques en die deze na gebruik terugneemt, kan worden aangetoond dat de taxicheques daadwerkelijk door de eindbegunstigden zijn gebruikt. Het bedrag van de tweede tranche wordt berekend op basis van het aantal daadwerkelijk gebruikte taxicheques.

De originele facturen moeten vermelden dat het om een door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest gefinancierde uitgave gaat; op elk origineel document moet de naam “Brussel Mobiliteit” vermeld staan.

Het volledige dossier met verantwoordingsstukken moet uiterlijk ten vroegste in mei 2028 en ten laatste op 15/12/2028 worden ingediend volgens de bovenvermelde nadere regels. Als het dossier met verantwoordingsstukken na deze datum wordt ingediend, verliest de begunstigde elk recht op de subsidie en moet hij alle reeds ontvangen bedragen terugbetalen.

Op basis van het ingediende dossier met verantwoordingsstukken wordt de eindafrekening opgemaakt die het daadwerkelijk verschuldigde bedrag bepaalt. Later verzonden bijkomende

verantwoordingsstukken worden bijgevolg niet in aanmerking genomen, behalve op uitdrukkelijk verzoek van de financiële controleur van Brussel Mobiliteit.

De vereffening van de verschillende schijven van deze subsidie wordt opgeschort zolang de begunstigde in voorkomend geval zijn situatie voor een vergelijkbare eerder ontvangen subsidie niet heeft geregulariseerd.

ARTIKEL 6: INDIENING VAN DE VERANTWOORDINGSSTUKKEN

In geval van meerdere financieringen en van diverse oorsprong, dient de Begunstigde ervoor te zorgen dat er geen enkele onduidelijkheid bestaat over de ingediende stukken, zowel op het ogenblik van de aanvraag tot betaling als tijdens eventuele latere controles. Deze controles kunnen zowel een controle van de stukken als een controle ter plaatse inhouden.

Wanneer een verantwoordingsstuk bij meerdere subsidiërende overheden wordt ingediend, dient de verdeling tussen de subsidiërende overheden vooraf aanvaard te zijn en dient ze vermeld te worden op alle originele stukken.

De verantwoordingsstukken dienen ofwel gekwiteerd te zijn, ofwel vergezeld van het bewijs van betaling (rekeninguittreksels of eender welke andere vorm van bewijs van betaling). Als matiging van deze regel worden ook kopieën van de verantwoordingsstukken en kopieën van de betalingsbewijzen toegelaten.

Ze moeten chronologisch worden genummerd en moeten voorafgegaan worden door een lijst waarin, in de volgorde van de genummerde stukken, de naam van de leverancier, de datum van het document, het bedrag exclusief BTW en desgevallend het bedrag inclusief BTW, d.w.z. als er BTW verschuldigd is, dient te worden vermeld. De lijst moet worden afgesloten met een totaal en moet worden gedateerd en ondertekend door een persoon die gemachtigd is om verbintenissen aan te gaan in naam van de Begunstigde.

ARTIKEL 7: CONTROLE VAN DE SUBSIDIES

De artikelen 165 tot 169 van de ordonnantie van 4 april 2024 houdende de Codex van de openbare financiën van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest zijn onmiddellijk en algemeen van toepassing van zodra er sprake is van een subsidie. Deze artikelen worden hieronder in extenso weergegeven:

Art165:

§ 1. Overeenkomstig artikel 11 van de wet van 16 mei 2003, moet iedere subsidie verleend door de gewestelijke entiteit of door een rechtspersoon, die rechtstreeks of onrechtstreeks door de gewestelijke entiteit wordt gesubsidieerd, daarin begrepen ieder door haar zonder interest verleend terugvorderbaar geldvoorschot, worden aangewend voor de doeleinden waarvoor zij werd verleend.

Behalve wanneer een wettelijke of reglementaire bepaling daarin voorziet, vermeldt iedere beslissing houdende toekenning van een subsidie nauwkeurig de aard, de omvang en de modaliteiten betreffende het gebruik en betreffende de door de begunstigde van de subsidie te verstrekken verantwoording.

Iedere begunstigde van een subsidie is ertoe gehouden verantwoording te verstrekken over de aanwending van de ontvangen bedragen, tenzij een ordonnantie hem daartoe vrijstelling verleent.

§ 2. Geen enkele gesubsidieerde actie mag door de begunstigde of de begunstigten van de subsidie worden uitgevoerd vóór de kennisgeving van het ondertekende en gedateerde besluit tot verlening ervan en, in voorkomend geval, van de desbetreffende overeenkomst.

De Regering is gemachtigd om de uitzonderingen op dit artikel te bepalen.

§ 3. De Regering is gemachtigd om verschillende subsidietypes te bepalen in het besluit dat de begrotingscontrole regelt.

Art 166:

Overeenkomstig artikel 12 van de wet van 16 mei 2003, verleent de begunstigde, door het aanvaarden van de subsidie, meteen ook aan iedere boekhoudkundige entiteit het recht om ter plaatse controle te doen uitoefenen op de aanwending van de toegekende gelden.

Art 167:

Overeenkomstig artikel 13 van de wet van 16 mei 2003, is gehouden tot onmiddellijke terugbetaling van het bedrag van de subsidie de begunstigde:

1° die de voorwaarden niet naleeft, waaronder de subsidie werd verleend;

2° die de subsidie niet aanwendt voor de doeleinden, waarvoor zij werd verleend;

3° die de in artikel 166 bedoelde controle verhindert;

4° die voor hetzelfde doel al een subsidie ontvangt van een andere instelling op basis van dezelfde verantwoordingsstukken.

Blijft de begunstigde van de subsidie in gebreke inzake het verstrekken van de in artikel 165 bedoelde verantwoordingen, dan is hij gehouden tot terugbetaling ten belope van het deel dat niet werd verantwoord.

Art 168:

Overeenkomstig artikel 14 van de wet van 16 mei 2003, kan de uitkering van de subsidies worden opgeschort zolang de begunstigde voor soortgelijke subsidies, die hij voordien heeft ontvangen, verzuimt de in artikel 165 bedoelde verantwoordingen te verstrekken of zich aan de in artikel 166 bepaalde controle te onderwerpen.

Wordt een subsidie in schijven uitgekeerd, dan wordt iedere schijf voor de toepassing van dit artikel als een afzonderlijke subsidie beschouwd.

Art. 169.

In het kader van de toekenning van subsidies gaan de rekenplichtigen van de niet-fiscale ontvangsten en de dossierbeheerders van de boekhoudkundige entiteiten vooraf na of er niet-geïnde vervallen schuldvorderingen ten gunste van hun boekhoudkundige entiteit uitstaan op een natuurlijke of rechtspersoon die een subsidie aanvraagt.

De dossierbeheerder verzoekt de debiteur zijn schuld te vereffenen opdat de subsidie hem toegekend zou kunnen worden.

De Regering is gemachtigd om de uitzonderingen op dit artikel te bepalen.

Deze subsidie valt onder een uitzondering op artikel 165, §2 van de ordonnantie van 4 april 2024 tot vaststelling van het Wetboek van de Openbare Financiën van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. Overeenkomstig het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 30 mei 2024 betreffende de administratieve en budgettaire controle van de gewestelijke entiteit, artikel 62, §3, wordt een uitzondering verleend voor de acties die van start gaan op 1 januari van het lopende begrotingsjaar.

De subsidie is onderworpen aan het principe van niet-verrijking voor de begunstigde: als blijkt dat de begunstigde zich op eender welke manier heeft verrijkt door het project uit te voeren, zal de terugbetaling van het overeenkomstige bedrag worden geëist.

ARTIKEL 8: BETALINGEN TE BEZORGEN STUKKEN BIJ DE BETALINGSAANVRAAG

De betalingen gebeuren binnen de grenzen van de begrotingskredieten. Ze gebeuren zo snel mogelijk, rekening houdend met de vereisten inherent aan de controles.

ARTIKEL 9: BTW

De uitgaven die in aanmerking komen voor de toegekende subsidie, zijn uitgaven zonder btw. De btw (Belasting over de Toegevoegde Waarde) kan enkel in aanmerking komen als ze daadwerkelijk en definitief door de begunstigde wordt gedragen.

ARTIKEL 10: OVERHEIDSOPDRACHTEN

De Begunstigde is onderworpen aan de bepalingen van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten.

Het naleven van de wet- en regelgeving met betrekking tot overheidsopdrachten door de Begunstigde vormt een voorwaarde voor de toekenning van deze subsidie, evenals zijn plicht om het Gewest de documenten en informatie te bezorgen die het vraagt. Het niet naleven ervan kan leiden tot het intrekken van nog uit te betalen subsidies en tot een verzoek tot teruggave van reeds toegekende subsidies.

ARTIKEL 11: BUDGETTAIRE AANREKENING

Het bedrag van de subsidie wordt aangerekend op het budgettair artikel 42.045.03.02.43.22/ begrotingspost 42.045.08 van de begroting 2026 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

ARTIKEL 12: GESCHILLEN

Alle geschillen betreffende deze overeenkomst vallen onder de bevoegdheid van de rechtbanken van Brussel.

ARTIKEL 13: VERZENDING VAN DE DOCUMENTEN

Met uitzondering van de mededelingen waarin artikel 5 voorziet, moeten de partijen alle kennisgevingen of mededelingen die gedaan moeten worden op grond van deze overeenkomst geldig versturen naar de volgende adressen:

1. VOOR HET GEWEST

Gewestelijke Overheidsdienst Brussel – Mobiel Brussel

Directie voor Personenvervoer

Ter attentie van Mevrouw Véronique VANBERG, Directeur

Sint-Lazarusplein 2, 1035 BRUSSEL

2. VOOR DE BEGUNSTIGDE

De gemeente van Etterbeek Kazernenlaan 31/1, 1040 Brussel

ARTIKEL 14: INWERKINGTREEDING

Deze door de partijen ondertekende overeenkomst treedt in werking op de kennisgevingsdatum van het subsidiebesluit waarbij deze overeenkomst is gevoegd. Elke prestatie geleverd voorafgaand aan de inwerkingtreding, op eigen initiatief of als gevolg van onjuiste instructies, gebeurt op eigen risico van de begunstigde.

Opgesteld in Brussel, in twee exemplaren, op

Voor de gemeente Etterbeek

Vincent De Wolf,

Burgemeester

Annick Petit,

Gemeentesecretaris.

Voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest

De directeur-generaal van Brussel Mobiliteit

Vincent De Wolf,

Burgemeester

Annick Petit, Gemeentesecretaris.

Christophe Vanoerbeek

2 annexes / 2 bijlagen

SUT26.005_Etterbeek_ConvFr.pdf, SUT26.005_Etterbeek_ConvNl.pdf

Garage communal - Gemeentelijke garage

27 Mise à disposition d'un bus communal (aller-retour) pour la 3^{ème} Unité NDSC le vendredi 16 octobre 2026 (aller) et le dimanche 18 octobre 2026 (retour) en vue de se rendre à 5660 Couvin.

Le Conseil communal,

Vu qu'il s'agit d'une troisième demande ;

Considérant la demande de mise à disposition d'un bus communal (aller-retour) pour la 3^{ème} Unité NDSC le vendredi 16 octobre 2026 (aller) et le dimanche 18 octobre 2026 (retour) en vue de se rendre à 5660 Couvin ;

Considérant les législations belge et européenne concernant le transport de personnes en autocar ;

Considérant que le transport pour compte n'est autorisé qu'en cas de lien réel et permanent entre le transporteur et les personnes transportées ;

Décide d'approuver les termes de la convention, présentée ci-après, entre la Commune d'Etterbeek et la 3^{ème} Unité NDSC.

Entre l'Administration Communale d'Etterbeek

Avenue des Casernes, 31/1

1040 Etterbeek

Et la 3^{ème} Unité NDSC

Rue Bruylants 9

1040 Etterbeek

Dit « le transporteur pour compte propre ».

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet

La présente convention concerne la mise à disposition d'un bus communal destinée à transporter (aller-retour) un groupe de maximum 50 personnes, faisant partie du public de la 3^{ème} Unité NDSC, entre Etterbeek et Couvin le 16 et 18 octobre 2026.

Un chauffeurs est également mis à disposition de la 3^{ème} Unité NDSC.

Article 2 – Qualité des parties dans le cadre du transport

La 3^{ème} Unité NDSC intervient comme transporteur pour compte propre dans le cadre de ce voyage.

L'Administration communale d'Etterbeek n'intervient en aucun cas comme transporteur.

Article 3 – Obligation de la 3^{ème} Unité NDSC

La 3^{ème} Unité NDSC s'engage à respecter la loi du 15 juillet 2013 relative au transport de voyageurs par route et portant exécution du Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la Directive 96/26/CE du Conseil, et portant exécution du Règlement (CE) n° 1073/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché international des services de transport par autocars et autobus, et modifiant le Règlement (CE) n° 561/2006.

Article 4 – Etat des lieux et description du bus de l'Administration communale d'Etterbeek

Lors de la prise de possession du véhicule de l'Administration communale d'Etterbeek, il sera procédé à un état des lieux et à une description du véhicule.

Article 5 – Etat des lieux de sortie

Lors de son départ ou lorsque la mise à disposition du bus de l'Administration communale d'Etterbeek prendra fin, la 3^{ème} Unité NDSC devra le remettre dans l'état où il l'a reçu, munie de tous les documents et clefs nécessaires.

Elle s'engage à prendre à sa charge les dégâts qui ne résulteraient pas d'une usure « normale » de la voiture. L'estimation de ces dégâts se déroulera lors de l'état des lieux de sortie.

Article 6 – Vol du bus communal

En cas de vol du bus, la 3^{ème} Unité NDSC est tenue de remplir une déclaration à la police. Elle adressera une copie du procès-verbal à l'Administration communale d'Etterbeek dans les plus brefs délais.

Article 7 – Accidents et dommages pendant la période de mise à disposition

L'Administration communale d'Etterbeek est déchargée de toute responsabilité dans le cadre du transport de personnes durant toute la période du transport.

La 3^{ème} Unité NDSC est tenue de prendre une assurance pour couvrir tout incident pouvant survenir pendant la durée de la convention.

En cas d'accident ou de dommages, la 3^{ème} Unité NDSC est tenue de remplir toutes les formalités et d'avertir immédiatement l'Administration communale d'Etterbeek.

Si l'accident est dû, en tout ou en partie à un vol, à une faute lourde ou légère habituelle de la 3^{ème} Unité NDSC ou d'un de ses membres, celle-ci prendra à sa charge la différence entre le coût total des réparations et le montant couvert par la compagnie d'assurances, ainsi que l'éventuelle majoration de prime qui viendrait à être mise à charge de l'Administration communale d'Etterbeek.

Article 8 – Responsabilité en cas d’infraction ou d’accident en dehors du transport prévu à l’article 1

La 3^{ème} Unité NDSC est seule responsable, tant civilement que pénalement, en cas d’infraction ou d’accident commis en dehors du transport prévu au présent contrat. Il prendra dès lors à sa charge la totalité des coûts de réparation du véhicule, ainsi que l’éventuelle majoration de la prime qui serait imposée à l’Administration communale d’Etterbeek.

Article 9 – Frais de lavage et de parking

Le transporteur pour compte propre maintiendra la voiture propre extérieurement et intérieurement, les frais de nettoyage étant à sa charge.

Les frais de parking sont à la charge du transporteur pour compte propre.

La présente convention sera établie en deux exemplaires originaux, chacune des parties reconnaissant en avoir reçu un.

Ter beschikkingstelling van een gemeentebus (heen-en terugrit) voor de 3e eenheid NDSC op vrijdag 16 oktober 2026 (heen) en op zondag 18 oktober 2026 (terugrit) om naar 5660 Couvin te gaan.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat het over de derde aanvraag van dit jaar gaat;

Overwegende dat de 3^e eenheid NDSC vraagt om van een gemeentebus (enkel terugrit) voor de 3e eenheid NDSC op vrijdag 16 oktober 2026 (heen) en op zondag 18 oktober 2026 (terugrit) om naar 5660 Couvin te gaan ;

Gelet op de Belgische en de Europese wetgeving in verband met het personenvervoer met autocar;

Overwegende dat het vervoer voor rekening enkel toegelaten is als er een reële en vaste band is tussen de vervoerder en de personen die vervoerd worden;

Overwegende dat na analyse is vastgesteld dat de bestemming kampt met beperkte toegankelijkheid via het beschikbare openbaar vervoer, wat aanzienlijke hindernissen oplevert voor potentiële reizigers ;

BESLIST om de voorwaarden van de hierna volgende overeenkomst tussen de gemeente Etterbeek en de 3^e eenheid NDSC van Etterbeek goed te keuren.

Tussen het Gemeentebestuur van Etterbeek

Kazernenlaan 31/1
1040 Etterbeek

En de 3^e eenheid NDSC

Bruylantsstraat 9
1040 Etterbeek
de zogenaamde “vervoerder voor eigen rekening”

wordt overeengekomen wat volgt:

Artikel 1 – Onderwerp

De onderhavige overeenkomst heeft betrekking op de terbeschikkingstelling van een gemeentebus voor het vervoer (enkel terugrit) van een groep van maximaal 50 personen, die deel uitmaken van het publiek van de 3^e eenheid NDSC, tussen Etterbeek en 5660 Couvin op 16 en 18 oktober 2026.

Er wordt ook een chauffeur ter beschikking gesteld van de 3^e eenheid NDSC.

Artikel 2 – Hoedanigheid van de partijen in het kader van het vervoer

De 3^e eenheid NDSC komt tussenbeide als vervoerder voor eigen rekening in het kader van die reis. Het Gemeentebestuur van Etterbeek treedt in geen geval op als vervoerder.

Artikel 3 – Verplichting van de 3^e eenheid NDSC

De 3^e eenheid NDSC verbindt zich ertoe de wet van 15 juli 2013 betreffende het reizigersvervoer over de weg en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1071/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels betreffende de voorwaarden waaraan moet zijn voldoen om het beroep van wegvervoerondernemer uit te oefenen en tot intrekking van richtlijn 96/26/EG van de Raad en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1073/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels voor toegang tot de internationale markt voor touringcar- en autobusdiensten en tot wijziging van verordening (EG) nr. 561/2006 na te leven.

Artikel 4 – Plaatsbeschrijving en beschrijving van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek

Bij de inbezitneming van het voertuig van het Gemeentebestuur van Etterbeek wordt overgegaan tot een plaatsbeschrijving en een beschrijving van het voertuig.

Artikel 5 – Plaatsbeschrijving bij vertrek

Bij het vertrek of wanneer de terbeschikkingstelling van de bus van het Gemeentebestuur van Etterbeek eindigt, zal de 3^e eenheid NDSC de bus teruggeven in de staat waarin zij die ontvangen heeft, met inbegrip van de nodige documenten en sleutels.

Ze verbindt zich ertoe de schade die niet voortvloeit uit “normale” slijtage van het voertuig voor zijn rekening te nemen. Die schade wordt geschat op het moment van de plaatsbeschrijving bij vertrek.

Artikel 6 – Diefstal van de gemeentebus

Als de bus gestolen wordt, moet de 3^e eenheid NDSC aangifte doen bij de politie. Ze bezorgt zo snel mogelijk een kopie van het proces-verbaal aan het Gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 7 – Ongevallen en schade tijdens de periode van de terbeschikkingstelling

Het Gemeentebestuur van Etterbeek wordt vrijgesteld van elke aansprakelijkheid in het kader van het vervoer van personen tijdens de volledige vervoerperiode.

De 3^e eenheid NDSC moet een verzekering afsluiten voor elk incident dat zich kan voordoen tijdens de duur van de overeenkomst.

In geval van een ongeval of schade moet de 3^e eenheid NDSC de nodige formaliteiten vervullen en het Gemeentebestuur van Etterbeek onmiddellijk op de hoogte brengen.

Als het ongeval volledig of gedeeltelijk te wijten is aan bedrog, zware fout of gewoonlijk voorkomende lichte fout van de 3^e eenheid NDSC of een van haar leden dan zal de vereniging het verschil tussen de totale kostprijs van de herstellingen en het bedrag dat gedekt wordt door de verzekeringsmaatschappij voor haar rekening nemen alsook de eventuele verhoging van de premie die ten laste zou vallen van het Gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 8 – Aansprakelijkheid in geval van overtreding of ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in artikel 1

De 3^e eenheid NDSC is alleen aansprakelijk, zowel burgerlijk als strafrechtelijk, in geval van een overtreding of een ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in de onderhavige overeenkomst. Het neemt bijgevolg de volledige kostprijs van de herstelling van het voertuig voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die opgelegd zou worden aan het Gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 9 – Kosten voor schoonmaak en parking

De vervoerder voor eigen rekening houdt het voertuig schoon, zowel aan de buitenkant als aan de binnenkant. De schoonmaakkosten zijn voor zijn rekening.

De parkingkosten zijn ten laste van de vervoerder voor eigen rekening.

De onderhavige overeenkomst wordt opgesteld in twee originele exemplaren waarbij elk van de partijen erkent een exemplaar te hebben ontvangen.

1 annexe / 1 bijlage

scan_mdesadeleer_2026-07-07-09-11-41.pdf

28 Mise à disposition d'un bus communal (aller-retour) à la Maison des Jeunes La Clef le dimanche 27 septembre 2026 en vue de se rendre à Walibi.

Le Conseil communal,

Vu qu'il s'agit de la première demande pour cette l'année ;

Considérant la demande de mise à disposition d'un bus communal à la MAISON DES JEUNES LA CLEF le dimanche 27 septembre 2026 en vue de se rendre à Walibi;

Considérant les législations belge et européenne concernant le transport de personnes en autocar ;

Considérant que le transport pour compte n'est autorisé qu'en cas de lien réel et permanent entre le transporteur et les personnes transportées ;

DECIDE d'approuver les termes de la convention, présentée ci-après, entre la Commune d'Etterbeek et la MAISON DES JEUNES LA CLEF :

Entre l'Administration Communale d'Etterbeek

Avenue des Casernes 31/1

1040 Etterbeek

Et MAISON DES JEUNES LA CLEF

Représentée par Madame Magali Noach

Avenue d'Auderghem, 189

1040 Etterbeek

Dit « le transporteur pour compte propre ».

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet

La présente convention concerne la mise à disposition d'un bus communal destinée à transporter un groupe de maximum 17 personnes, faisant partie du public de la MAISON DES JEUNES LA CLEF, le dimanche 27 septembre 2026 en vue de se rendre à Walibi.

Un chauffeur est également mis à disposition de la MAISON DES JEUNES LA CLEF.

Article 2 – Qualité des parties dans le cadre du transport

La MAISON DES JEUNES LA CLEF intervient comme transporteur pour compte propre dans le cadre de ce voyage.

L'administration Communale d'Etterbeek n'intervient en aucun cas comme transporteur.

Article 3 – Obligation de la MAISON DES JEUNES LA CLEF

La MAISON DES JEUNES LA CLEF s'engage à respecter la loi du 15 juillet 2013 relative au transport de voyageurs par route et portant exécution du Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la Directive 96/26/CE du Conseil, et portant exécution du Règlement (CE) n° 1073/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché international des services de transport par autocars et autobus, et modifiant le Règlement (CE) n° 561/2006.

Article 4 – Etat des lieux et description du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek

Lors de la prise de possession du véhicule de l'Administration Communale d'Etterbeek, il sera procédé à un état des lieux et à une description du véhicule.

Article 5 – Etat des lieux de sortie

Lors de son départ ou lorsque la mise à disposition du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek prendra fin, la MAISON DES JEUNES LA CLEF devra le remettre dans l'état où il l'a reçue, munie de tous les documents et clefs nécessaires.

Elle s'engage à prendre à sa charge les dégâts qui ne résulteraient pas d'une usure « normale » du véhicule. L'estimation de ces dégâts se déroulera lors de l'état des lieux de sortie.

Article 6 – Vol du bus communal

En cas de vol du bus, la MAISON DES JEUNES LA CLEF est tenue de remplir une déclaration à la police. Il adressera une copie du procès-verbal à l'administration Communale d'Etterbeek dans les plus brefs délais.

Article 7 – Accidents et dommages pendant la période de mise à disposition

L'administration Communale d'Etterbeek est déchargée de toute responsabilité dans le cadre du transport de personnes durant toute la période du transport.

La MAISON DES JEUNES LA CLEF est tenue de prendre une assurance pour couvrir tout incident pouvant survenir pendant la durée de la convention.

En cas d'accident ou de dommages, la MAISON DES JEUNES LA CLEF est tenue de remplir toutes les formalités et d'avertir immédiatement l'Administration Communale d'Etterbeek.

Si l'accident est dû, en tout ou en partie à un vol, à une faute lourde ou légère habituelle de la MAISON DES JEUNES LA CLEF ou d'un de ses membres, celle-ci prendra à sa charge la différence entre le coût total des réparations et le montant couvert par la compagnie d'assurances, ainsi que l'éventuelle majoration de prime qui viendrait à être mise à charge de l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 8 – Responsabilité en cas d'infraction ou d'accident en dehors du transport prévu à l'article 1

La MAISON DES JEUNES LA CLEF est seule responsable, tant civilement que pénalement, en cas d'infraction ou d'accident commis en dehors du transport prévu au présent contrat. elle prendra dès lors à sa charge la totalité des coûts de réparation du véhicule, ainsi que l'éventuelle majoration de la prime qui serait imposée à l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 9 – Frais de lavage et de parking

Le transporteur pour compte propre maintiendra la voiture propre extérieurement et intérieurement, les frais de nettoyage étant à sa charge.

Les frais de parking sont à la charge du transporteur pour compte propre.

La présente convention sera établie en deux exemplaires originaux, chacune des parties reconnaissant en avoir reçu un.

Terbeschikkingstelling van een gemeentelijke bus (heen- en terugrit) aan de" Maison des Jeunes La Clef" op zondag 27 september 2026 om naar Walibi te gaan.

De Gemeenteraad,

Aangezien dit de eerste aanvraag is voor het jaar ;

Overwegende dat vraagt om te beschikken over een gemeentelijke bus de " MAISON DES JEUNES LA CLEF" op zondag 27 september 2026 naar Walibi te gaan;

Gelet op de Belgische en de Europese wetgeving in verband met het personenvervoer met autocar;

Overwegende dat het vervoer voor rekening enkel toegelaten is als er een reële en vaste band is tussen de vervoerder en de personen die vervoerd worden;

BESLIST om de voorwaarden van de hiernavolgende overeenkomst tussen de gemeente Etterbeek en de MAISON DES JEUNES LA CLEF goed te keuren.

Tussen het gemeentebestuur van Etterbeek

Kazernenlaan 31/1

1040 Etterbeek

en de MAISON DES JEUNES LA CLEF

Verantwoordelijke mevrouw Magali Noach

Oudergemlaan 189

1040 Etterbeek

de zogenaamde "vervoerder voor eigen rekening"

wordt overeengekomen wat volgt:

Artikel 1 – Onderwerp

Onderhavige overeenkomst heeft betrekking op de terbeschikkingstelling van een gemeentelijke bus voor het vervoer van een groep van maximaal 17 personen die deel uitmaken van het publiek van de MAISON DES JEUNES LA CLEF op zondag 27 september 2026 naar Walibi te gaan.

Er wordt ook een chauffeur ter beschikking gesteld van de MAISON DES JEUNES LA CLEF.

Artikel 2 – Hoedanigheid van de partijen in het kader van het vervoer

De MAISON DES JEUNES LA CLEF komt tussenbeide als vervoerder voor eigen rekening in het kader van deze reis.

Het gemeentebestuur van Etterbeek treedt in geen geval op als vervoerder.

Artikel 3 – Verplichting van de MAISON DES JEUNES LA CLEF

De MAISON DES JEUNES LA CLEF verbindt zich ertoe de wet van 15 juli 2013 betreffende het reizigersvervoer over de weg en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1071/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels betreffende de voorwaarden waaraan moet zijn voldoen om het beroep van wegvervoerondernemer uit te oefenen en tot intrekking van richtlijn 96/26/EG van de Raad en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1073/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels voor toegang tot de internationale markt voor touringcar- en autobusdiensten en tot wijziging van verordening (EG) nr. 561/2006 na te leven.

Artikel 4 – Plaatsbeschrijving en beschrijving van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek

Bij de inbezitneming van het voertuig van het gemeentebestuur van Etterbeek wordt overgegaan tot een plaatsbeschrijving en een beschrijving van het voertuig.

Artikel 5 – Plaatsbeschrijving bij vertrek

Bij het vertrek of wanneer de terbeschikkingstelling van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek eindigt, zal de MAISON DES JEUNES LA CLEF de bus teruggeven in de staat waarin zij die ontvangen heeft, met inbegrip van de nodige documenten en sleutels.

Ze verbindt zich ertoe de schade die niet voortvloeit uit “normale” slijtage van het voertuig voor zijn rekening te nemen. Die schade wordt geschat op het moment van de plaatsbeschrijving bij vertrek.

Artikel 6 – Diefstal van de gemeentebus

Als de bus gestolen wordt, moet de MAISON DES JEUNES LA CLEF aangifte doen bij de politie. Ze bezorgt zo snel mogelijk een kopie van het proces-verbaal aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 7 – Ongevallen en schade tijdens de periode van de terbeschikkingstelling

Het gemeentebestuur van Etterbeek wordt vrijgesteld van elke aansprakelijkheid in het kader van het vervoer van personen tijdens de volledige vervoerperiode.

De MAISON DES JEUNES LA CLEF moet een verzekering afsluiten voor elk incident dat zich kan voordoen tijdens de duur van de overeenkomst.

In geval van een ongeval of schade moet de MAISON DES JEUNES LA CLEF de nodige formaliteiten vervullen en het gemeentebestuur van Etterbeek onmiddellijk op de hoogte brengen.

Als het ongeval volledig of gedeeltelijk te wijten is aan bedrog, zware fout of gewoonlijk voorkomende lichte fout van de MAISON DES JEUNES LA CLEF of een van zijn leden dan neemt zij het verschil tussen de totale kostprijs van de herstellingen en het bedrag dat gedekt wordt door de verzekeringsmaatschappij voor zijn rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die ten laste zou vallen van het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 8 – Aansprakelijkheid in geval van overtreding of ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in artikel 1

De MAISON DES JEUNES LA CLEF is alleen aansprakelijk, zowel burgerlijk als strafrechtelijk, in geval van een overtreding of een ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in de onderhavige overeenkomst. Zij neemt bijgevolg de volledige kostprijs van de herstelling van het voertuig voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die opgelegd zou worden aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 9 – Kosten voor schoonmaak en parking

De vervoerder voor eigen rekening houdt het voertuig schoon, zowel aan de buitenkant als aan de binnenkant. De schoonmaakkosten zijn voor zijn rekening.

De parkingkosten zijn ten laste van de vervoerder voor eigen rekening.

De onderhavige overeenkomst wordt opgesteld in twee originele exemplaren waarbij elk van de partijen erkent een exemplaar te hebben ontvangen.

1 annexe / 1 bijlage

Demande bus Walibi - MJ La Clef.pdf

- 29 **Mise à disposition d'un bus communal (aller/retour) au Centre Culturel Senghor en vue de se rendre le 05 mars 2027 à 2018 Anvers, le 26 et 27 avril 2027 à 3090 Overijse, le 30 avril 2027 à 2460 Kasterlee, le 03 et 04 mai 2027 à 3010 Louvain et le 07 mai 2027 à 7972 Aubechies.**

Le Conseil communal,

Vu qu'il s'agit de la septième demande pour l'année 2027 ;

Considérant la demande de mise à disposition d'un bus communal (aller-retour) au Centre Culturel Senghor en vue de se rendre

- le 05 mars 2027 à 2018 Anvers ;
- le 26 et 27 avril 2027 à 3090 Overijse ;
- le 30 avril 2027 à 2460 Kasterlee ;
- le 03 et 04 mai à 3010 Louvain ;
- 07 mai 2027 à 7972 Aubechies.

Considérant les législations belge et européenne concernant le transport de personnes en autocar ;

Considérant que le transport pour compte n'est autorisé qu'en cas de lien réel et permanent entre le transporteur et les personnes transportées ;

Considérant qu'à la suite d'une analyse approfondie, la destination est confrontée à une accessibilité restreinte par les moyens de transport en commun disponibles, ce qui engendre des contraintes significatives pour les voyageurs potentiels.

DECIDE d'approuver les termes de la convention, présentée ci-après, entre la Commune d'Etterbeek et le Senghor :

Entre l'Administration Communale d'Etterbeek

Avenue des Casernes 31/1

1040 Etterbeek

Et le Senghor

Représentée par Madame Bouchra Chafik

Chaussée de Wavre 366

1040 Etterbeek

Dit « le transporteur pour compte propre ».

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet

La présente convention concerne la mise à disposition d'un bus communal destinée à transporter (aller et retour) un groupe de 23 à maximum 46 personnes, faisant partie du public du Senghor, entre Etterbeek, Anvers, Overijse, Kasterlee, Louvain et Aubechies, le 05 mars, 26, 27, 30 avril, 03, 04, 05 et 07 mai 2027.

Un chauffeur est également mis à disposition du Senghor.

Article 2 – Qualité des parties dans le cadre du transport

Le Senghor intervient comme transporteur pour compte propre dans le cadre de ce voyage. L'administration Communale d'Etterbeek n'intervient en aucun cas comme transporteur.

Article 3 – Obligation du Senghor

Le Senghor s'engage à respecter la loi du 15 juillet 2013 relative au transport de voyageurs par route et portant exécution du Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la Directive 96/26/CE du Conseil, et portant exécution du Règlement (CE) n° 1073/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant

des règles communes pour l'accès au marché international des services de transport par autocars et autobus, et modifiant le Règlement (CE) n° 561/2006.

Article 4 – Etat des lieux et description du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek

Lors de la prise de possession du véhicule de l'Administration Communale d'Etterbeek, il sera procédé à un état des lieux et à une description du véhicule.

Article 5 – Etat des lieux de sortie

Lors de son départ ou lorsque la mise à disposition du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek prendra fin, Le Senghor devra le remettre dans l'état où il l'a reçue, munie de tous les documents et clefs nécessaires. Elle s'engage à prendre à sa charge les dégâts qui ne résulteraient pas d'une usure « normale » du véhicule. L'estimation de ces dégâts se déroulera lors de l'état des lieux de sortie.

Article 6 – Vol du bus communal

En cas de vol du bus, Le Senghor est tenu de remplir une déclaration à la police. Il adressera une copie du procès-verbal à l'administration Communale d'Etterbeek dans les plus brefs délais.

Article 7 – Accidents et dommages pendant la période de mise à disposition

L'administration Communale d'Etterbeek est déchargée de toute responsabilité dans le cadre du transport de personnes durant toute la période du transport.

Le Senghor est tenu de prendre une assurance pour couvrir tout incident pouvant survenir pendant la durée de la convention.

En cas d'accident ou de dommages, Le Senghor est tenu de remplir toutes les formalités et d'avertir immédiatement l'Administration Communale d'Etterbeek.

Si l'accident est dû, en tout ou en partie à un vol, à une faute lourde ou légère habituelle de Le Senghor ou d'un de ses membres, celle-ci prendra à sa charge la différence entre le coût total des réparations et le montant couvert par la compagnie d'assurances, ainsi que l'éventuelle majoration de prime qui viendrait à être mise à charge de l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 8 – Responsabilité en cas d'infraction ou d'accident en dehors du transport prévu à l'article 1

Le Senghor est seule responsable, tant civilement que pénalement, en cas d'infraction ou d'accident commis en dehors du transport prévu au présent contrat. Il prendra dès lors à sa charge la totalité des coûts de réparation du véhicule, ainsi que l'éventuelle majoration de la prime qui serait imposée à l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 9 – Frais de lavage et de parking

Le transporteur pour compte propre maintiendra la voiture propre extérieurement et intérieurement,

les frais de nettoyage étant à sa charge.

Les frais de parking sont à la charge du transporteur pour compte propre.

La présente convention sera établie en deux exemplaires originaux, chacune des parties reconnaissant en avoir reçu un.

Terbeschikkingstelling van een gemeentebus (heen- en terugrit) aan Cultureel Centrum Senghor op 05 maart 2027 om naar 2018 Antwerpen te gaan, op 26 en 27 april 2027 om naar 3090 Overijse te gaan, op 30 april 2027 om naar 2460 Kasterlee te gaan, op 03 en 04 mei 2027 om naar 3010 Leuven te gaan en op 07 mei om naar 7972 Aubechies te gaan.

De Gemeenteraad,

Overwegende dit de zevende aanvraag voor het jaar 2027 ;

Overwegende dat de Cultureel Centrum SENGHOR vraagt om te beschikken over een gemeentebus (heen- en terugrit)

- op 05 maart 2027 om naar 2018 Antwerpen te gaan ;
- op 26 en 27 april 2027 om naar 3090 Overijse te gaan ;
- op 30 april 2027 om naar 2460 Kasterlee ;
- op 03 en 04 mei 2027 om naar 3010 Leuven te gaan ;
- op 07 mei 2027 om naar 7972 Aubechies te gaan.

Gelet op de Belgische en de Europese wetgeving in verband met het personenvervoer met autocar ;

Overwegende dat het vervoer voor rekening enkel toegelaten is als er een reële en vaste band is tussen de vervoerder en de personen die vervoerd worden ;

Overwegende dat na analyse is vastgesteld dat de bestemming kampt met beperkte toegankelijkheid via het beschikbare openbaar vervoer, wat aanzienlijke hindernissen oplevert voor potentiële reizigers ;

BESLIST om de voorwaarden van de hiernavolgende overeenkomst tussen de Gemeente Etterbeek en HET SENGHOR goed te keuren :

Tussen het Gemeentebestuur van Etterbeek

Kasernenlaan 31/1

1040 Etterbeek

En HET SENGHOR

Vertegenwoordigd door Mevrouw Bouchra Chafik

Waversesteenweg 366

1040 Etterbeek

De zogenaamde “vervoerder voor eigen rekening”

Wordt overeengekomen wat volgt:

Artikel 1 – Voorwerp

De onderhavige overeenkomst heeft betrekking op de terbeschikkingstelling van een gemeentebus voor het vervoer (heen- en terugrit) van een groep van 23 en maximaal 46 personen, die deel uitmaken van het publiek van het SENGHOR, tussen Etterbeek, Antwerpen, Overijse, Kasterlee, Leuven en Aubechies, op 05 maart, 26, 27 en 30 april, 03, 04 en 07 mei 2027.

Er wordt ook een chauffeur ter beschikking gesteld van het SENGHOR.

Artikel 2 – Hoedanigheid van de partijen in het kader van het vervoer

Het SENGHOR komt tussenbeide als vervoerder voor eigen rekening in het kader van die reis.

Het gemeentebestuur van Etterbeek komt in geen geval tussenbeide als vervoerder.

Artikel 3 – Verplichting van HET SENGHOR.

Het SENGHOR verbindt zich ertoe de wet van 15 juli 2013 betreffende het reizigersvervoer over de weg en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1071/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels betreffende de voorwaarden waaraan moet zijn voldoen om het beroep van wegvervoerondernemer uit te oefenen en tot intrekking van richtlijn 96/26/EG van de Raad en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1073/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels voor toegang tot de internationale markt voor touringcar- en autobusdiensten en tot wijziging van verordening (EG) nr. 561/2006 na te leven.

Artikel 4 – Plaatsbeschrijving en beschrijving van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek

Bij de inbezitneming van het voertuig van het gemeentebestuur van Etterbeek wordt overgegaan tot een plaatsbeschrijving en een beschrijving van het voertuig.

Artikel 5 – Plaatsbeschrijving bij vertrek

Bij het vertrek of wanneer de terbeschikkingstelling van de bus van het gemeentebestuur van

Etterbeek eindigt, zal het SENGHOR de bus teruggeven in de staat waarin zij die ontvangen heeft, met inbegrip van de nodige documenten en sleutels.

Zij verbindt zich ertoe de schade die niet voortvloeit uit “normale” slijtage van het voertuig voor haar rekening te nemen. Die schade wordt geschat op het moment van de plaatsbeschrijving bij vertrek.

Artikel 6 – Diefstal van de gemeentebus

Als de bus gestolen wordt, moet het SENGHOR-aangifte doen bij de politie. Ze bezorgt zo snel mogelijk een kopie van het proces-verbaal aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 7 – Ongevallen en schade tijdens de periode van de terbeschikkingstelling

Het gemeentebestuur van Etterbeek wordt vrijgesteld van elke aansprakelijkheid in het kader van het vervoer van personen tijdens de volledige vervoerperiode.

Het SENGHOR moet een verzekering afsluiten voor elk incident dat zich kan voordoen tijdens de duur van de overeenkomst.

In geval van een ongeval of schade moet het SENGHOR de nodige formaliteiten vervullen en het gemeentebestuur van Etterbeek onmiddellijk op de hoogte brengen.

Als het ongeval volledig of gedeeltelijk te wijten is aan bedrog, zware fout of gewoonlijk voorkomende lichte fout van het SENGHOR of een van haar leden dan zal de vereniging het verschil tussen de totale kostprijs van de herstellingen en het bedrag dat gedekt wordt door de verzekeringsmaatschappij voor haar rekening nemen alsook de eventuele verhoging van de premie die ten laste zou vallen van het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 8 – Aansprakelijkheid in geval van overtreding of ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in artikel 1

Het SENGHOR is alleen aansprakelijk, zowel burgerlijk als strafrechtelijk, in geval van een overtreding of een ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in de onderhavige overeenkomst. Zij neemt bijgevolg de volledige kostprijs van de herstelling van het voertuig voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die opgelegd zou worden aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 9 – Kosten voor schoonmaak en parking

De vervoerder houdt het voertuig voor eigen rekening schoon, zowel aan de buitenkant als aan de binnenkant. De schoonmaakkosten zijn voor zijn rekening.

De parkingkosten zijn voor rekening van de vervoerder.

De onderhavige overeenkomst wordt opgesteld in twee originele exemplaren waarbij elk van de partijen erkent een exemplaar te hebben ontvangen.

1 annexe / 1 bijlage

Senghor mars, avril et mai 2027.pdf

30 Mise à disposition d'un bus communal (aller/retour) au Centre Culturel Senghor en vue de se rendre le 23 octobre 2026 à 7080 Frameries, le 30 octobre et le 23 décembre 2026 à 4280 Hannut et le 30 décembre 2026 à 3500 Hasselt.

Le Conseil communal,

Vu qu'il s'agit de la dixième demande pour l'année 2026 ;

Considérant la demande de mise à disposition d'un bus communal (aller-retour) au Centre Culturel Senghor en vue de se rendre

- le 23 octobre 2026 à 7080 Frameries ;
- le 30 octobre et 23 décembre 2026 à 4280 Hannut ;
- le 30 décembre 2026 à 3500 Hasselt ;

Considérant les législations belge et européenne concernant le transport de personnes en autocar ;

Considérant que le transport pour compte n'est autorisé qu'en cas de lien réel et permanent entre le transporteur et les personnes transportées ;

Considérant qu'à la suite d'une analyse approfondie, la destination est confrontée à une accessibilité restreinte par les moyens de transport en commun disponibles, ce qui engendre des contraintes significatives pour les voyageurs potentiels.

DECIDE d'approuver les termes de la convention, présentée ci-après, entre la Commune d'Etterbeek et le Senghor :

Entre l'Administration Communale d'Etterbeek

Avenue des Casernes 31/1

1040 Etterbeek

Et le Senghor

Représentée par Madame Bouchra Chafik

Chaussée de Wavre 366

1040 Etterbeek

Dit « le transporteur pour compte propre ».

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet

La présente convention concerne la mise à disposition d'un bus communal destinée à transporter (aller et retour) un groupe de maximum 33 personnes, faisant partie du public du Senghor, entre Etterbeek, Frameries, Hannut et Hasselt le 23, 30 octobre et le 23 et 30 décembre 2026.

Un chauffeur est également mis à disposition du Senghor.

Article 2 – Qualité des parties dans le cadre du transport

Le Senghor intervient comme transporteur pour compte propre dans le cadre de ce voyage. L'administration Communale d'Etterbeek n'intervient en aucun cas comme transporteur.

Article 3 – Obligation du Senghor

Le Senghor s'engage à respecter la loi du 15 juillet 2013 relative au transport de voyageurs par route et portant exécution du Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la Directive 96/26/CE du Conseil, et portant exécution du Règlement (CE) n° 1073/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché international des services de transport par autocars et autobus, et modifiant le Règlement (CE) n° 561/2006.

Article 4 – Etat des lieux et description du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek

Lors de la prise de possession du véhicule de l'Administration Communale d'Etterbeek, il sera procédé à un état des lieux et à une description du véhicule.

Article 5 – Etat des lieux de sortie

Lors de son départ ou lorsque la mise à disposition du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek prendra fin, Le Senghor devra le remettre dans l'état où il l'a reçue, munie de tous les documents et clefs nécessaires. Elle s'engage à prendre à sa charge les dégâts qui ne résulteraient pas d'une usure « normale » du véhicule. L'estimation de ces dégâts se déroulera lors de l'état des lieux de sortie.

Article 6 – Vol du bus communal

En cas de vol du bus, Le Senghor est tenu de remplir une déclaration à la police. Il adressera une copie du procès-verbal à l'administration Communale d'Etterbeek dans les plus brefs délais.

Article 7 – Accidents et dommages pendant la période de mise à disposition

L'administration Communale d'Etterbeek est déchargée de toute responsabilité dans le cadre du transport de personnes durant toute la période du transport.

Le Senghor est tenu de prendre une assurance pour couvrir tout incident pouvant survenir pendant la durée de la convention.

En cas d'accident ou de dommages, Le Senghor est tenu de remplir toutes les formalités et d'avertir immédiatement l'Administration Communale d'Etterbeek.

Si l'accident est dû, en tout ou en partie à un vol, à une faute lourde ou légère habituelle de Le Senghor ou d'un de ses membres, celle-ci prendra à sa charge la différence entre le coût total des réparations et le montant couvert par la compagnie d'assurances, ainsi que l'éventuelle majoration de prime qui viendrait à être mise à charge de l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 8 – Responsabilité en cas d'infraction ou d'accident en dehors du transport prévu à l'article 1

Le Senghor est seule responsable, tant civilement que pénalement, en cas d'infraction ou d'accident commis en dehors du transport prévu au présent contrat. Il prendra dès lors à sa charge la totalité des coûts de réparation du véhicule, ainsi que l'éventuelle majoration de la prime qui serait imposée à l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 9 – Frais de lavage et de parking

Le transporteur pour compte propre maintiendra la voiture propre extérieurement et intérieurement, les frais de nettoyage étant à sa charge.

Les frais de parking sont à la charge du transporteur pour compte propre.

La présente convention sera établie en deux exemplaires originaux, chacune des parties reconnaissant en avoir reçu un.

Terbeschikkingstelling van een gemeentebus (heen- en terugrit) aan Cultureel Centrum Senghor op 23 oktober 2026 om naar 7080 Frameries te gaan, op 30 oktober en 23 december 2026 om naar 4280 Hannut te gaan en op 30 december 2026 om naar 3500 Hasselt te gaan.

De Gemeenteraad,

Overwegende dit de tiende aanvraag voor het jaar 2026 ;

Overwegende dat de Cultureel Centrum SENGHOR vraagt om te beschikken over een gemeentebus (heen- en terugrit)

- op 23 oktober 2026 om naar 7080 Frameries te gaan ;
- op 30 oktober en 23 december 2026 om naar 4280 Hannut te gaan ;
- op 30 december 2026 om naar 3500 Hasselt ;

Gelet op de Belgische en de Europese wetgeving in verband met het personenvervoer met autocar ;

Overwegende dat het vervoer voor rekening enkel toegelaten is als er een reële en vaste band is tussen de vervoerder en de personen die vervoerd worden ;

Overwegende dat na analyse is vastgesteld dat de bestemming kampt met beperkte toegankelijkheid via het beschikbare openbaar vervoer, wat aanzienlijke hindernissen oplevert voor potentiële reizigers ;

BESLIST om de voorwaarden van de hiernavolgende overeenkomst tussen de Gemeente Etterbeek en HET SENGHOR goed te keuren :

Tussen het Gemeentebestuur van Etterbeek

Kasernenlaan 31/1

1040 Etterbeek

En HET SENGHOR

Vertegenwoordigd door Mevrouw Bouchra Chafik

Waversesteenweg 366

1040 Etterbeek

De zogenaamde “vervoerder voor eigen rekening”

Wordt overeengekomen wat volgt:

Artikel 1 – Voorwerp

De onderhavige overeenkomst heeft betrekking op de terbeschikkingstelling van een gemeentebus voor het vervoer (heen- en terugrit) van een groep van 33 personen maximaal, die deel uitmaken van het publiek van het SENGHOR, tussen Etterbeek, Frameries, Hannut en Hasselt op 23 en 30 oktober 2026 en 23 en 30 december 2026.

Er wordt ook een chauffeur ter beschikking gesteld van het SENGHOR.

Artikel 2 – Hoedanigheid van de partijen in het kader van het vervoer

Het SENGHOR komt tussenbeide als vervoerder voor eigen rekening in het kader van die reis.

Het gemeentebestuur van Etterbeek komt in geen geval tussenbeide als vervoerder.

Artikel 3 – Verplichting van HET SENGHOR.

Het SENGHOR verbindt zich ertoe de wet van 15 juli 2013 betreffende het reizigersvervoer over de weg en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1071/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels betreffende de voorwaarden waaraan moet zijn voldoen om het beroep van wegvervoerondernemer uit te oefenen en tot intrekking van richtlijn 96/26/EG van de Raad en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1073/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels voor toegang tot de internationale markt voor touringcar- en autobusdiensten en tot wijziging van verordening (EG) nr. 561/2006 na te leven.

Artikel 4 – Plaatsbeschrijving en beschrijving van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek

Bij de inbezitneming van het voertuig van het gemeentebestuur van Etterbeek wordt overgegaan tot een plaatsbeschrijving en een beschrijving van het voertuig.

Artikel 5 – Plaatsbeschrijving bij vertrek

Bij het vertrek of wanneer de terbeschikkingstelling van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek eindigt, zal het SENGHOR de bus teruggeven in de staat waarin zij die ontvangen heeft, met inbegrip van de nodige documenten en sleutels.

Zij verbindt zich ertoe de schade die niet voortvloeit uit “normale” slijtage van het voertuig voor haar rekening te nemen. Die schade wordt geschat op het moment van de plaatsbeschrijving bij vertrek.

Artikel 6 – Diefstal van de gemeentebus

Als de bus gestolen wordt, moet het SENGHOR-aangifte doen bij de politie. Ze bezorgt zo snel mogelijk een kopie van het proces-verbaal aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 7 – Ongevallen en schade tijdens de periode van de terbeschikkingstelling

Het gemeentebestuur van Etterbeek wordt vrijgesteld van elke aansprakelijkheid in het kader van het vervoer van personen tijdens de volledige vervoerperiode.

Het SENGHOR moet een verzekering afsluiten voor elk incident dat zich kan voordoen tijdens de duur van de overeenkomst.

In geval van een ongeval of schade moet het SENGHOR de nodige formaliteiten vervullen en het gemeentebestuur van Etterbeek onmiddellijk op de hoogte brengen.

Als het ongeval volledig of gedeeltelijk te wijten is aan bedrog, zware fout of gewoonlijk voorkomende lichte fout van het SENGHOR of een van haar leden dan zal de vereniging het verschil tussen de totale kostprijs van de herstellingen en het bedrag dat gedekt wordt door de verzekeringsmaatschappij voor haar rekening nemen alsook de eventuele verhoging van de premie die ten laste zou vallen van het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 8 – Aansprakelijkheid in geval van overtreding of ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in

artikel 1

Het SENGHOR is alleen aansprakelijk, zowel burgerlijk als strafrechtelijk, in geval van een overtreding of een ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in de onderhavige overeenkomst. Zij neemt bijgevolg de volledige kostprijs van de herstelling van het voertuig voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die opgelegd zou worden aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 9 – Kosten voor schoonmaak en parking

De vervoerder houdt het voertuig voor eigen rekening schoon, zowel aan de buitenkant als aan de binnenkant. De schoonmaakkosten zijn voor zijn rekening.

De parkingkosten zijn voor rekening van de vervoerder.

De onderhavige overeenkomst wordt opgesteld in twee originele exemplaren waarbij elk van de partijen erkent een exemplaar te hebben ontvangen.

1 annexe / 1 bijlage

Senghor octobre et décembre 2026.pdf

Secrétariat - Secretariaat

31 Question orale de Madame Helena Ruiz Fabra : Suites de la séance d'information "L'énergie, on la partage !"

Le 10 juin 2026, la commune d'Etterbeek a organisé, avec le soutien de Bruxelles Environnement, une séance d'information intitulée « L'énergie, on la partage ! », consacrée au partage et aux communautés d'énergie.

Je tiens tout d'abord à remercier les services communaux pour l'organisation de cet événement, qui était particulièrement intéressant, bien organisé et accueillant. Les exemples concrets de projets présentés, ainsi que l'intervention de Bruxelles Environnement, ont permis de mieux comprendre les opportunités offertes par le partage d'énergie.

Cette initiative a suscité un réel intérêt et soulève naturellement la question des suites que la commune entend y donner.

En outre, la Note d'orientation politique (NOP) 2024-2030, dans son chapitre consacré à la transition écologique, prévoit notamment :

« Appui aux communautés d'énergie via le rôle du subsidiologie communal. »

Au regard de cet engagement, je souhaiterais poser les questions suivantes au Collège :

1. Quelles actions concrètes la commune prévoit-elle à la suite de cette séance d'information afin de favoriser le développement du partage d'énergie et des communautés d'énergie sur le territoire d'Etterbeek ?
2. Comment le Collège entend-il mettre en œuvre l'engagement repris dans la NOP relatif à l'« appui aux communautés d'énergie via le rôle du subsidiologie communal » ? Quel sera concrètement le rôle du subsidiologie et quels services ou accompagnements seront proposés aux citoyens, aux copropriétés, aux associations et aux entreprises souhaitant développer une communauté d'énergie

?

3. Le Collège prévoit-il d'adopter un dispositif financier à afin de soutenir les ménages, copropriétés et autres acteurs locaux dans leurs investissements en faveur de la transition énergétique et soutien aux installations photovoltaïques afin de favoriser la production locale d'électricité renouvelable et le développement des communautés d'énergie ?

Mondelinge vraag van mevrouw Helena Ruiz Fabra: Vervolg op de informatiebijeenkomst „Energie delen we samen!”

Op 10 juni 2026 organiseerde de gemeente Etterbeek, met de steun van Brussel Leefmilieu, een informatiebijeenkomst met als titel „Energie delen!”, gewijd aan het delen van energie en energiegemeenschappen.

Allereerst wil ik de gemeentelijke diensten bedanken voor de organisatie van dit evenement, dat bijzonder interessant, goed georganiseerd en gastvrij was. De concrete voorbeelden van projecten die werden voorgesteld, evenals de bijdrage van Brussel Milieu, hebben bijgedragen tot een beter begrip van de mogelijkheden die het delen van energie biedt.

Dit initiatief heeft veel belangstelling gewekt en roept natuurlijk de vraag op welke vervolgstappen de gemeente hieraan wil geven.

Bovendien voorziet de beleidsnota (NOP) 2024-2030, in het hoofdstuk gewijd aan de ecologische transitie, met name in:

„Ondersteuning van energiegemeenschappen via de rol van de gemeentelijke subsidieadviseur.”

In het licht van deze toezegging zou ik de volgende vragen aan het College willen stellen:

1. Welke concrete maatregelen is de gemeente van plan te nemen naar aanleiding van deze informatiebijeenkomst om de ontwikkeling van energiedelen en energiegemeenschappen op het grondgebied van Etterbeek te bevorderen?
2. Hoe is het College van plan de in het NOP opgenomen toezegging met betrekking tot de „ondersteuning van energiegemeenschappen via de rol van de gemeentelijke subsidioloog” ten uitvoer te brengen? Wat zal de rol van de subsidieadviseur concreet inhouden en welke diensten of begeleiding zullen worden aangeboden aan burgers, mede-eigenaars, verenigingen en bedrijven die een energiegemeenschap willen opzetten?
3. Is het College van plan een financieel steunmechanisme in te voeren om huishoudens, mede-eigendommen en andere lokale actoren te ondersteunen bij hun investeringen ten behoeve van de energietransitie en om fotovoltaïsche installaties te stimuleren, teneinde de lokale productie van hernieuwbare elektriciteit en de ontwikkeling van energiegemeenschappen te bevorderen?

32 Interpellation de Monsieur Pieterjan Vanden Boer concernant le renforcement de la résilience climatique d'Etterbeek

Ces dernières semaines, nous avons été confrontés à des températures extrêmement élevées. Nous y avons malheureusement déjà constaté l'impact croissant du changement climatique. Les vagues de chaleur ne sont plus exceptionnelles, mais font de plus en plus souvent partie de nos étés.

Dans une commune densément peuplée comme Etterbeek, les îlots de chaleur urbains constituent un défi majeur pour la santé et le bien-être de nos habitants. Une étude du VITO estime que le changement climatique entraînera un doublement du nombre d'admissions aux urgences lors des vagues de chaleur.

Le Plan d'action climatique d'Etterbeek reconnaît à juste titre ce défi. En matière de résilience face à la

chaleur, la commune mise sur la végétalisation et la désimperméabilisation des espaces publics, la plantation d'arbres et l'encouragement à la rénovation des habitations. La végétalisation est le meilleur remède contre l'effet d'îlot de chaleur urbain, particulièrement marqué dans les zones proches de Jourdan, La Chasse et les Casernes. Ces dernières années, plusieurs beaux projets ont été élaborés ou lancés (Pervijze-Tervaten, rue des Agriculteurs, avenue du Pandhof, rue de la Confiance, place Rinsedelle, Forte Dei Marmi, diverses cours de récréation d'écoles...), mais Etterbeek reste néanmoins sensible à la chaleur dans certains quartiers. Et ce verdissement est urgent, car il faut des dizaines d'années avant que les arbres aient un effet significatif sur le rafraîchissement des quartiers.

De plus, la commune s'engage également à soutenir les mesures privées de lutte contre la chaleur par le biais de subventions complémentaires : isolation des logements, toitures végétalisées, désimperméabilisation. Elle entend également encourager la désimperméabilisation en imposant des obligations dans les permis d'urbanisme. En ce qui concerne Renolution, nous sommes toutefois actuellement dans une période de transition. Il ressort des discussions au sein de la Commission de l'Environnement du Parlement bruxellois que les primes Renolution pour les travaux réalisés en 2025 et 2026 ne seront, pour l'instant, pas disponibles. Seuls les dossiers relatifs aux travaux réalisés jusqu'à fin 2024 feront encore l'objet d'un versement. Aucune précision n'a encore été apportée concernant le futur système de prêts à la rénovation. Les primes communales, dont le règlement a expiré en juin de l'année dernière, avaient été conçues pour compléter l'aide régionale ; des questions se posent donc quant à la manière dont le budget communal consacré aux subventions est utilisé actuellement et le sera à l'avenir.

C'est pourquoi j'adresse les questions suivantes au Collège :

1. De quelle manière les progrès en matière de verdissement urbain, tant dans le domaine privé que public, sont-ils suivis ? Quelles évolutions ont été observées à la suite de certaines initiatives ?
2. Le Collège a-t-il une vue d'ensemble de l'évolution du patrimoine arboricole communal ? Quelles mesures ont déjà été prises pour mieux protéger le patrimoine arboricole d'Etterbeek ?
3. Le Collège est-il disposé à élaborer un plan d'investissement pluriannuel pour la végétalisation des rues, en accordant la priorité aux rues où l'effet d'îlot de chaleur est le plus marqué ?
4. Le Collège a-t-il une vue d'ensemble de l'évolution du pourcentage de surfaces imperméables dans la commune ? Et de quelle manière les permis d'urbanisme sont-ils utilisés pour atteindre les objectifs en matière de désimperméabilisation ? Avez-vous une idée du nombre de permis qui ont été modifiés ou ajustés en raison d'un excès de revêtement, d'une perméabilité insuffisante, etc. ?
5. Où en est-on concernant les primes communales complémentaires dans le cadre de Renolution ? Des subventions seront-elles encore accordées en 2026 pour les projets en cours ? Quel est le solde actuel du budget consacré aux subventions ? Ce budget, s'il n'est pas utilisé à l'heure actuelle, peut-il servir à financer d'autres mesures d'adaptation au changement climatique ?
6. Comment le collège compte-t-il utiliser ou réformer les subventions supplémentaires liées à Renolution, compte tenu de l'intention exprimée dans l'accord de gouvernement bruxellois de recourir à des prêts à la rénovation ?
7. Existe-t-il un projet visant à installer à terme, dans les logements sociaux de la commune, des pompes à chaleur pouvant servir à la fois au chauffage et au refroidissement des bâtiments ?

Interpellatie van Mijnheer Pieterjan Vanden Boer betreffende het vergroten van de Klimaatweerbaarheid van Etterbeek

De voorbije weken werden we geconfronteerd met extreem hoge temperaturen. We zagen daarin helaas al de toenemende impact van de klimaatverandering. Hittegolven zijn niet langer uitzonderlijk, maar maken steeds vaker deel uit van onze zomers.

In een dichtbebouwde gemeente als Etterbeek vormen stedelijke hitte-eilanden een belangrijke uitdaging voor de gezondheid en het welzijn van onze inwoners. Een studie van het VITO schat in dat klimaatverandering het aantal spoedopnames tijdens hittegolven zal doen verdubbelen.

Het Klimaatactieplan van Etterbeek erkent deze uitdaging terecht. Op het vlak van weerbaarheid tegen hitte zet de gemeente in op vergroening en ontharding van de openbare ruimte, het aanplanten van bomen en

het stimuleren van renovaties van huizen. Vergroening is de beste remedie tegen het stedelijke hitte-eiland effect, dat erg sterk is in de zones nabij Jourdan, La Chasse en de Kasernes. Er zijn de afgelopen jaren een aantal mooie projecten uitgewerkt of opgestart (Pervijze-Tervaten, Boerenstraat, Pandhoflaan, Vertrouwensstraat Rinsedelleplein, Forte Dei Marmi, verschillende speelplaatsen van scholen...) maar toch blijft Etterbeek in bepaalde wijken gevoelig aan hitte. En deze vergroening is urgent, want het duurt tientallen jaren voordat bomen een significant effect hebben op de verkoeling van wijken.

Daarnaast zet de gemeente ook in op ondersteuning van private maatregelen die hitte tegengaan via aanvullende subsidies: het isoleren van woningen, groendaken, ontharding. En stelt de gemeente om ontharding te stimuleren via verplichtingen in stedenbouwkundige vergunningen. Met betrekking tot Renolution zitten we vandaag echter in een overgangperiode. Uit de bespreking in de Commissie Leefmilieu van het Brussels Parlement blijkt dat de Renolution-premies voor werken uitgevoerd in 2025 en 2026 voorlopig niet beschikbaar zijn. Enkel dossiers met betrekking tot werken uitgevoerd tot eind 2024 zullen nog worden uitbetaald. Over het toekomstige systeem van renovatieleningen bestaat momenteel nog geen duidelijkheid. De gemeentelijke premies, waarvan het reglement afliep in juni vorig jaar, waren ontworpen als aanvulling op de gewestelijke steun, er zijn dus vragen over hoe het gemeentelijke subsidiebudget momenteel en in de toekomst wordt ingezet.

Daarom heb ik volgende vragen aan het College:

1. Op welke manier wordt de vooruitgang van stedelijke vergroening, zowel op privaat als op publiek domein, gemonitord? Welke evoluties zijn er volgende op bepaalde initiatieven.
2. Heeft het college zicht op de evolutie van het gemeentelijke bomenbestand? Welke stappen werden er al gezet om het bomenbestand in Etterbeek beter te beschermen?
3. Is het college bereid om een meerjaren investeringsplan te maken voor het vergroenen van straten, en hierbij prioritair in te zetten op straten waarbij het hitte-eiland effect het grootste is?
4. Heeft het college een zicht op de evolutie van het percentage verharde ondergrond in de gemeente? En op welke manier worden stedenbouwkundige vergunningen ingezet om de doelstellingen met betrekking tot ontharding te behalen? Heeft u een zicht op het aantal vergunningen die werden gewijzigd of bijgesteld omwille te veel aan verharding, onvoldoende doorlaatbaarheid, etc.
5. Wat is de stand van zaken met betrekking tot de aanvullende gemeentelijke premies bij Renolution? Zijn er in 2026 nog subsidies verleend voor lopende projecten? Wat is het huidige saldo van het subsidiebudget? Kan dit budget, indien het momenteel niet gebruikt is, gebruikt worden om andere klimaatadaptatiemaatregelen te financieren?
6. Hoe zal het college de aanvullende subsidies met betrekking tot Renolution inzetten of hervormen aan het voornemen in het Brusselse regeerakkoord om te werken met renovatieleningen?
7. Is er een plan om in sociale woningen van de gemeente op termijn warmtepompen te installeren, die gebruikt kunnen worden voor de verwarming én de koeling van de gebouwen?